

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION  
BOURSE

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13655 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

JEUDI 22 DÉCEMBRE 1988

## Prudent dégel Moscou-Tokyo

Depuis que M. Gorbatchev a entamé en 1985 son opération de séduction en Asie avec son discours de Vladivostok, le Japon est resté le pays le plus imperméable aux sirènes de la perestroïka. La visite que vient d'effectuer à Tokyo le chef de la diplomatie soviétique ne semble pas avoir permis de renverser cette tendance. Du moins aura-t-elle contribué, en relançant le dialogue à haut niveau, à amorcer un prudent dégel.

Le principal résultat concret de M. Chevardnadze avec son homologue nippon, M. Uno, et avec M. Takashita, le président du conseil, aura été l'ouverture de négociations sur un traité de paix qui mettrait officiellement fin au deuxième conflit mondial entre les deux puissances voisines. Des commissions mixtes, au niveau des vice-ministres des affaires étrangères, seront d'autre part chargées de régler l'ensemble des problèmes bilatéraux. En clair, Tokyo et Moscou se sont mis d'accord pour engager un véritable dialogue sur le litige territorial qui les oppose, même si le Japon ne nourrit guère d'illusions sur un changement de la position soviétique.

Tokyo continue en effet de réclamer la restitution des quatre îles Kouriles du Sud occupées par l'URSS en 1945. Il en fait même la condition « sine qua non » d'une véritable normalisation de relations plutôt fraîches. Les Japonais estiment que, sur ce point, la visite de M. Chevardnadze représente un pas en avant dans la mesure où c'est la première fois qu'une discussion est entamée de manière concrète sur le différend frontalier. Mais aucun progrès n'a été accompli sur le fond, et « les Soviétiques n'ont pas changé leur position d'un iota », a indiqué une source officielle. Selon le Gaimusho, le ministère japonais des affaires étrangères, « aucune des deux parties n'a fait de concessions ».

En dépit de la publication d'un communiqué commun soulignant que « les deux délégations se sont efforcées de prendre en compte les aspects historiques et politiques des positions réciproques afin d'éliminer les difficultés existant dans les relations entre les deux pays », Soviétiques et Japonais continuent de parler sur deux registres différents. Dans sa conférence de presse, M. Chevardnadze a qualifié sa visite d'« une des plus fructueuses de ces dernières années » et qui marquera un « nouveau chapitre ». Les relations nippo-soviétiques, a-t-il ajouté, ne doivent pas « rester à la traîne du courant général ».

Les Japonais ne sont pas aussi satisfaits des résultats de cette visite. Le conflit sur les « Territoires du Nord » a dominé les conversations et Tokyo, qui espérait une ouverture, a dû se contenter d'écouter l'envoyé du Kremlin répéter une position connue, même si le ton en était plus conciliant.

Alors que M. Chevardnadze s'est envolé pour son escale suivante - à Manille - avant de rendre visite à la Corée du Nord, les résultats de ces conversations au Japon paraissent bien maigres. Il faut dire que, de part et d'autre, les relations bilatérales ne sont pas prioritaires ; pour le Japon en particulier, qui apprécie bien plus ses liens avec les États-Unis et les pays asiatiques, la Chine en premier lieu.

(Lire nos informations page 4.)

M 0147 - 1220 - 4,50 F

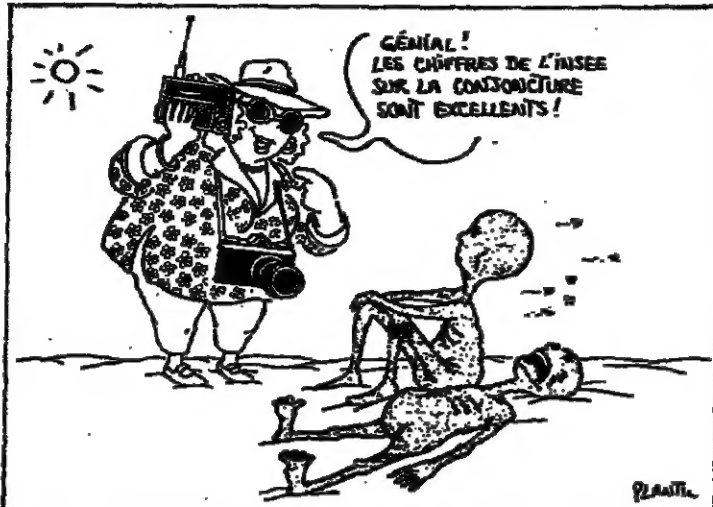


3790147004500 1220

Les prévisions de l'INSEE et de l'OCDE

## La croissance restera forte au premier semestre de 1989

Les conjoncturistes sont unanimes : dans l'ensemble des pays industriels, la vigoureuse croissance de cette année se poursuivra durant les premiers mois de 1989. En France, l'INSEE se félicite d'une forte progression des investissements et des exportations. L'OCDE s'inquiète, néanmoins, des risques de résurgence de l'inflation dans le monde. (Lire nos informations page 25.)



Le Sénat entre la somnolence et les embrouilles

## Les mystères de la Chambre haute

Malaise au Sénat. Un sénateur centriste soupçonné par ses pairs de favoriser les activités professionnelles de son genre dans des opérations d'adjudication, une conspiration du silence autour des dépenses somptuaires effectuées au palais du Luxembourg, un président - Alain Poirer - en fin de règne, auquel ses propres amis reprochent de « s'accrocher » à son fauteuil, une majorité en crise... La Haute Assemblée traverse, de l'avis même de certains sénateurs, « une mauvaise période ».

Le Sénat va mal. Mais surtout il ne faut pas que cela se sache ! Ce sont les mystères de la Chambre haute. Comme si le décor avait fini par déteindre sur les acteurs. Comme si le confort reconnu de ce palais avait fini par convaincre chacun que son confort personnel imposait de ne pas faire d'histoires. Palais « bunker » qui semble toujours vivre en dehors du temps.

Loi du silence appliquée par des sénateurs qui paraissent avoir constamment peur de leur ombre

ou, pis, se sont persuadés depuis longtemps que l'essentiel se passe ailleurs. Chape de plomb supportée consciencieusement par des journalistes accrédités pour fermer les yeux, quand ils ne jouent pas les petits auxiliaires des renseignements généraux. Pour vivre heureux, vivons cachés !

Au palais du Luxembourg, on ne cause pas, on murmure. On ne déclare pas, on confie. On ne dit pas, on fait dire. « La grande sagesse » dont aiment tant à se prévaloir ces élus a bon dos ! Malheur à qui osera transgresser cette loi ! « Personne, admet un sénateur socialiste, ne veut secouer les colonnes du temple. Personne n' imagine la méthode du cocotier. Ce ne serait pas convenable ».

Convenable ! Tout est dit ! Toujours une bonne raison pour respecter les convenances. Ne pas verser dans un « antiparlementarisme primaire » qui ferait le lit de M. Le Pen. Ne jamais oublier qu'on est entre deux élections, surtout à trois mois des municipales.

« On connaît toutes les ficelles, explique un jeune sénateur, mais aussi tous les risques. Du coup, personne ne veut bou-

ger ». Et pourtant, le Sénat va mal. Point n'est, d'ailleurs, nécessaire de gratter beaucoup pour mettre à jour ses plaies.

Problèmes politiques, d'abord, au sein d'une majorité de droite qui, depuis des lustres fait ici la pluie et le beau temps, mais qui, depuis l'alternance de juin 1988, rencontre des difficultés à trouver ses marques. Présidée par Marcel Lucotte (PR), sénateur de Saône-et-Loire, la Concertation de la majorité sénatoriale, mise en place dès 1981 pour faire marcher cette majorité d'un même pas, a de plus en plus de peine à remplir son office. Jalouses, complots, arrière-pensées, divergences fondamentales sur la façon de s'opposer au gouvernement, cette concertation, comme on l'a vu, lors de l'examen budgétaire, tire à hue et à dia.

D'un côté, un groupe RPR devenu le plus puissant depuis le renouvellement de septembre 1986, repris en main par Charles Pasqua, fermement décidé à maintenir le Sénat dans son rôle privilégié de chambre d'opposition.

DANIEL CARTON.

(Lire la suite page 8.)

Le retour de Vladimir Titov, Moussa Manarov et Jean-Loup Chrétien

## Les cosmonautes soviétiques ont passé plus d'une année dans l'espace

Le cosmonaute français Jean-Loup Chrétien et ses camarades soviétiques Vladimir Titov et Moussa Manarov sont revenus sur Terre mercredi 21 décembre à 10 h 57 (heure française), soit trois heures plus tard que prévu, à 300 kilomètres au sud d'Arkalik (Kazakhstan). Les équipes

de récupération ont confirmé que les trois hommes sont en bonne santé. Une panne d'ordinateur dans leur vaisseau Soyuz TM-6 avait fait retarder l'atterrissage. Titov et Manarov, qui ont quitté le sol il y a trois cent soixante-six jours, ont établi un nouveau record de vol habité dans l'espace.

C'est à 4 h 33, heure française, que le Soyuz TM-6, dans lequel avaient pris place Jean-Loup Chrétien, Vladimir Titov et Moussa Manarov, s'est détaché de la station Mir. La mise à feu du moteur de Soyuz, pour provoquer un décrochage de l'orbite et une plongée dans l'atmosphère, était programmée pour 7 heures.

Or des contrôles ont montré que la mémoire de l'ordinateur de bord était saturée, pour une raison inconnue. Il fut donc décidé de prolonger le vol de deux orbites (environ trois heures) pour trouver la raison de cet encombrement et rétablir des conditions normales. La situation n'était en rien critique puisque les cosmonautes pouvaient, si la panne était sévère,

rejoindre la station Mir et y attendre quelques jours l'envoi d'un nouveau Soyuz. Finalement, le moteur était allumé à 10 h 08.

Successivement le module « vie » puis le moteur de Soyuz TM-6 se détachaient, ne laissant que le petit habitacle qu'occupaient les cosmonautes. Celui-ci entraînait dans l'atmosphère vers 10 h 36, et l'échauffement intense du revêtement entourait l'habitacle de flammes qui empêchaient toutes communications. Les parachutes s'ouvraient huit minutes plus tard et le Soyuz se posait à 10 h 57.

Titov et Manarov avaient quitté la Terre le lundi 21 décembre 1987, à 12 h 18. De solstice à sol-

tice, ils auront passé quatre saisons en orbite et établissent un nouveau record de durée. Précédemment, Iouri Romanenko avait séjourné onze mois dans l'espace.

Quant à Jean-Loup Chrétien, avec 26 jours de séjour spatial, il se contente d'un plus modeste record d'Europe (Union soviétique non comprise, évidemment). Il a été promu - ainsi que ses deux compagnons de vol - commandeur de la Légion d'honneur par M. François Mitterrand, qui a adressé à l'équipage de Soyuz ses « plus chaleureuses félicitations ».

(Lire page 12 les articles de MAURICE ARVONNY, JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU et CATHERINE VINCENT.)

## M<sup>e</sup> Lombard inculpé pour complicité de recel

L'avocat marseillais est poursuivi dans l'affaire de la succession Canson

PAGE 10

## La Croix-Rouge quitte le Liban

Une décision sans précédent

PAGE 4

## L'Etat et les siens

Le mal-être des postiers

PAGE 26

## L'extravagant M. Khashoggi

Les mésaventures

de « l'homme le plus riche du monde »

PAGE 24

## Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

■ Les sources du classicisme • au musée Bossuet de Meaux  
■ Création de fontaines à Paris et à Brest

Pages 13 à 15

Le sommaire complet se trouve en page 30

La collecte pour la grande mosquée de Casablanca

## Racket d'Etat au Maroc

Bouygues a annoncé, mardi 20 décembre, qu'il avait été choisi pour la construction d'un nouvel aéroport à Agadir. Ce contrat de 850 millions de francs consolide la présence au Maroc du groupe français, déjà engagé dans la construction de la grande mosquée de Casablanca, dont le financement, par dons quasi obligatoires, a suscité un malaise dans le royaume.

CASABLANCA de notre envoyé spécial

Ira ? N'ira pas ? Jusqu'à la fin du sommet franco-africain, la semaine dernière au Maroc, on s'est demandé si M. Mitterrand visiterait l'immense chantier de la mosquée Hassan II de Casablanca, la plus grande du conti-

nent et aussi la plus chère (le Monde du 12 novembre 1987, du 21 septembre et daté 9-10 octobre). Les Marocains avaient - cru comprendre - que le président de la République souhaitait voir le futur « phare de l'islam dans la partie la plus occidentale du monde musulman », comme l'ont fait d'autres personnalités présentes au sommet. Dans la délégation française, on disait que « rien n'était prévu au programme », sans écarter l'hypothèse.

« Si le roi prend le président par le bras, il lui sera difficile de refuser », faisait-on observer. C'est que soixante-dix techniciens français encadrent les deux mille ouvriers qui travaillent jour et nuit à l'ouvrage dont l'achèvement est prévu pour le soixantième anniversaire du roi, en juillet 1989. La COFACE a donné sa

garantie à un prêt français de 130 millions de francs. Chargée de l'essentiel du gros œuvre, l'entreprise Bouygues a décroché un contrat de 350 millions. Il n'y aurait pas de grande marge bénéficiaire à espérer, mais le chantier de Casablanca a permis à l'entreprise d'obtenir le marché d'Agadir, avec un crédit de 434 millions de francs accordé par le gouvernement français à des conditions avantageuses.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

(Lire la suite page 5.)

## Immobilier

Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.

PAGE 23

## PANTHÈRE CALINE DE FRED

Broche Panthère or et email :  
ses yeux en émeraude  
et diamants vous la feront  
aimer pour la vie.



Prix : 24 500 F.  
Possibilité de financement : cetelem.

FRED  
JOAILLER

6, rue Royale, Paris 8<sup>e</sup> 42.60.30.65

Le Claridge, 74, Champs-Élysées, Hôtel Ritz,  
Hôtel Méridien - Espace "Galerie Lafayette", Paris.  
Aéroport d'Orly - 92, rue Eugène Coles, Deauville.  
21, bd de la Croisette, Cannes - Hôtel Loews, Monte-Carlo.  
20, rue du Marché, Genève - Beverly Hills - Houston - Dallas - New York.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 150 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 180 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,60 cr. ; Suisse, 1,60 L. ; USA, 1,50 \$ ; USA (West Coast), 2 \$.

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

# Débats

## AUDIOVISUEL

### La télévision publique vaisseau fantôme

par DOMINIQUE WOLTON (\*)

La télévision publique peut-elle saisir la chance que lui offre le spectateur, et finalement le pouvoir politique ? Telle est la question après cinq années où la télévision privée a été investie à droite, comme à gauche, des espoirs déçus de la télévision publique.

La France qui s'est ouverte, trop tardivement, à la télévision privée l'a fait en rejetant la télévision publique, même si les deux n'avaient rien d'incompatible. Le résultat fut d'inverser l'équilibre du système audiovisuel, aujourd'hui dominé par la télévision privée. Si les déceptions créées par cette dernière redonnent une chance à la télévision publique, c'est dans un contexte modifié : personne ne demande la suppression de la télévision privée. Le vrai problème, c'est l'identité et le rôle de la télévision publique dans un espace concurrentiel.

#### La crise du modèle

Sa principale faiblesse après quatre années de concurrence est d'apparaître sur la défensive et sans projet. En dix ans, le rapport s'est inversé et la télévision publique n'arrive pas à remonter le courant. La norme est donnée par le privé qui bénéficie d'une sympathie naturelle, ce qu'il propose étant jugé « normal » ce que fait la télévision publique. C'est ainsi qu'il est de bon ton, sans raison, de ne pas attendre grand chose de FR3 ni même d'Antenne 2. La mode est à la télévision privée et les partisans de la télévision publique s'opposent difficilement au discours ambiant, un peu dérisoire, qui ne parle que de « marketing », « ciblage », « segmentation des marchés », comme si l'idée d'une télévision publique de masse était « dépassée ». Ils n'osent même plus parler de stratégie financière ou de marketing par crainte d'être assimilés aux partisans de la télévision privée.

La télévision publique n'arrive pas à revendiquer cette « différence » dont elle parle tant et semble paralysée par un passé qui lui colle à la peau et des défauts réels mais que l'expérience récente du privé permettent de relativiser. Elle n'a pas retrouvé l'initiative symbolique.

La création de la SEPT a renforcé l'idée que la télévision publique allait devenir une chaîne culturelle destinée à un public réduit : le supplément d'âme pour élite cultivée en compensation de la dégradation de la télévision grand public. Ce glissement insens-

sible vers un rétrécissement de légitimité est grave, car la télévision publique n'est plus créditée du passé dont elle peut, à juste titre être fière : avoir su inventer une télévision de qualité pour tous publics.

La fascination à l'égard du discours moderniste conduit, et c'est peut-être la plus grave, au contresens sur la définition de la télévision de masse. Les partisans du secteur public n'arrivent pas à contrecarrer le discours de marketing dominant qui tend à « banaliser » la télévision et à en faire une activité de communication comme une autre où un bon ciblage des publics, une stratégie de programmation, une construction de l'audience permettraient de dépasser le « vieux modèle généraliste » au profit d'une multitude de programmes, plus ciblés et plus rentables.

La télévision ne devrait plus être considérée comme une activité globale, mais comme un ensemble de produits différenciés selon les goûts, les âges, les sexes. La télévision saucissonnée comme dépassement de la télévision de masse, la segmentation par hiérarchie sociale et culturelle comme preuve du progrès social et culturel !

#### Demeurer un médium de masse

Face à ce discours, les partisans de la télévision publique ne réussissent pas à faire comprendre la spécificité de la télévision et la limite des logiques de marketing et d'optimisation des tranches horaires. Les téléspectateurs ne sont pas des consommateurs classiques et ils sont d'autant moins « contrôlables » que la liberté d'interprétation propre à l'image réduit la prévisibilité de leurs comportements. Personne ne sait à l'avance le contexte dans lequel chacun reçoit ces images, ni surtout l'usage qu'il en fera. C'est dans ce décalage entre la diffusion d'un même message à grande échelle et les conditions toujours différentes et privées de son appropriation que réside la liberté de la télévision et son caractère émancipateur.

Il y a dans cette expérience de la complexité de l'objet télévisuel tous les éléments nécessaires pour réduire les discours du modernisme triomphant. Mais la crise de confiance que traverse la télévision publique la conduit à

oublier la force et le caractère démocratique de la télévision, à savoir, demeurer un médium de masse qui s'adresse à tous, avec une programmation la plus large possible pour des publics hétérogènes.

#### Les professionnels

Face à une « victoire » de la télévision privée qui vient moins de ses qualités intrinsèques que du lent affaiblissement de la télévision publique, que proposent les professionnels au public ? Ils sont divisés. Les « traditionalistes » dénoncent la trahison du pouvoir politique et le règne du profit, mais sans faire leur autocritique. Quand aux « modernistes », ils sont un peu coincés, entre un professionnalisme qu'ils revendiquent contre la logique politique, mais qui tend alors à tort à les faire percevoir comme les partisans de la télévision privée !

Le dynamisme futur des professionnels dépend en partie d'un examen honnête de la situation, dépassant l'idéalisation du passé. Cet examen est d'autant plus nécessaire que la télévision privée ressemble de moins en moins à la

caricature qu'en faisaient ses adversaires. Elle est capable de faire la même chose et même mieux. C'est donc « sur toute la ligne » que la télévision publique est aujourd'hui concurrencée et souvent battue. Le défi, pour elle, est la prise de conscience que plus personne n'a le monopole de la création et de la qualité et que si les deux télévisions appartiennent à des philosophies différentes, plus rien dans la réalité ni dans les choix du téléspectateur ne les distingue apparemment.

Les professionnels sont peu enclins à faire cette évaluation critique, qui les met implicitement en cause au moment où s'ouvrent pour eux de nombreuses perspectives professionnelles. Il leur faudrait beaucoup de conscience pour refuser les débouchés ouverts par la télévision privée, car ils compensent les défauts de la télévision publique. Dans le même temps, les professionnels n'ont pas trouvé auprès des pouvoirs publics, dans ces cinq années où la télévision privée s'est installée, l'appui dont ils auraient eu besoin pour défendre la télévision publique.

#### Demain : Les pouvoirs et les atouts

(\*) Directeur de recherches au CNRS.

## ARMÉNIE

### Sous les décombres, la répression

par GÉRARD CHALIAND (\*)

L'EXTRAORDINAIRE mouvement de solidarité internationale qui s'est manifesté à l'occasion du séisme en Arménie est à la mesure de la catastrophe qui frappe ce pays. Celle-ci ne se mesure pas seulement en chiffres bruts, mais par rapport à celui d'une population.

Si l'on admet l'estimation de 55 000 morts, le désastre qui affecte les 3 500 000 habitants de l'Arménie équivaut proportionnellement au nombre de morts de la guerre irako-iranienne.

Mettant à profit ce traumatisme collectif, M. Gorbatchev, qui pratique la politique de la main de fer dans un gant de velours, vient de faire procéder à l'arrestation de plus de 150 membres du Comité Karabakh. Quel est leur crime ? Avoir, depuis février 1988, revendiqué, avec l'appui massif de la population arménienne, le détachement du Haut-Karabakh (peuplé de 85 % d'Arméniens) de l'Azerbaïdjan, et son éventuel rattachement à l'Arménie.

La Constitution soviétique ne permet pas de modification de cet ordre. Il est vrai qu'elle prévoyait, en revanche, le droit à la sécession, dont nul ne s'imaginait pouvoir user. Faut-il rappeler qu'au vingtième siècle, le droit à l'autodétermination est fondé sur les

aspirations d'une population ? C'est à cette conception politique que l'Aïgria doit son indépendance. La revendication des Arméniens est légitime. Quant au Comité Karabakh, il n'est pas qu'une organisation nationaliste. Dans sa proclamation du 19 août 1988, il affirme : « Seule la démocratie permet à l'individu de conserver ses droits naturels dont les principaux sont la conservation de la vie, la liberté individuelle et la poursuite du bonheur » et qu'il entend « contribuer à l'affermissement et à l'approfondissement de la démocratie » et « garantir, par une gestion saine et l'autofinancement, l'autonomie économique de la République ».

C'est donc ce programme qui est frappé par M. Gorbatchev, dont il ne s'agit pas de minimiser l'effort de démocratisation mais d'en souligner les limites fondées sur une conception impériale. Pas plus les revendications arméniennes que celles de l'Estonnie ne paraissent recevables, bien qu'elles ne réclament ni les uns ni les autres davantage que ce que l'Espagne, en lendemain du franquisme, a accordé de bon gré aux provinces qui la composent.

(\*) Ecrivain.

## ANNIVERSAIRE

### Willy Brandt, la France, la paix

par BASILE MATHIOPOULOS

M. Willy Brandt a eu soixante-cinq ans le 18 décembre. Basile Mathiopoulos, journaliste grec qui a longtemps vécu en RFA, apporte ici son témoignage sur l'ancien chancelier.

PERSONNE ne met en doute le rôle essentiel joué en République fédérale d'Allemagne par Konrad Adenauer dans le rapprochement franco-allemand, couronné par le traité de l'Elysée de 1963, mais l'on sait moins que Willy Brandt a tout fait quand il était ministre des affaires étrangères de la grande coalition en 1966, puis comme chancelier à partir de 1969, pour donner vie à cet accord, auquel les conservateurs allemands préféraient l'affiance avec les Etats-Unis. Déjà en tant que bourgmestre de Berlin, Willy Brandt avait noué des relations confiantes avec le général de Gaulle, il admirait dans le chef de la France libre la morale et la passion de l'homme d'Etat et son combat pour l'indépendance de l'Europe : « Son comportement à mon égard, d'une rare finesse, m'a toujours impressionné, dit-il un jour à un de ses amis. Sans doute voyait-il en moi le représentant de l'Allemagne antihitlérienne. La résistance contre le nazisme nous unissait. »

Lorsqu'il devint chancelier, Willy Brandt se retrouva à la tête d'une Allemagne qui n'avait pas encore dépassé les ressentiments

nés de la défaite de 1945. Son commentaire, le jour où il prêta serment : « Aujourd'hui, on comprend définitivement qu'H Hitler a perdu la guerre. » Comme Adenauer, mais pour d'autres raisons, il n'a jamais porté les armes contre les Français et n'a même jamais été sous l'uniforme allemand. Anti-nazi de la première heure, il s'était réfugié en Norvège et avait été déchu de sa nationalité allemande. Ce qui ne l'empêcha pas de revenir à Berlin en 1936 en tant qu'étudiant « norvégien » et d'organiser pendant six mois, à la barbe de la Gestapo, des groupes de résistance contre le régime hitlérien.

#### Réforme plutôt que rhétorique

Cette « désertion » pendant la guerre, comme son origine pauvre - il est le fils naturel d'une servante - lui valurent pendant des années les sarcasmes de la bonne société allemande, dont l'attitude entre 1933 et 1945 avait relevé d'un « patriotisme » conquérant. Sa politique de réconciliation avec l'Est et la reconnaissance des frontières issues de la guerre lui attirèrent aussi l'accusation de trahison. Mais l'Ostpolitik, qu'il commença à mettre en œuvre avec ses alliés libéraux, fut poursuivie par tous les gouvernements qui lui succédèrent.

cent dix ans, le meilleur score jamais atteint.

Il peut paraître paradoxal de citer Pierre Laval en relation avec Willy Brandt, mais une phrase de l'ancien président du conseil de Vichy félicite à contre-courant la carrière du chef de la social-démocratie allemande : « Le malheur est que le peuple allemand considère trop facilement la guerre comme une chose naturelle et la paix comme un accident. » C'est cette fatalité que Willy Brandt a voulu effacer. Ce n'était sans doute pas possible pour un homme politique allemand pétré de la psychologie traditionnelle, élevé dans l'idéal de l'Obrigkeit ; ça l'était pour quelqu'un qui avait lutté à contre-courant dès son plus jeune âge. « Le fait d'être conservateur, a dit un jour Willy Brandt, est tout à fait respectueux dans une démocratie, mais être allemand et conservateur, c'est une catastrophe. »

La phrase est une demi-boutade, car il n'est guère d'homme politique plus tolérant que Willy Brandt. Des Allemands d'appartenance par un mouvement socialiste défendent aussi la nouvelle démocratie allemande née après la guerre. A qui lui faisait remarquer que ses discours ressemblaient souvent à ceux de Willy Brandt, le président de la République fédérale, M. Richard von Weizsäcker, répondit un jour : « Cette comparaison m'honore particulièrement. »

## LA GRANDE EAU D'HERMÈS.



Créée en 1949.  
Rééditée en 1987 à l'occasion du cent-cinquantième d'Hermès,  
et gravée, si vous le désirez, à vos initiales.

HERMÈS  
PARFUMS

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde  
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Lemaire (1982-1985)  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 620 000 F  
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.  
Administrateur général : Bernard Wolsky  
Rédacteur en chef : Daniel Vernet  
Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapes LEMONDE code d'accès ABO

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-61.

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE

Le Monde  
PUBLICITE  
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDPUB 286 136 F

Tél : (1) 42-47-97-27  
Tél. MONDPAR 85072 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-61

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél : (1) 42-47-98-72

Tel	FRANCE	EUROPE	MONDE	AUTRES PAYS
3	354 F	399 F	594 F	687 F
6	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9	994 F	1 089 F	1 484 F	1 922 F
12	1 280 F	1 380 F	1 880 F	2 530 F

TARIF VALABLE JUSQU'AU 31-12-1988  
ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner Renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.  
Changements d'adresse : nous sommes tenus de vous adresser deux semaines avant leur départ. Joignez la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les numéros propres en capitales à l'imprimerie.



# Etranger

Les suites du tremblement de terre en Arménie

## Les opérations de secours seraient achevées d'ici à « quelques jours »

Le premier ministre soviétique, M. Nikolai Ryjkov, a regagné Moscou mardi 20 décembre après avoir passé deux jours en Arménie pour coordonner les opérations de secours à la tête d'une commission spéciale. Il a annoncé son retour sur place au début de l'après-midi pour s'occuper de la reconstruction.

Avant son départ, M. Ryjkov a rencontré à Erevan des membres de l'Union des artistes d'Arménie, devant lesquels il a vivement pris parti le mouvement nationaliste arménien. Sans nommer le Comité Karabakh, dont six des onze membres sont en prison, le premier ministre a dénoncé « les

aventuriers politiques qui, associés à des personnes corrompues, tentent de semer la discorde ethnique », et « les éléments opposés à la « perestroïka » qui ont fait du haut Karabakh « une couverture pour leurs activités destructrices ».

Selon la Pravda de mardi, de nouvelles arrestations ont été opérées par les militaires nationalistes arméniens, dont celle de M. Igor Mouradian, ancien membre du Comité Karabakh. Plus de cent cinquante militaires arméniens seraient actuellement emprisonnés. La Pravda a également annoncé l'arrestation de six fonctionnaires azérbaidjans accusés d'avoir profité des troubles pour toucher des pots-de-vin.

M. Ryjkov a indiqué également que la situation sur le terrain restait « complexe » et que les opérations de secours seraient achevées « d'ici quelques jours ». Selon l'agence Tass, l'évacuation des femmes, enfants et vieillards de Kirovakan est achevée, et celles des autres zones sinistrées sont en passe de l'être.

A Ankara, le ministère turc des affaires étrangères a annoncé que le gouvernement turc avait été saisi mardi d'une demande soviétique de faire transférer une partie des secours par la Turquie la demande a été immédiatement acceptée.

## Le choc des cultures dans les hôpitaux

EREVAN de notre envoyé spécial

Il se passe des choses étranges en ce moment en Arménie. Une sorte de choc culturel. Un matin, deux médecins arméniens, épouvantés, les salles de l'hôpital Erebuny, dont le sol crasseux est constellé de papiers, de compresses gorgées de sang et de pus. Des malades agonisent sur leur brancard, laissés sans soins, des enfants meurent dans les bras de leur mère.

Le lendemain, les couloirs de l'hôpital ont été lavés à grande eau. On s'efforce visiblement de ne pas jeter ce dont on n'a plus besoin par terre, mais dans des sacs poubelles. L'hygiène, enfin — le strict minimum dans un hôpital qui, à certains égards, pourrait être comparé à un établissement hospitalier d'Afrique — a fait une timide apparition.

Le ministère a parfois du bon. A l'hôpital Republican, trois médecins

s'affaieraient autour du lit d'une malade extirpée voilà deux jours de montagnes de gravats de Léninakan. Il y a Henri, un Néerlandais ganté de caoutchouc, très « pro », Elisabeth, spécialiste en néphrologie à Marseille et un docteur arménien en stage de formation accélérée. Dans ce service, on procède à une première : une dialyse rénale. Tous les étrangers portent un masque de gaze sur la bouche. Au bout de dix minutes, le médecin arménien glisse un mot à une aide soignante qui revient avec un masque, certes douteux quant à sa propreté, mais un masque tout de même.

Il aura ainsi fallu plusieurs jours, malheureusement perdus pour des centaines de blessés arrivant par fourgons entiers de Spitak et Léninakan, d'acclimatation réciproque entre médecins locaux (Arméniens et Russes) et spécialistes étrangers. Adaptation psychologique : trop sûrs de leur savoir et de leur compétence, certains équipes venues d'Europe de l'Ouest ont braqué leurs confrères qui, en manière de rétorsion, sont allés jusqu'à dissimuler des patients en prétendant : « Il n'y a pas de malades, allez ailleurs, vous nous dérangez ».

Adaptation technique : les néphrologues, par exemple, étaient persuadés de trouver à leur arrivée des installations quasiment prêtes à les accueillir. En réalité, deux reins artificiels étaient en état de marche. A Erevan au moment du séisme.

Les tensions ont été vives au début : « Ils refusent la technique de la dialyse, accusent des médecins

français. Ils attendent et ils finissent par devoir amputer les malades. » A rebours, un médecin russe s'est opposé à l'amputation d'une jeune femme atteinte par la gangrène sans prétexte qu'une intervention chirurgicale lourde l'empêcherait de trouver un mari plus tard, raconte un médecin anglais, révolté par ce cas et d'autres. Faut-il préciser que cette jeune femme a rapidement succombé ?

### Une formation indispensable

Face à cette situation inattendue — une « culture » hospitalière pauvre, des établissements négligés — les équipes médicales étrangères arrivées entre le 9 décembre au soir et le 14 ont mis quelques jours à se remobiliser. Dans un premier temps, les médecins se sont répartis dans les douze hôpitaux de la ville et ont essayé d'aider leurs collègues confrontés à un afflux incessant de victimes rescapées. Mais, dès leur arrivée, les équipes des organisations humanitaires présentes ont également commencé à réfléchir aux cycles de formation indispensables à organiser pour les médecins et le personnel paramédical exerçant en Arménie.

« Il serait imbécile de laisser tout le matériel expédié ici et qu'il pourrisse dans les sous-sols ou s'en aille dans les autres Républiques russes », nous a confié un responsable de Médecins sans frontières. Du coup, les techniciens français et néerlandais ont commencé à expliquer aux agents hospitaliers com-

ment l'on montait un dialyseur et comment on le réglait. Encore faudrait-il prévoir aussi la fourniture de pièces détachées.

Dans une autre optique, ces organisations ont fait appel à des pharmaciens pour classer par famille les médicaments reçus du monde entier et indiquer après traduction les propriétés de tel ou tel antibiotique et leur posologie. Un exemple parmi d'autres. Bref, le travail qui reste à accomplir est immense et Médecins du monde et Médecins sans frontières ont demandé au ministre de la santé du gouvernement de la République d'Arménie l'autorisation de prolonger leur action sur le terrain durant plusieurs semaines.

LAURENT GRELSAMER.

Un appel de la Croix-Rouge française. — La Croix-Rouge française a indiqué, mardi 20 décembre, « qu'elle n'est plus en mesure de recevoir de nouveaux dons en nature, hormis ceux déjà réunis », qui seront acheminés en Arménie « en coordination avec les autorités et les associations concernées ».

Dans un communiqué publié à Paris, la CRF indique que « les besoins les plus urgents sont désormais satisfaits, compte tenu du formidable élan suscité en France et dans le monde ».

En revanche, elle « lance un appel pressant à la générosité publique sous forme de dons en espèces pour pouvoir contribuer à la reconstruction de l'Arménie ».

Yard les prend très au sérieux et a probablement réussi à infiltrer leurs rangs. Il n'y a sans doute qu'en Grande-Bretagne qu'existe une organisation clandestine de ce genre. L'idéologie de ses membres est un peu confuse, mais ceux-ci se distinguent par leur recours à l'action violente des innombrables associations, parfaitement passibles, qui luttent dans le pays contre la cruauté envers les animaux.

Ce n'est pas un sujet sur lequel on plaiderait dans le royaume. Il n'est pas mauvais pour un candidat au Parlement ou à un siège municipal de faire savoir qu'il est personnellement hostile à toutes les méthodes cruelles de capture des animaux à fourrures.

Le Front de libération des animaux a provoqué des dégâts de plusieurs millions de livres depuis deux ans. Sa méthode préférée consiste à poser, au rayon fourrures des grands magasins, des engins incendiaires qui se déclenchent la nuit, en l'absence des

clients et des vendeurs. Les fourrures qui ne sont pas brûlées sont de toute façon fortement détériorées par les déluges d'eau déversés par les systèmes automatiques de prévention. De tels engins avaient été cachés sous des canapés, à Harrods et à Selfridges, à Londres, mais les pompiers sont intervenus, mardi, rapidement, et les dommages sont très limités. Il n'en a pas été de même dans le principal magasin de Plymouth, Dingles, qui a été presque entièrement détruit par l'incendie.

Les militants de la cause des animaux ne sont apparemment pas les seuls à envoyer des colis piégés en cette période de fêtes. L'un d'eux, destiné au chef de la police régionale des West Midlands, a explosé au centre de tri postal de Coventry, provoquant un incendie. Il semble qu'un Front de libération soit cette fois en cause.

DOMINIQUE DHOMBRES.

## GRANDE-BRETAGNE : à l'approche de Noël

### Le Front de libération des animaux dispose des engins incendiaires dans des grands magasins

LONDRES de notre correspondant

Le Front de libération des animaux a revendiqué, mardi 20 décembre, une série d'attentats commis le même jour à travers le pays dans des grands magasins qui vendent des fourrures. Il n'y a pas eu de victimes, mais les dégâts matériels sont considérables. Un engin incendiaire a été découvert dans les bureaux d'une publication spécialisée dans la pelletterie, dans la City, et démolit. Le professeur Ian Glynn, chef du laboratoire de physiologie de l'université de Cambridge, où sont effectuées des expériences sur les animaux, a reçu à son domicile un colis piégé.

Les militants de la cause des animaux se manifestent régulièrement de la sorte, mais en particulier pendant la période de Noël au cours de laquelle les ventes de fourrures sont considérables. La section antiraciste de Scotland

Yard les prend très au sérieux et a probablement réussi à infiltrer leurs rangs. Il n'y a sans doute qu'en Grande-Bretagne qu'existe une organisation clandestine de ce genre. L'idéologie de ses membres est un peu confuse, mais ceux-ci se distinguent par leur recours à l'action violente des innombrables associations, parfaitement passibles, qui luttent dans le pays contre la cruauté envers les animaux.

Ce n'est pas un sujet sur lequel on plaiderait dans le royaume. Il n'est pas mauvais pour un candidat au Parlement ou à un siège municipal de faire savoir qu'il est personnellement hostile à toutes les méthodes cruelles de capture des animaux à fourrures.

Le Front de libération des animaux a provoqué des dégâts de plusieurs millions de livres depuis deux ans. Sa méthode préférée consiste à poser, au rayon fourrures des grands magasins, des engins incendiaires qui se déclenchent la nuit, en l'absence des

clients et des vendeurs. Les fourrures qui ne sont pas brûlées sont de toute façon fortement détériorées par les déluges d'eau déversés par les systèmes automatiques de prévention. De tels engins avaient été cachés sous des canapés, à Harrods et à Selfridges, à Londres, mais les pompiers sont intervenus, mardi, rapidement, et les dommages sont très limités. Il n'en a pas été de même dans le principal magasin de Plymouth, Dingles, qui a été presque entièrement détruit par l'incendie.

Les militants de la cause des animaux ne sont apparemment pas les seuls à envoyer des colis piégés en cette période de fêtes. L'un d'eux, destiné au chef de la police régionale des West Midlands, a explosé au centre de tri postal de Coventry, provoquant un incendie. Il semble qu'un Front de libération soit cette fois en cause.

DOMINIQUE DHOMBRES.

## GRÈCE : pots-de-vin, contrebande, malversations...

### L'entreprise publique d'armement EBO est à son tour l'objet d'un scandale

ATHÈNES de notre correspondant

Alors que la commission d'enquête parlementaire sur le scandale Koskotas poursuit ses auditions et interrogatoires, mardi 20 décembre, M. Agamemnon Kontosyorgas, ministre de la présidence du conseil et numéro deux du gouvernement, une nouvelle « affaire » risque d'aggraver encore les remous politiques en Grèce. Un juge d'instruction d'Athènes a lancé un mandat d'arrêt contre l'ancien directeur de l'industrie hellénique d'armes (EBO), M. Stamatis Kampanis, et trois membres du conseil d'administration de cette entreprise publique qui fabrique notamment des fusils pour l'armée grecque.

Deux des personnes visées ont déjà été arrêtées. En revanche,

M. Kampanis est toujours en liberté. On avait cru d'abord qu'il s'était enfui à l'étranger, comme l'accro Georges Koskotas voilà quelques semaines. Mais son avocat vient de déclarer que son client était toujours en Grèce et qu'il se présenterait bientôt devant la justice. M. Kampanis affirme n'avoir jamais vu ce mandat d'arrêt, ce qui expliquerait sa « disparition momentanée ».

Les accusations portées contre M. Kampanis sont très lourdes : malversations financières, préférences données à certains fournisseurs sans prise en compte de prix plus avantageux proposés par des concurrents, versement de commissions illégales, contrebande d'équipements militaires fabriqués par EBO et d'autres firmes vers des pays du golfe Persique... Selon l'opposition de droite Nouvelle

démocratie et certains journaux d'Athènes, les éléments connus actuellement ne seraient que « la partie émergée de l'iceberg » et l'ampleur de ce nouveau scandale pourrait bien dépasser celle de l'affaire Koskotas. Y seraient impliqués en effet des personnes appartenant à l'entourage du premier ministre, M. Andreas Papandréou. En particulier, M. Georges Louvaris, dont un député communiste a demandé mardi l'interdiction de sortie du territoire national.

Dans une interview donnée le 20 décembre au journal Eleftheros Typos, l'ancien PDG d'EBO affirme être victime d'une machination visant à « protéger » M. Kontosyorgas, le jour où celui-ci comparait devant la commission d'enquête sur l'affaire Koskotas.

THÉODORE MARANGOS.

RFA

## La nomination du cardinal Meisner à Cologne met fin à une âpre controverse

BONN de notre correspondant

Le diocèse de Cologne ne passera pas un second Noël sans évêque. La succession du cardinal Höffner, décédé l'an passé, sera désormais assurée par le cardinal Joachim Meisner, cinquante-quatre ans, jusqu'à l'archevêque de Berlin (le Monde du 21 décembre).

Le cardinal Meisner a déclaré devant la presse berlinoise qu'il allait s'efforcer de transformer « un mariage forcé en mariage d'amour ». On ne peut pas dire, en effet, que les catholiques de Cologne accueillent avec un enthousiasme défilant le nouvel archevêque qui officiera dans la fière cathédrale des bords du Rhin. On n'est même pas très près d'une nouvelle « querelle des investitures », partie de bras de fer qui mit jadis aux prises Rome et l'empereur d'Allemagne, et contraindit l'empereur à aller s'humilier devant le pape à Canossa. Rome, aujourd'hui représentée par Jean Paul II, a réussi à imposer sa volonté au chapitre de Cologne, mais ce n'aura pas été sans mal.

Selon le concordat dit « Prussien » conclu en 1929 entre l'Allemagne et le Vatican, la nomination d'un nouvel archevêque est soumise à une procédure très stricte. Le pape propose une liste de trois noms qui sont soumis au vote des seize membres du chapitre de la cathédrale.

LAURENT GRELSAMER.

Un appel de la Croix-Rouge française. — La Croix-Rouge française a indiqué, mardi 20 décembre, « qu'elle n'est plus en mesure de recevoir de nouveaux dons en nature, hormis ceux déjà réunis », qui seront acheminés en Arménie « en coordination avec les autorités et les associations concernées ».

Dans un communiqué publié à Paris, la CRF indique que « les besoins les plus urgents sont désormais satisfaits, compte tenu du formidable élan suscité en France et dans le monde ».

Yard les prend très au sérieux et a probablement réussi à infiltrer leurs rangs. Il n'y a sans doute qu'en Grande-Bretagne qu'existe une organisation clandestine de ce genre. L'idéologie de ses membres est un peu confuse, mais ceux-ci se distinguent par leur recours à l'action violente des innombrables associations, parfaitement passibles, qui luttent dans le pays contre la cruauté envers les animaux.

Ce n'est pas un sujet sur lequel on plaiderait dans le royaume. Il n'est pas mauvais pour un candidat au Parlement ou à un siège municipal de faire savoir qu'il est personnellement hostile à toutes les méthodes cruelles de capture des animaux à fourrures.

Le Front de libération des animaux a provoqué des dégâts de plusieurs millions de livres depuis deux ans. Sa méthode préférée consiste à poser, au rayon fourrures des grands magasins, des engins incendiaires qui se déclenchent la nuit, en l'absence des

clients et des vendeurs. Les fourrures qui ne sont pas brûlées sont de toute façon fortement détériorées par les déluges d'eau déversés par les systèmes automatiques de prévention. De tels engins avaient été cachés sous des canapés, à Harrods et à Selfridges, à Londres, mais les pompiers sont intervenus, mardi, rapidement, et les dommages sont très limités. Il n'en a pas été de même dans le principal magasin de Plymouth, Dingles, qui a été presque entièrement détruit par l'incendie.

Les militants de la cause des animaux ne sont apparemment pas les seuls à envoyer des colis piégés en cette période de fêtes. L'un d'eux, destiné au chef de la police régionale des West Midlands, a explosé au centre de tri postal de Coventry, provoquant un incendie. Il semble qu'un Front de libération soit cette fois en cause.

DOMINIQUE DHOMBRES.

L'un d'entre eux doit obtenir la majorité absolue pour être élu.

Les autorités politiques, aujourd'hui représentées par les ministres-présidents de Rhénanie-Westphalie et Rhénanie-Palatinat, sont alors sollicitées pour faire connaître si elles ont des objections politiques à formuler sur le nouvel archevêque. Cette fois, aucun des trois noms proposés par le Vatican n'a réussi à recueillir la majorité absolue des dignitaires de Cologne : très conservateurs, les trois prélats ne leur semblaient pas les mieux placés pour guider un diocèse pratiquant un catholicisme libéral qui n'est plus en odeur de sainteté à Rome.

### La majorité absolue n'est plus nécessaire

Que faire lorsque l'on ne parvient pas à ses fins en appliquant les règles du jeu ? Très simple, on les change. Ainsi le Vatican a réformé le code électoral en vigueur. La majorité absolue n'est plus nécessaire. Le cardinal Meisner n'a, selon des indiscrétions, obtenu que six des seize voix, les autres membres du chapitre s'abstenant.

Le cardinal peut ainsi quitter la RDA où il a fait toute sa carrière sacerdotale pour « émigrer » en RFA à la tête du plus riche diocèse du monde. Le contrôle d'un budget annuel d'environ trois milliards de francs explique peut-être aussi l'après de la controverse. Les autorités politiques poussent un soupir de soulagement.

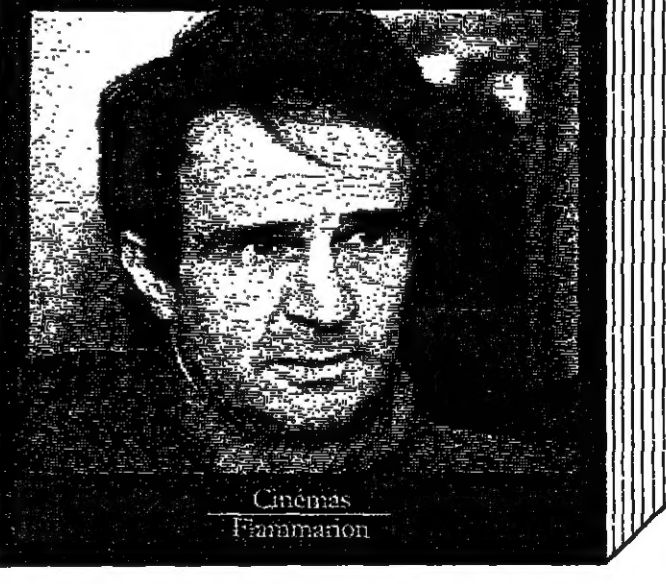
Le respect formel du concordat par Rome, même au prix d'une manipulation juridique, les dispense d'entrer en conflit ouvert avec le pape. Le principal intéressé, M. Johannes Rau, ministre-président de Rhénanie-Westphalie, avait laissé entendre que le concordat n'était pas à sens unique, et que si Rome ne le respectait pas, les autorités civiles pourraient réviser la manière dont elles remplissent les obligations qui en découlent, notamment sur le financement des établissements d'enseignement catholiques.

LUC ROSENZWEIG.

## François Truffaut. 300 entretiens passionnés en noir et blanc.

LE CINEMA SELON FRANCOIS TRUFFAUT

Textes réunis par Anne Gillain



Cinéma Flammarion

436 pages, 24 pages de photos, 140 F

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

## Asie

SRI-LANKA : un résultat contesté par l'opposition

### M. Premadasa a été élu à la présidence

La victoire de M. Ranasinghe Premadasa à l'élection présidentielle du 19 décembre a été contestée par le principal candidat de l'opposition, M. Sirimavo Bandaranaike, qui a saisi la commission électorale, nous téléphone notre envoyé spécial à Colombo, Laurent Zecchini. Le nouveau président, qui prendra ses fonctions le 2 jan-

vier prochain, a obtenu 50,43 % des suffrages exprimés, contre 44,9 % à M. Sirimavo Bandaranaike, le candidat de gauche, a recueilli 4,5 % des suffrages.

Prendant la parole mardi en fin d'après-midi, M. Premadasa a choisi le registre de la concorde et de la réconciliation. Sans

citer nommément le JVP (Front de libération du peuple), responsable de certaines d'attentats, il a dit en substance aux extrémistes cinghalais qu'il les avait compris et qu'ils avaient « une nouvelle chance de rejoindre le processus démocratique lors des prochaines élections parlementaires » prévues le 15 février.

### Plébéien et populiste

« Je suis heureux d'être né parmi les pauvres et non dans un château avec une cuiller d'argent dans la bouche. » M. Ranasinghe Premadasa, nouveau président de Sri Lanka, qui s'exprimait ainsi il y a quelques années devant le Parlement de Colombo, est fier de ses origines plébéiennes. Né dans un quartier pauvre de la capitale, membre de l'une des plus basses castes de la société cinghalaise, celle des dhobis (laveurs de linge), il a dû faire preuve d'une incontestable force de caractère pour s'imposer face à l'élite au pouvoir, les geygamas, du bas pays, dont sont issues les grandes familles qui gouvernent l'île depuis l'indépendance.

Méprisé par la bourgeoisie de Colombo, il s'est également heurté à l'hostilité des « barons » du parti au pouvoir, le Parti national unifié (UNP), et il est probable que certains d'entre eux auront préféré voter pour M. Bandaranaike, qui appartient à l'aristocratie terrienne de Kandy.

Mé le 23 juin 1924, M. Premadasa s'est rapidement élevé dans l'échelle sociale, d'abord par le biais de l'administration municipale de la capitale, dont il devint en 1955 maire adjoint à trente et un ans. Cette ascension tout à fait exceptionnelle lui vaudra de solides inimitiés. M. Premadasa a aujourd'hui la réputation d'un homme qui a bien réussi dans les « affaires » mais qui est parfois

entouré de financiers à la moralité douteuse.

Les rumeurs de Colombo prêtant ainsi au premier ministre une responsabilité personnelle dans la soudaine multiplication des casinos dans la capitale. Élu député en 1965 après trois tentatives infructueuses, il fut réélu en 1977. En 1968, il entra dans le gouvernement UNP dont le premier ministre était alors Dudley Senanayake, puis, lorsque M. Bandaranaike devint premier ministre pour la seconde fois en 1970, il fut choisi comme chef de l'opposition parlementaire. En juillet 1977, avec le retour au pouvoir de M. Jayewardene, la carrière de M. Premadasa s'accéléra de nouveau. Il fut nommé premier ministre en février 1978, poste qu'il conserva jusqu'à l'élection présidentielle.

2 500 roupies par famille

Avec la modification constitutionnelle introduite en août 1978, le premier ministre perdait tous ses pouvoirs au profit du chef de l'Etat. M. Premadasa vécut donc dans l'ombre du président Jayewardene pendant dix ans, tout en préparant habilement son avenir. Il se fit attribuer la direction d'un vaste programme d'habitations sociales, ce qui lui permit de soigner son image « d'homme du peuple ». « Un million de logements en dix



ans : cet objectif est aujourd'hui très partiellement rempli.

Pendant la campagne électorale, il allécha l'électorat populaire avec la promesse d'attribuer 2 500 roupies (1) à chaque famille pauvre, soit un véritable pactole qui, assurent des financiers, entraînerait un doublement du budget de l'Etat.

Il n'empêche : M. Premadasa a une cote de popularité personnelle qui dépasse nettement celle de son propre parti.

Cette « différence », M. Premadasa la cultive, prenant ses distances avec les positions affichées par M. Jayewardene sans que celui-ci en prenne ombre. Il mon-

tra son hostilité à l'accord indo-pakistanaise de juillet 1967 en refusant de se rendre à la cérémonie de signature. S'agissant, d'autre part, des méthodes gouvernementales pour venir à bout du terrorisme cinghalais, il prit ses distances par rapport à une politique uniquement répressive, sans pour autant proposer d'alternative. Premier ministre, il n'a jamais condamné les certaines de meurtres d'agents du gouvernement ou de responsables de son parti commis par les extrémistes cinghalais du Front de libération du peuple (JVP).

Ceci expliquant sans doute cela, M. Premadasa n'a pas été directement pris à partie par ces extrémistes. Praticant très ostensiblement sa foi bouddhiste, connu pour son extrême intransigence, il conserve les faveurs du clergé, ce qui constitue un atout électoral important. Pendant la campagne, les journaux extrémistes ont publié des photos du candidat à la présidence en train de pousser une brouette (M. Premadasa, l'homme qui « retousse ses manches ») ou avec une colombe blanche au-dessus de la tête (« la colombe qui peut restaurer la paix »). Le nouveau président aura probablement du mal à remplir cette dernière promesse électorale.

LAURENT ZECCHINI.

(1) 1 dollar vaut environ 33 roupies.

JAPON : M. Chevardnadze à Tokyo

### Les Kouriles du Sud un conflit vieux d'un siècle

La question des « Territoires du Nord » — les quatre îles du sud de l'archipel des Kouriles occupées par les Soviétiques et revendiquées par le Japon — ont été au centre des conversations qu'a eues M. Chevardnadze au cours de la visite officielle qu'il vient d'effectuer à Tokyo.

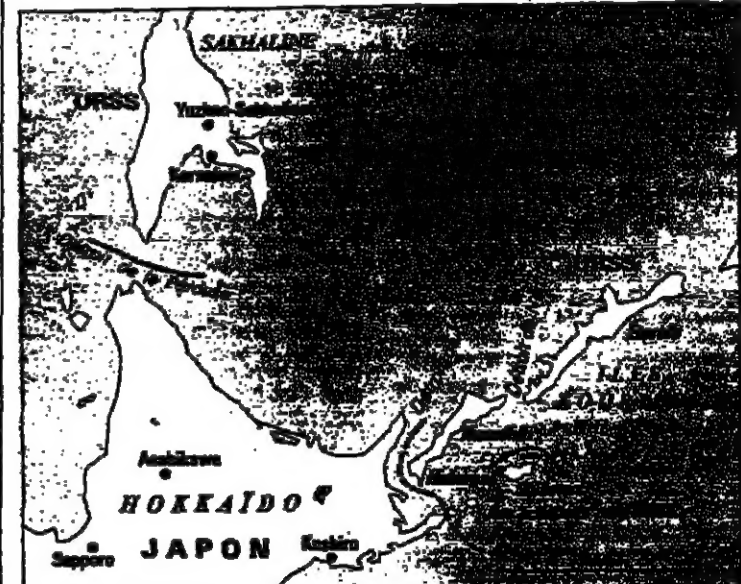
défaite de 1905 au sud de Sakhaline.

Le 9 août 1945, à la veille de la capitulation du Japon, rompant le pacte de neutralité nippo-soviétique de 1941, Staline envahissait le sud de Sakhaline (où habitent 300 000 Japonais) puis, le 16 août, les Kouriles (17 000 habitants). Le 2 février 1946, le Soviet suprême déclarait que les quatre îles faisaient partie du territoire soviétique.

À la conférence de Caire (1943), Roosevelt, Churchill et Tchang Kaï-chek avaient décidé que si les Alliés gagnaient la guerre, le Japon devait restituer « toutes les îles et terri-

TOKYO de notre correspondant

Etorofu, Kunashiri, Shikotan et Habomai, quatre lambeaux de terre dans la mer d'Okhotsk (4 800 kilo-



mètres carrés au total), faisant partie de l'archipel des Kouriles, sont l'objet d'un litige territorial vieux de plus d'un siècle entre Moscou et Tokyo. En 1855, par le traité de Shimoda, le Japon et la Russie établissaient leur frontière au nord de la quatrième île, Etorofu. En 1875, la Russie récupérait au reste de l'archipel des Kouriles, et à la suite de la

trois conquis par la force » depuis 1914. A Potsdam, en juillet 1945, les Alliés entérinaient cette position, laissant cependant dans la vague la question des « petites îles ».

Le traité de San-Francisco (1951), dont l'URSS ne fut pas signataire, stipulait la renonciation du Japon aux Kouriles sans pour autant reconnaître la souveraineté soviétique. Le Japon maintenait pour sa part sa revendication sur les quatre îles de l'extrême sud de l'archipel, faisant valoir que ces territoires n'avaient pas été acquis « par la force », mais à la suite de négociations pacifiques.

En 1956, année où le Japon et l'URSS établirent des relations diplomatiques, Moscou se déclara prêt à restituer deux des quatre îles (Habomai et Shikotan) après la signature d'un traité de paix. Mais, notamment à la suite du renouvellement du traité de sécurité nippo-américain en 1960, les Soviétiques durcirent leur position jusqu'à communiquer en 1973 entre MM. Tanaka et Brejnev, qui admettait l'« existence de problèmes non résolus entre les deux pays depuis la guerre ».

Le premier signe d'évolution intervint lors de la visite à Tokyo de M. Chevardnadze, en janvier 1986. Moscou revint en effet à la position de 1973, ne refusant plus que la question territoriale soit inscrite à l'ordre du jour. Sur le fond, l'attitude soviétique restait toutefois inchangée : il n'y a pas de différend territorial entre les deux pays. En juillet suivant, lors de son entretien avec l'ancien ministre Nakasone, M. Gorbatchev se référa à la proposition soviétique de 1956, indiquant qu'il n'excluait pas la restitution au Japon de deux des quatre îles.

La nouvelle souplesse soviétique ne semble cependant pas du goût de tout le monde au Kremlin : le rédacteur en chef de la revue *Affaires internationales*, affirmant récemment que les revendications japonaises étaient sans fondement. Les Soviétiques cherchent cependant visiblement une solution de compromis, comme ils en ont trouvée une dans leur litige frontalier avec la Chine.

Pour le Japon, la question des « Territoires du Nord » est émotionnelle plus encore que politique : alors que les frontières de l'Europe ont été sans cesse modifiées au cours de l'histoire, c'est la première fois qu'une partie du territoire nippon a été annexé par un autre pays et, qui plus est, à la suite d'une « trahison ». À gauche comme à droite, on fait chorus pour exiger le retour des « Territoires du Nord », le PC faisant même surenchérir de nationalisme en réclamant tout l'archipel des Kouriles.

Dans le cas de Moscou, les quatre îles soulèvent d'autres problèmes. Rien que d'une importance stratégique relativement modeste, elles font partie du dispositif militaire soviétique : une division y est stationnée ainsi qu'une quarantaine de Mig-23 et les ports servent de point de ravitaillement pour les sous-marins. Sur tout, la restitution de ces îles pourrait créer un précédent gênant pour d'autres possessions soviétiques (en particulier dans le cas des États baltes).

PHILIPPE PONS.

## Proche-Orient

Une décision sans précédent

### La Croix-Rouge internationale quitte le Liban pour prévenir de « graves menaces » contre ses membres

La consternation règne au siège du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) : l'organisation humanitaire et neutre, qui ne s'était jamais laissée impressionner par les risques que courent ses délégués sur le terrain, a décidé, mardi 20 décembre, à la suite de menaces de mort proférées contre sa délégation au Liban, de rapatrier les dix-sept membres de cette dernière ; ce qui signifie qu'elle laisse sans protection ni assistance matérielle et morale de vastes couches de la population civile en danger permanent.

GENÈVE de notre correspondante

Le CICR était présent au Liban depuis 1967. En dépit de toutes les difficultés créées par diverses factions (pillages de stocks, vols d'ambulances et de voitures frappées de l'emblème de la Croix-Rouge, entraves apportées à l'évacuation de blessés ou aux secours vitaux devant être fournis aux camps ou villages assiégés), il a toujours accompli sa tâche traditionnelle, notamment les échanges de prisonniers et de messages entre ceux-ci et leurs familles.

Il laisse sur place une centaine de collaborateurs libanais mais entend « assurer ses responsabilités socio-économiques » à leur endroit, en d'autres termes, continuer à leur verser leurs salaires. Quant aux stocks de vivres, médicaments et matériel sanitaire, couvertures, véhicules, etc., ils ont été mis à la disposition de la Croix-Rouge libanaise, d'institutions humanitaires et d'hôpitaux.

Jamais, au cours de ses 125 ans d'existence, le CICR n'avait pris de décision aussi catégorique, ce qui montre à quel point les menaces reçues ont été précises et prises au sérieux. Ne serait-ce que pour protéger ses employés locaux, le siège du CICR à Genève se refuse à tout commentaire sur les auteurs des menaces, sur leurs motifs ou le canal — jugé cependant très fiable — par

lequel les nouvelles du danger couru par sa délégation lui sont parvenues, pas plus que sur le lien que l'on pourrait éventuellement établir entre ce nouveau drame et la libération survenue il y a quatre jours de son délégué Peter Winkler, qui avait été détenu pendant un mois sans que l'identité de ses ravisseurs ait été révélée.

Le groupe Abou Nidal

Cependant, dans les milieux diplomatiques de Genève, on affirme que c'est par le truchement de l'ambassadeur de Suède à Damas, M. Rolf Gasslin, à qui M. Winkler avait été remis, que le CICR a été informé, à l'aube du 20 décembre, des menaces « très précises » dont sa délégation était l'objet. Cette hypothèse est la plus plausible quand on connaît l'activité déployée ces derniers temps par la diplomatie suédoise au Proche-Orient.

Pour la plupart des représentants des pays arabes auprès des Nations unies à Genève, il ne fait pas de doute que l'on se trouve confronté à une opération menée par le groupe Abou Nidal. Malgré tout, le CICR se déclare prêt à revenir au Liban au cas où « les menaces seraient levées de manière crédible ».

ISABELLE VICHNIAC.

[A Beyrouth, rapporte notre correspondant Lucien George, le chef de la délégation du CICR, M. Michel Dufour, s'est déclaré très surpris par la décision de sa direction genevoise, précisant qu'il en avait été informé le 19 décembre. « J'ose imaginer que le CICR n'a pas pris à la légère et sans motif sérieux cette décision sans précédent dans son histoire », a-t-il ajouté.

Mardi matin, il restait trois délégués suédois au Liban, restés au secteur chrétien et en l'attente de départ le soir même pour Chypre, mais plus aucun dans les zones considérées comme dangereuses pour eux, c'est-à-dire essentiellement à Beyrouth-Ouest (secteur musulman) et dans le sud du Liban. Les effectifs du CICR avaient déjà été réduits à la suite de l'enlèvement de M. Winkler. Mardi soir, onze délégués ont été évacués par bateau sur Chypre, où ils devaient être rejoints mercredi soir par les trois derniers membres de la mission.]

An lendemain de l'accord de gouvernement conclu entre le Likoud et les travaillistes, qui prévoit notamment l'installation de nouvelles implantations juives dans les territoires occupés (le Monde du 21 décembre), les États-Unis ont réaffirmé, mardi 21 décembre, leur hostilité à cette politique. La création de colonies de peuplement « n'aide pas à avancer vers l'accord global de paix que nous désirons tous », a déclaré un porte-parole du département d'Etat.

Opposition à la création d'un Etat palestinien et refus catégorique de toute négociation avec l'OLP figurent en bonne place dans le programme du futur gouvernement israélien, dont le Journal Haaretz publie les grandes lignes. Un programme

JÉRUSALEM de notre correspondant

Dans la bonne tradition du Likoud (la droite israélienne), on échange des cris, souvent des insultes, et même aussi des coups. Le chef du parti et premier ministre sortant, M. Itzhak Shamir, avait mis son avenir politique dans la balance et menacé de démissionner si cette réunion du comité central — qu'il a qualifié de « cirque » — ne lui donnait pas raison.

Au petit matin du mercredi 21 décembre, au terme de plusieurs heures d'un orageux débat, M. Shamir a eu gain de cause : le comité central, réuni à Tel-Aviv, a finalement entériné le choix du premier ministre en faveur de la formation d'un prochain gouvernement d'union nationale regroupant les deux grands partis de la vie politique israélienne, le Likoud et les travaillistes.

Mais le comité central s'est prononcé sans emboushisme, avec précipitation et amertume. La décision a été acquiescée à une majorité de 55 % des quelque mille cinq cents membres (sur deux mille deux cents) qui étaient présents. L'opposition au premier ministre a été menée par M. Ariel Sharon. Prétendant à la direction du parti, le ministre de l'Industrie et du Commerce était partisan d'une coalition restreinte avec les partis religieux. Il voit une « capitulation » du Likoud dans cette nouvelle alliance avec les travaillistes.

Frustre d'un ministère important dans le prochain gouvernement, M. Sharon a estimé que le Likoud « souffrait toujours d'un complexe d'infériorité historique à l'égard des

ISRAËL : malgré une forte opposition interne

### Le comité central du Likoud a entériné l'accord avec les travaillistes

qui réaffirme la volonté des dirigeants de baser leur politique dans la région sur les accords de Camp David.

Pour sa part, M. Yasser Arafat, qui, après sa visite à Vienne, s'est rendu mardi en Yongoklavie, où il a été reçu en véritable chef d'Etat, a souligné que le soulèvement palestinien en Cisjordanie et à Gaza se poursuivait « jusqu'à ce que les occupants soient expulsés de nos territoires et que notre peuple puisse jouir de sa souveraineté, sous la direction de l'OLP, sur son sol national ».

A Paris, M. Laurent Fabius a estimé que « l'OLP ayant fait un pas il est normal qu'Israël fasse un pas » à son tour.

expressément que l'OLP ne peut pas être un interlocuteur pour Israël.

Le premier ministre ne s'est pas donné la peine de répondre aux partis religieux, qui l'accusent d'avoir rompu toutes ses promesses en faisant alliance avec les travaillistes. Grands perdants dans cette affaire, alors qu'ils se voyaient déjà le pivot de la prochaine majorité, les rabbins orthodoxes ont juré d'aller dans l'opposition et de mener la vie dure à un homme qui, disent-ils, a trahi leur confiance.

Le comité central du Parti travailliste devait entériner, dans l'après-midi de mercredi, l'accord d'union nationale, et le gouvernement pourrait être présenté jeudi à la Knesset — un mois et vingt-deux jours après les élections du 1<sup>er</sup> novembre.

ALAIN FRACHON.

### Une lettre de M<sup>me</sup> Mendès France à M. Arafat

M<sup>me</sup> Marie-Claire Mendès France, présidente du comité français du Centre international pour la paix au Proche-Orient, vient d'adresser une lettre à M. Arafat dans laquelle, évoquant les dernières initiatives du chef de l'OLP, elle déclare :

« Je suis émue en tant que militante pour la paix au Proche-Orient et en tant que femme de Pierre Mendès France, qui, s'il avait encore été parmi nous, aurait éprouvé ce que je ressens aujourd'hui : le sentiment que maintenant la marche vers la paix est irréversible. Il faut maintenant que le changement se fasse dans les esprits en Israël, nous travaillons en ce sens, même si cela demande encore un peu de temps ; je n'ignore pas votre impatience et la

« Il faut attendre avec courage, fermeté et espoir la réponse qui ne pourra pas ne pas venir à la fin des fins d'Israël, car il ne sera pas sans les partisans de la paix font pression sur leurs leaders pour vaincre la méfiance.

« Pourvu que nous échappions aux provocations qui viendraient des uns ou des autres. Il ne faut pas tomber dans ce piège. Là est désormais le plus grand danger, au risque de tout remettre en question.

« Monsieur le président, pour la première fois, votre langage modéré et clair appelle à la négociation nous a impressionnés.

« Que la paix soit avec nous le plus vite possible, c'est le vœu que je forme pour le peuple palestinien et pour Israël pour cette nouvelle année. »



## Afrique

AFRIQUE DU SUD : le retour de l'apartheid « mesquin »

### A Boksburg, « ville blanche » l'histoire fait marche arrière

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Depuis quelques jours, certains commerçants de Boksburg ont placé des affichettes sur leur vitrine : « Toutes les races sont les bienvenues ». Cette invitation n'a guère l'air de séduire les clients potentiels de couleur. Les rares à passer dans la rue continuent leur chemin. Pas question d'acheter dans une ville dont le conseil municipal est à majorité conservateur.

La lac de cette cité industrielle des environs de Johannesburg est désormais réservé aux seuls Blancs. Une barrière sera construite pour interdire l'accès du parc environnant aux Noirs et aux métis. La piscine leur a été fermée, sauf à l'occasion de manifestations internationales. Les bâtiments publics municipaux seront à l'avenir à l'usage exclusif des Blancs. Les toilettes sont séparées : « Non-Européens », en « Whites only » (Blancs seulement).

Cet exemple a été immédiatement suivi par une autre ville toute proche, Braampan. Mercredi 7 décembre, c'était au tour de la ville minière de Siffontain. Plus question de partager les rares endroits qui étaient devenus, au fil des ans, ouverts à tous. Chacun chez soi. On parle même de rénover le couvre-feu qui interdisait, il n'y a pas si longtemps, aux non-Blancs de se trouver dans les villes après une certaine heure de la nuit.

D'autres municipalités gagnées par le Parti conservateur lors des élections locales du 26 octobre ont également annoncé leur intention de suivre le même chemin (le Monde du 15 novembre). Mais le retour du blanc fait hâter. En réaction à cette marche arrière de l'histoire, les habitants noirs (150 000) de la « township » de Voicous et les métis (50 000) de Reiger-Park ont décidé, à la fin de

la semaine dernière, de boycotter les boutiques de Boksburg « la blanche » : « Puisqu'on ne veut pas de nous, on fera nos achats ailleurs ». Un mouvement qui, pour une fois, n'est pas désapprouvé par le pouvoir, inquiet des répercussions à l'étranger de ces partisans de l'apartheid « mesquin », comme on l'appelle.

#### « Dieu est de notre côté »

Une parade qui fait mal. Les chiffres d'affaires des commerçants ont chuté de 50 à 80 %. Les magasins sont pratiquement vides. C'est une perte sèche estimée à 375 000 F par jour. Un comité de protestation a été créé pour demander des comptes au conseil municipal. Des pétitions circulent. Des sociétés menacent de s'installer ailleurs. On ne parle plus que de cela. Boksburg est montrée du doigt. Mais le Parti conservateur tient bon : « Nous ne faisons qu'appliquer le programme sur lequel nous avons été élus ».

La semaine dernière, lors d'une discussion publique, l'un de ses candidats a obtenu un score ridicule. Ça désempare n'a pas désemparé pour autant les douze conseillers conservateurs (sur vingt au total). Ils refusent toujours de céder. Le maire, M. Beyers de Klerk, réplique : « Dieu est de notre côté ». Seule note d'humour dans cette bataille d'un autre âge, la pendule fonctionnelle par un horloger local, une pendule conservatrice qui remonte le temps. Les chiffres de droite sortent à gauche et vice versa.

La droite ne fait qu'appliquer la loi, en l'occurrence un texte de 1953 intitulé *Separate Amenities Act*, qui figure toujours dans la législation ségrégationniste et qui fait dire au maire que, en plus de Dieu, il a la loi pour lui. Comment le pouvoir peut-il interdire à ces racistes zélés de faire régner la loi ? Ses dispositions sont d'ailleurs largement en vigueur dans le pays, même si leur symbolisation par des signes matériels a de plus

en plus tendance à disparaître. Cela ne veut pas dire que l'accès à certains lieux publics comme les piscines, les bibliothèques, les autobus, les parcs de loisir ou les hôpitaux est ouvert à tous. Au contraire, la discrimination raciale est la règle dans la presque totalité des villes, à quelques exceptions près.

Pour éviter ces dérapages rétrogrades condamnés par le régime, soucieux de son image réformatrice, il y aurait pourtant un moyen bien simple : supprimer la loi. D'ailleurs, il y a deux ans, elle n'était pas « raciste » et avait demandé au conseil présidentiel de faire des propositions. Cet organisme avait conclu en septembre 1987 qu'il n'était pas possible d'améliorer ce texte et qu'il fallait purger et simplifier l'abrogation. Une recommandation que le chef de l'Etat rejeta en estimant qu'il serait « irresponsable » d'abolir cette législation « sensible » sans en évaluer les conséquences. Il ajoutait : « Chaque communauté a droit à ses propres institutions, mais il faut parvenir à un équilibre qui ne peut être trouvé dans la stricte application de la loi ».

Depuis, on attend toujours les amendements à ce texte qui avait

été promulgué pour contraindre des décalons de justice. Celles-ci refusaient de condamner ceux qui défiaient à l'époque la discrimination. Malgré les promesses d'assouplissement, les modifications n'ont toujours pas été décidées, trois ans après que le président Botha ait déclaré que « le concept de l'apartheid était périmé ».

Pris à son propre piège, le pouvoir condamne et menace. M. Chris Heunis, ministre du développement constitutionnel, refuse que les conservateurs « sabotent la politique du gouvernement ». M. « Pik » Botha, ministre des affaires étrangères, s'insurge contre cette volonté de « maintenir les Noirs à distance alors que les conservateurs emploient des hommes noirs qui travaillent sur leurs enfants blancs sur des plages réservées aux Blancs ».

Michel BOLE-RICHARD.

### Limogeage du seul ministre non blanc

Le président Pieter Botha a décidé, mardi 20 décembre, de mettre fin aux fonctions ministérielles du seul ministre non blanc du cabinet, M. Amichand Rajbansi. Président du conseil des ministres de la Chambre indienne, M. Rajbansi, déjà suspendu de son portefeuille depuis le début d'une enquête le concernant, a aussi été démis de son rôle de leader de cette Chambre.

Cette décision a été prise par le chef de l'Etat après que lui ait été transmis le rapport d'une commission chargée de faire la lumière sur certaines irrégularités commises par le dirigeant indien. Les conclusions de cette commission n'ont

pas été rendues publiques et on ignore si M. Rajbansi fera l'objet d'inculpations. La décision prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier.

Le deuxième et dernier ministre non blanc du cabinet — aussi sans portefeuille — le révérend Allan Hendrickse, avait démissionné en août 1987 en signe de protestation contre l'intransigeance du gouvernement qui refusait de supprimer la loi régissant l'habitat séparé selon les races.

Ces deux ministres avaient été nommés en septembre 1984 après la création des Chambres indienne et métisse au Parlement. — (Corresp.)

## Soudan

### Mesures de sécurité exceptionnelles à Khartoum

KHARTOUM  
de notre envoyé spécial

A la suite de rumeurs, non confirmées, de tentative avortée de coup d'Etat à l'initiative de nostalgiques de l'ancien régime de l'ex-président Nemeiry, le gouvernement soudanais a renforcé mardi 20 décembre les mesures de sécurité autour et dans Khartoum.

La capitale a ainsi été déclarée « zone de sécurité et de défense » aux termes de l'état d'urgence en vigueur au Soudan depuis déjà plusieurs années. Cette mesure permet aux autorités de procéder à des arrestations et de prendre des mesures de sécurité exceptionnelles.

Les organisateurs d'une grande marche pour la paix, qui devait rassembler mercredi plusieurs centaines de milliers de manifestants à Khartoum (le Monde du 21 décembre), ont, pour leur part, décidé d'annuler cette manifestation à la demande même de M. Osman el Mirghani, chef du Parti démocratique unioniste (PDU) et signataire des accords de paix d'Addis-Abeba avec la rébellion sudiste. Les initiateurs de la « marche » ont justifié leur décision en invoquant les risques d'incidents pouvant menacer le régime démocratique du Soudan.

Le Parlement devait, d'autre part, se réunir mercredi pour tenir de régler les différends surgis autour de l'interprétation des accords d'Addis-Abeba (le Monde du 21 décembre). Toutes les démarches faites jusqu'à présent en vue de rapprocher les points de vue n'ont pas abouti, et il est peu probable que la conférence constitutionnelle prévue par les accords de paix puisse se réunir à la date fixée, à savoir le 31 décembre.

JEAN GUEYRAS.

• ANGOLA : création d'un corps d'observateurs des Nations unies. — Le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé, mardi 20 décembre, la création d'un groupe d'observateurs des Nations unies qui sera chargé de vérifier le retrait des quelque cinquante mille soldats cubains d'Angola. Cette décision a précédé de deux jours la signature solennelle

à New-York jeudi d'accords entre l'Afrique du Sud, l'Angola et Cuba, consolidant le protocole signé la semaine dernière à Brazzaville. Baptisée Mission de vérification des Nations unies en Angola (MINVUA), cette force comprendra quatre-vingt-dix observateurs : soixante-dix militaires et vingt civils. — (AFP.)

## Amériques

### ARGENTINE

### Démission du chef d'état-major de l'armée de terre

Buenos-Aires. — Le chef d'état-major de l'armée de terre argentine, le général José Dante Cardil, a donné sa démission mardi 20 décembre. Les deux officiers le suivant immédiatement dans la hiérarchie de l'armée, les généraux Wenceslao Abbate et Jorge Bianchi, l'ont suivi.

Le retrait du général Cardil était l'une des principales exigences des soldats qui, sous la direction du colonel Mohamed Ali Scineidini, s'étaient soulevés au début de décembre. Le président de la République, M. Raúl Alfonsín, a, en une démarche fort rare, convoqué en séance extraordinaire le Parlement national pour « faire connaître aux représentants du peuple comment, en sa qualité de commandant en chef des forces armées, il voit la situation ». Il devrait naturellement annoncer s'il accepte les démissions des trois généraux.

L'opposition péroniste, à cinq mois des élections, a réitéré, par la voix de son candidat, M. Carlos Saul Menem, que les autorités civiles ont bel et bien, en dépit de leurs dénégations, cédé aux militaires. Une autre revendication des rebelles, une substantielle augmentation des soldes, avait reçu satisfaction ces derniers jours. Leur troisième exigence — une amnistie en faveur des sept officiers généraux condamnés à des peines d'emprisonnement et de la trentaine de leurs collègues inculpés pour leur participation à la « sale guerre » des années 70 contre la

gauche radicale — avait été abandonnée in extremis au profit de la revendication d'une « loi de pacification » encore mal définie.

Le candidat le plus probable à la succession du général Cardil serait le général Francisco Gassino, l'actuel directeur des Instituts de l'armée de terre, qui avait dirigé les troupes loyalistes du Campo de Mayo, où avait démarré la rébellion de décembre. Il serait le cinquième chef d'état-major depuis l'arrivée au pouvoir du président Alfonsín, en 1983.

L'élément le plus troublant de la situation est l'attitude du général Cardil. Celui-ci avait été nommé après la première des trois révoltes militaires auxquelles le président Alfonsín a dû faire face : celle d'avril 1987. Durant le soulèvement du colonel Scineidini, le chef de l'Etat l'avait officiellement confirmé dans son poste. Cette démarche avait alors été interprétée comme le soutien de M. Alfonsín à démontrer qu'il ne cédait pas aux exigences des militaires. Une autre hypothèse aujourd'hui envisagée est que le général avait déjà secrètement présenté sa démission, en fonction d'un accord avec les militaires révoltés. Dans un message aux unités argentines daté du 20 décembre, jour de sa démission officielle, le général Cardil déclare, en effet, que tous les officiers sans exception entendent « défendre l'institution pour son rôle dans la lutte contre la subversion » (le Monde du 21 décembre). — (AFP, AP, UPI.)

## A TRAVERS LE MONDE

### Canada

### Démission de trois ministres québécois anglophones

Trois ministres anglophones du gouvernement québécois ont démissionné mardi 20 décembre pour protester contre la décision du premier ministre, M. Robert Bourassa, d'introduire l'affichage en d'autres langues que le français à la devanture des magasins de la Belle Province. Le ministre de l'environnement, M. Clifford Lincoln, celui de la sécurité publique, M. Herbert Marx, et celui des communications, M. Richard French, ont annoncé qu'ils restaient membres du Parti libéral et siègeraient à l'Assemblée provinciale en tant que députés.

Le projet de loi sur l'affichage, que le gouvernement doit soumettre cette semaine au Parlement, est destiné à remplacer la loi 101, que le Parti québécois (PQ, indépendantiste) avait fait adopter en 1977 et que la Cour suprême du Canada a déclaré inconstitutionnelle jeudi dernier.

La loi 101 interdisait également l'usage d'autres langues que le français à l'intérieur des magasins alors que le projet de loi de M. Bourassa l'autorise. Une concession qui irrite les nationalistes francophones. — (Reuters.)

• CHINE : Pékin dément la libération de la veuve de Mao Zedong. — Le ministère chinois de la justice a démenti mercredi 21 décembre l'information publiée par la revue officielle *Jeunesse chinoise* selon laquelle Mme Jiang Qing, la veuve de Mao Zedong, avait été libérée pour être soignée dans un hôpital (le Monde du 21 décembre). Selon le porte-parole de ce ministère, elle continue de purger en prison sa peine de détention à perpétuité. — (AFP.)

• VANUATU : arrestation du président de la République. — M. George Sokomanu, chef de l'Etat de Vanuatu, a été arrêté mercredi 21 décembre par la police et inculpé d'incitation à la mutinerie, délit passible de la réclusion à perpétuité. Vingt-six autres personnes ont également été interpellées et sont détenues au commissariat de la capitale, Port-Vila. Le président avait tenté la semaine dernière de dissoudre le Parlement et de nommer un gouvernement intérimaire pour mettre fin à la crise politique qui secoue l'archipel. — (AFP, Reuters.)

## La collecte pour la grande mosquée de Casablanca

### Racket d'Etat au Maroc

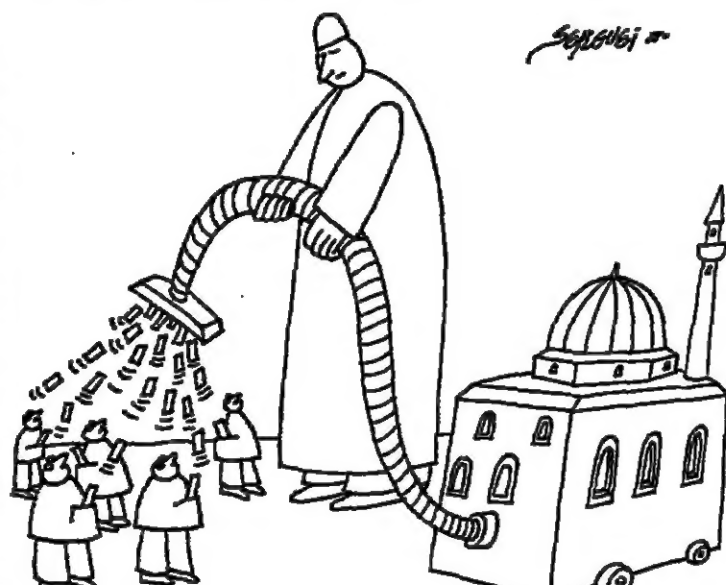
(Suite de la première page.)  
Soit que M. Mitterrand ait réussi à se défilé, soit que le roi ait eu l'intelligence de ne pas lui forcer la main, la visite n'a finalement pas eu lieu. Compte tenu de l'état d'esprit d'une partie de la population à l'égard de cette entreprise, il était aussi bien que la télévision marocaine ne puisse pas montrer le président de la République française sur les pilotes atomiques qui, 10 mètres au-dessus de l'Atlantique, portent un édifice de 150 000 mètres cubes de béton avec un minaret de 172 mètres qui sera équipé d'un rayon laser dirigé vers La Mecque.

Plus de 3 milliards de francs ont été collectés après que, cet été, le roi ait annoncé que ce projet serait financé par une « souscription populaire ». L'idée était de battre sur leur terrain les islamistes qui — au Maroc comme ailleurs au Maghreb — sont passés maîtres dans les collectes destinées aux mosquées construites par des associations pieuses. Il fallait aussi noter enfin Casablanca d'une réalisation urbaine proprement marocaine. A la différence des autres cités chérifiennes, la métropole économique porte surtout l'empreinte du colonisateur. Non seulement la mosquée, mais aussi tout ce qui sera construit autour — bibliothèque, musée, large arcade dans le prolongement de la corniche — doit permettre d'affirmer la personnalité nouvelle de la ville, comme les Algériens l'ont fait dans leur capitale avec le complexe du parc de la Victoire.

Très vite, toutes les mesures furent prises pour donner à cette « collecte » un rendement maximum. Un des atouts du Maroc est l'existence d'une administration territoriale puissante qui allie la tradition toujours vivace du « makhzen » à l'efficacité du modèle français (1). Des milliers de fonctionnaires furent mobilisés pour accomplir la volonté royale, voire pour l'outrepasser.

#### Détournement de la loi

En principe, il s'agissait de faire payer les riches, assez privilégiés par le système fiscal. En pratique, les excès de zèle furent tels à l'échelon local que des salariés durent verser l'équivalent d'un mois de salaire. Dans certaines campagnes, des paysans pressurés, menacés, ou furent réduits à vendre une partie de leur troupeau. Même les travailleurs immigrés ont dû verser leur écot pour éviter les ennuis avec leurs consuls. Taxés au même titre que les commerçants marocains ou les



professions libérales, des Français, « chrétiens », se sont indignés de devoir financer une mosquée, à quel on leur répondit que, profitant des activités économiques du royaume, ils n'avaient pas de raisons d'être exemptés.

Le malaise est d'autant plus grand qu'une partie des « donateurs » sont convaincus que l'argent « reste dans la poche du caté ». L'opposition légale, plus mesurée, fait remarquer qu'on assiste à tout le moins à « un détournement de la loi ». A qui sert de débiter longuement du budget au Parlement, si un impôt, qui n'est pas dire son nom, est prélevé à pareille échelle ? Dans l'immédiat, la loi d'ailleurs d'une « saine » gestion a joué à plein : grâce à ce prélèvement sur des liquidités trop abondantes, dans les couches aisées, l'inflation est réduite.

Le mécontentement était si vif en octobre qu'on pouvait se demander si les émeutes d'Algérie n'allaient pas avoir un effet d'entraînement. Il n'en a rien été. Le royaume est resté calme, la seule conséquence des ennuis du voisin étant des exportations massives de produits alimentaires. Heureusement pour les autorités, les récoltes ont été bonnes cette année, ce qui a apaisé les esprits dans un pays qui a soigneusement conservé sa vocation agricole.

Le *Matin du Sahara*, quotidien officieux, continue à inviter ses lecteurs à « souscrire » s'ils ne l'ont pas

déjà fait. Des sommes affluent toujours pour le financement des abords de la mosquée, mais les structures spéciales mises en place pour la « collecte » ont disparu. Les autorités dénoncent une « campagne d'intoxication » lancée contre le régime, mais, devant l'évidence des faits, un certain embarras est perceptible. Faute de contrôle à certains égards, la belle administration marocaine a montré qu'elle pouvait se transformer en machine folle.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

(1) Le ministre de l'intérieur, M. Dries Bassi, a présenté récemment à l'université des sciences sociales de Grenoble une thèse en doctorat de droit sur son administration, son histoire, ses missions actuelles. Sous le titre de « L'administration territoriale, l'expérience marocaine », les éditions Demod (collection « Droit public ») viennent de publier cette thèse de 450 pages, véritable somme sur les activités du plus puissant des ministères marocains, avec une préface du professeur Kousset et une présentation du doyen Vedel.

## Les nocturnes de Jade...

(jeudi 22 et 29 décembre jusqu'à 22 h.)



L'ART DE VIVRE A L'ANGLAISE  
71, AV. DES TERNES 75017 PARIS



هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

1988 ...

Ceux qui connaissent Strasbourg  
en parlent.



“Strasbourg est une musique  
qui exprime bien le monde contemporain.”

La première fois que j'ai joué à Strasbourg, c'était en 1933. Cela ne me rajeunit guère... Depuis, j'y suis revenu souvent. Par nécessité : Strasbourg est l'un des carrefours culturels où l'on passe obligatoirement. Et par plaisir : à Strasbourg, le public participe à l'acte créatif. C'est rare, donc précieux. C'est révélateur de très grandes qualités qui ne sont pas que musicales : Strasbourg est une musique qui exprime bien le monde contemporain, dans ses certitudes plus que dans ses hésitations, dans ses espérances davantage que dans ses troubles.

À Strasbourg, on ne joue pas : on s'exprime. En Alsace, on ne se donne pas en spectacle : on est condamné à l'authenticité. Sur les bords du Rhin - cette artère vitale de l'Europe réconciliée avec elle-même - on ne peut pas tricher, fusse avec soi-même : on apparaît tel qu'on est. C'est ce qui forge la force de cette région alsacienne qui fuit le superficiel, qui fuit le faux-semblant, qui repousse tout ce qui est artifice.

A Strasbourg, je retrouve - dans la cité, chez les gens, dans l'âme régionale - tout ce qui me fait vivre dans et par la musique: la gravité, la masse, la viresse, toute cette pulsion vivante qui gouverne le monde spatial, donne corps à l'existence et sens à la vie.

J'ai beaucoup voyagé à travers le monde. Strasbourg, pour moi, a toujours été davantage qu'une étape, plus qu'une escale: Strasbourg a été - est encore - un havre, un port d'amache. D'autant plus que les Alsaciens ont, davantage que d'autres, la qualité suprême, celle que j'apprécie par-dessus tout: ils savent cultiver le véritable humour; ils savent rire d'eux-mêmes. C'est l'élan vital, l'assurance-jeunesse. Moi, j'aime Strasbourg parce que je m'y sens bien, tout simplement. Et ce mariage d'amour date de 1933: en Alsace, tout s'inscrit dans la durée. C'est cela le vrai miracle de la jeunesse.

John  
Garrison

**Yéhudi MENUHIN, Chef d'orchestre**

# STRASBOURG

# Capitale Européenne



La rencontre entre M. Giscard d'Estaing et M. Chirac

## Les centristes posent problème à l'UDF et au RPR pour les élections européennes

MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac se sont rencontrés à l'Assemblée nationale, mercredi 21 décembre. Dans un communiqué ils ont estimé : « Le gouvernement est affaibli dans son autorité et son action car il ne dispose que d'une majorité relative ; le budget ne renforce pas les chances de la France en Europe ; le climat social est dégradé car le gouvernement socialiste fait preuve de son incapacité à assurer la continuité du service public. »

Au cours de cette rencontre élargie à des délégations de l'UDF et du RPR, la discussion a essentiellement porté sur l'état de l'opposition. M. Jacques Chirac a estimé : « que l'opposition n'avait pas donné une bonne image d'elle-même au cours des mois écoulés et qu'elle n'avait pas été bonne dans les débats parlementaires ». Le président du RPR a alors été approuvé par M. Giscard d'Estaing. Tous deux ont demandé à M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, des explications sur le comportement de son groupe, et estimé que celui-ci n'avait pas été « clair ». Le président du groupe de l'Union du centre a demandé que l'on « ne fasse pas de procès d'intention ». Il a affirmé que lui-même et son groupe avaient été « loyaux dans l'opposition ».

Le problème de la liste de l'opposition pour les élections européennes a également été abordé. MM. Giscard d'Estaing et Jacques Chirac sont convenus qu'il fallait d'abord vérifier qu'un accord existait entre l'UDF et le RPR sur les problèmes de fond et les orientations générales. Si celui-ci est établi, alors une liste unique pourrait être constituée.

Plusieurs participants ont eu le sentiment que les centristes souhaitent retarder le plus tard possible la décision concernant une éventuelle liste autonome dont ils prendraient l'initiative. Toutefois, au cours du prochain sommet RPR-UDF du 3 février 1989, une clarification devrait être apportée pour le scrutin européen.

La veille, la « commission Gaudin-Juppé », chargée d'étudier les investitures pour les élections municipales dans les grandes villes, avait tenu une nouvelle réunion. Un certain nombre de situations n'ayant pas été réglées, une nouvelle rencontre est prévue pour le 5 janvier. Ont été notamment encore réservées les cas de Metz, Lyon, Nantes, Brest, Lille, Amiens, Cannes et Aix-en-Provence. En revanche, il a été convenu que l'UDF conduirait la liste d'union de l'opposition à Alençon, à Pau, à Angers, à Angoulême, tandis que le RPR ferait de même à Saint-Lô, à Mont-de-Marsan, à Melun, à Besançon, à Roanne et à Saint-Chamond notamment.

Après, une réunion interne à l'UDF avait étudié la répartition des candidats têtes de liste entre le PR et le CDS.

Mardi 20 décembre à l'Hôtel de Ville de Paris, M. Jacques Chirac, s'adressant à un millier de participants à la Journée d'étude du Mouvement national des élus locaux, a mis en garde les élus de l'opposition : « qui pourraient être tentés de céder au chant délectable de certaines sirènes consensuelles », ajoutant : « Le consensus n'a pas de signification politique. Il n'est porteur que de paralysie, car il ne peut être recherché que sur la base d'un compromis. »

## L'Assemblée nationale a adopté le collectif budgétaire

L'Assemblée nationale a adopté, en deuxième lecture, mardi 20 décembre, le projet de loi de finance rectificative pour 1988 (collectif budgétaire). Seuls les députés socialistes ont voté pour. L'UDF, le RPR et l'UDC se sont prononcés contre, tandis que les élus communistes s'abstenaient — « une abstention critique » — a précisé M<sup>me</sup> Mugette Jacquaint (PC, Seine-Saint-Denis).

Après l'échec de la commission mixte paritaire (composée de sept députés et de sept sénateurs), les députés sont revenus au texte initial qu'ils avaient voté en première lecture, rejetant ainsi l'ensemble des modifications apportées par le Sénat.

Ils ont adopté deux amendements, déposés par M. Alain Richard (PS, Val-de-Marne), rapporteur de la commission des finances, tendant à maintenir le principe de déductibilité des charges financières dans le cadre d'un rachat d'entreprise par ses salariés (RES).

Ils ont également adopté un amendement déposé par le gouvernement, autorisant les sociétés de transports en commun, autres que celles de la région parisienne, bénéficiaires de subventions d'Etat, à augmenter, si elles le jugent nécessaire, le taux de la taxe patronale versée pour le financement des transports de 1,5 à 1,75 %. Cette disposition apportera environ 700 millions de francs supplémentaires aux grandes agglomérations de province. L'Etat s'engageant de son côté à fournir un effort financier équivalent, a précisé M. Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget. Dans le texte initial du projet de collectif budgétaire, des hausses du « versement-

transport » avaient déjà été décidées pour la région parisienne.

M. Gilbert Gantier (UDF, Paris) et M. Edmond Alphandéry (UDC, Maine-et-Loire) sont également revenus sur l'amendement adopté en première lecture par l'Assemblée, autorisant la perception du versement-transport par le Syndicat intercommunal des transports urbains de Bourges (SIVOTU). L'adoption de cette mesure, qui avait entraîné l'abstention du groupe communiste sur le collectif budgétaire (permettant ainsi l'adoption du texte), était contestée par les députés de l'opposition, qui entendaient, par le dépôt d'un amendement de suppression, revenir sur cette décision. Leur amendement a été rejeté.

Le projet de collectif budgétaire devait être soumis, mercredi 21 décembre, aux sénateurs, pour une seconde lecture, avant de revenir dans la soirée à l'Assemblée, pour être définitivement adopté.

P. R.-D.

## Le PS prend le contrôle de l'OPAC du Val-de-Marne

M. Marc Mechain (PS) a été élu, lundi 19 décembre, président de l'OPAC du Val-de-Marne (Office public d'aménagement et de construction) au second tour par 13 voix contre 8 à M. Maurice Ouzoulias (PCF). Il succède à M. Gaston Viens (PCF, maire d'Orly), qui son propre parti avait écarté du conseil d'administration, officiellement pour des divergences sur la gestion de l'office, en réalité pour avoir signé l'appel des « reconstruc-tionnistes », opposants à la direction du parti (Le Monde du 9 décembre).

Déjà en tête au premier tour avec 9 voix contre 8 à son concurrent

## Ultimes navettes avant une probable session extraordinaire

L'Assemblée nationale a examiné, mardi 20 décembre, plusieurs textes à l'issue de navettes avec le Sénat. La session pourrait être éventuellement prolongée par une courte et traditionnelle session extraordinaire de façon à permettre l'adoption des textes encore en suspens.

● Procédure de vote et fonctionnement des conseils municipaux. — Sur ce texte, pourtant adopté à l'unanimité à l'Assemblée nationale en première lecture, la commission mixte paritaire sénateurs-députés n'est pas parvenue à se mettre d'accord. Jugant le dispositif de lutte anti-fraude électoral trop lourd à mettre en place, le Sénat avait supprimé quatre des cinq articles le concernant.

Les députés sont revenus à leur texte : il a été voté à mains levées à l'unanimité (M. José Rosi (Corse du Sud, UDF), s'est ab-

stené). A la demande de M. Joxe, qui n'avait pas été suivi en première lecture, la liste des documents comportant une photographie devant être présentée avec la carte d'électeur a été supprimée. En revanche, l'émargement des listes électorales par l'électeur lui-même a été réintroduit ainsi que la limitation du vote par procuration. L'obligation de mise en place d'urnes transparentes s'imposera progressivement (1<sup>er</sup> janvier 1991). Après un nouveau passage au Sénat, le projet devrait être définitivement adopté mercredi ou jeudi.

● Diverses dispositions d'ordre social (DMOS). — Les députés ont adopté définitivement le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social. Les députés sont revenus à leur copie en repoussant les amendements sénatoriaux, notamment ceux du président du groupe RPR, M. Charles Pasqua, sur le service minimum dans le secteur public. La question de l'accueil des handicapés a de nouveau été posée. En seconde lecture, les députés avaient adopté un amendement limitant la portée du dispositif prévu en première lecture : le maintien des handicapés au-delà de vingt ans dans les établissements spécialisés se faisait pour un délai de deux ans renouvelable. Cette limitation a disparu. Toutefois, le président de la commission des affaires sociales, M. Jean-Michel Belorgey (PS, Allier), s'est demandé si la meilleure solution était de faire « coexister » dans un même établissement « de très jeunes handicapés de huit ou neuf ans et des adultes de vingt et un ans, voire de quarante ou quarante-cinq ans ». Tout en comprenant l'inquiétude des familles, M. Belorgey a souhaité que cette disposition ne cache pas l'étendue d'un problème qui est à prendre à la racine.

● Elimination des déchets. — Les députés ont adopté à l'unanimité le projet de loi sur les déchets en votant le texte rédigé par le Sénat. Le nouveau dispositif renforce le projet initial du gouvernement, destiné à mieux maîtriser le contrôle des transferts frontalières des déchets.

P. S.

## Au conseil régional d'Ile-de-France

## Une coalition du PS, du PC et du FN repousse les orientations budgétaires

Premier grain de sable pour M. Pierre-Charles Krieg (RPR), qui a remplacé M. Michel Giraud à la présidence du conseil régional d'Ile-de-France le 11 octobre. Le 20 décembre, les orientations budgétaires pour 1989, qu'il présentait en compagnie de M. Jean-Pierre Fourcade (UDF), premier vice-président, ont été repoussées par une coalition hétéroclite regroupant le PS (65 membres), le PC (20) et le Front national (20). L'UDF, le RPR et les non-inscrits (au total 92 élus) ont donc été mis en minorité. La session budgétaire proprement dite est fixée aux 24 et 25 janvier.

Les grandes lignes du budget pour l'an prochain, telles qu'elles ont été présentées par M. Fourcade, font apparaître des dépenses en crédits de paiement de 7,6 milliards de francs, en hausse de 16 % par rapport à cette année. Mais ce sont les autorisations de programme, donc les engagements d'investissements, qui font le bond le plus spectaculaire (+ 55 %) à la fois pour exécuter les travaux de rénovation de lycées, continuer le programme très coûteux de routes et tenir compte des engagements du contrat de plan (18 milliards sur cinq ans entre l'Etat et la région).

M. Fourcade a, d'autre part, indiqué que, dans un souci de bonne gestion de la dette, la région emprunterait moins l'an prochain (748 millions) qu'en 1988 (948 millions).

Pour financer son budget, dans lequel la part consacrée aux investissements par rapport aux dépenses de fonctionnement est en accroissement sur l'an dernier, l'exécutif régional envisage qu'une très légère augmentation de la pression fiscale par un impôt indirect. Le taux de la taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrement (TRADE) passera de 1,15 % à 1,25 % et rapportera quelque 430 millions de francs supplémentaires, à cause de la bonne conjoncture immobilière. De même, le relèvement de la redevance sur les bureaux en Ile-de-France, voté il y a quelques jours par le Parlement, apportera à la trésorerie régionale 520 millions de francs, soit, 160 % de plus que ce qui était prévu dans le budget de 1988.

La déstabilité financière de M. Fourcade a enthousiasmé, comme on s'y attendait, le RPR et l'UDF. Les gaullistes ont noté « le formidable bond en avant que traduisent ces orientations ». Mais l'ancien ministre des finances de M. Giscard d'Estaing est beau déclarer aux élus de gauche et

d'extrême-droite qu'il ne servait à rien de « prévoir un budget régional plus élevé si les services de l'Etat, notamment l'équipement et le rectorat, n'étaient pas disposés à faire avancer les dossiers » et qu'il valait mieux « se réserver des potentialités de fiscalité supplémentaires pour 1990, quand on y verrait plus clair sur les choix de l'Etat », il se heurta à leur hostilité.

### Une période d'instabilité

Les socialistes dénoncèrent « la timidité fiscale du projet de budget, le saupoudrage des actions et le refus de l'Ile-de-France de participer, à côté de l'Etat, au financement des universités ». Qu'arriveront-ils, a demandé M. Yannick Bodin, président du groupe socialiste, pour inciter à la coopération entre les communes et pour agir sur les disparités fiscales qui sont l'une des principales injustices de notre région ?

Le PC, pour sa part, concentra ses critiques sur le logement et l'éducation, en réclamant notamment une politique plus ambitieuse vis-à-vis des lycées techniques et professionnels. Quant au Front national, qui pourtant aurait dû être séduit par la très faible pression fiscale qu'implique le budget, il affirma, par la voix de MM. Jean-Yves Le Gallou et Gilbert Cottinet : « Ces orientations sont à la fois inflationnistes et déséquilibrées, donc mauvaises. Les transports sont pénalisés par rapport aux lycées. » Et l'extrême droite de demander aux communes de participer financièrement à l'effort de construction ou de rénovation des établissements d'enseignement.

S'ouvre donc, jusqu'à fin janvier, une nouvelle période d'instabilité politique pour l'Ile-de-France. Une période pendant laquelle les élus de la région, réputée la plus riche de France, pourront méditer sur quelques comparaisons :

— la taxe additionnelle aux droits d'enregistrement est, dans toutes les régions, à son taux plafond (1,6 %) et en Ile-de-France seulement à 1,25 % ;

— les transferts de recettes que verse l'Etat à l'Ile-de-France entrent pour 35 % de ses ressources totales et seulement pour 25 % en Limousin, l'une des régions les moins fortunées ;

— pour une moyenne nationale de 1, la pression fiscale est en Ile-de-France de 0,63 et en Picardie de 1,7 ;

— enfin, quand l'automobiliste d'Ile-de-France paie 50 F pour sa carte grise, le Breton ou le Lorrain acquitte 100 F.

FRANÇOIS GROSCHARD.

## L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

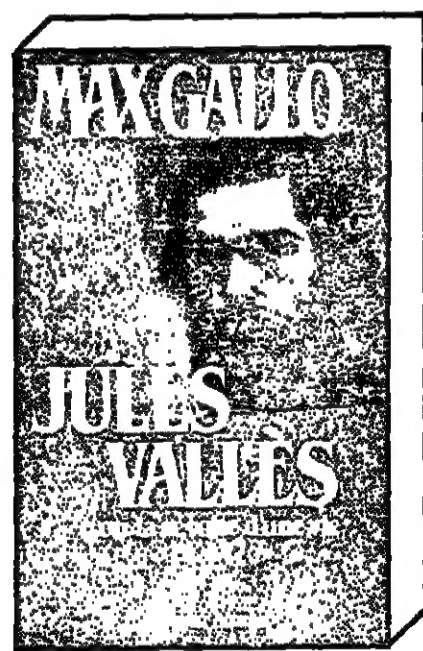
Janine Garrisson

## Les Protestants au XVI<sup>e</sup> siècle

Deux millions de protestants à la mort de Calvin, un peu plus d'un million sous Henry IV. L'histoire des réformés dans la France du XVI<sup>e</sup> siècle est, d'une certaine façon, un échec. Et pourtant Calvin et ses héritiers spirituels ont été des prophètes : l'éducation protestante familiale et scolaire modèla résolument le dos au Moyen Age et dont les valeurs se révèlent, aujourd'hui encore, modernes et efficaces.

420 p.  
130 F.

## JULES VALLÈS ou la révolte d'une vie



Un tel plaisir de lecture...

Angelo Rinaldi / L'EXPRESS

Entraînant... Nous sommes saisis, trappés, coïncés, et il nous faut recourir contre nous-mêmes à coup de force pour interrompre l'envoûtement.

Henri Guillemin / LE MONDE

ROBERT LAFFONT  
des livres ouverts sur la vie

هكذا من الأصل



## Politique

A la suite des opérations boursières sur le capital de la Société générale

## Le Sénat crée une commission de contrôle de l'action des organismes publics dans les opérations financières sur le capital des sociétés privatisées

C'est peu avant 9 heures, mercredi 21 décembre, que le Sénat a levé sa séance commencée la veille, après avoir adopté une proposition de résolution tendant à la « création d'une commission de

contrôle de l'action des organismes publics ayant trait à des opérations financières portant sur le capital des sociétés privatisées ». Initialement prévue pour être une commission d'enquête, cette

commission est devenue « de contrôle » à la demande des sénateurs centristes. La résolution a été adoptée par 219 voix contre 0. Les socialistes, les communistes et seize des dix-sept membres de

la gauche démocratique, ainsi que les sénateurs non-inscrits, n'ont pas pris part au vote. M. Roger Chénouard (RI, Paris), qui était le rapporteur de la proposition initiale du RPR, s'est abstenu.

Le rachat de sociétés cotées en Bourse par des achats d'actions sur le marché boursier, et non par la voie contractuelle traditionnelle, constitue aux yeux du groupe RPR du Sénat un phénomène économique « relativement nouveau » et assez important pour retenir l'attention de son président, M. Charles Pasqua, qui avait déposé, le 24 novembre, une proposition de résolution, tendant à créer une « commission d'enquête sur les faits auxquels ont donné lieu des opérations financières sur le capital de la Société générale ».

Ce n'est que dans la nuit du mardi 20 au mercredi 21 décembre que le Sénat en a débattu après des escarmouches multiples. Devant les réticences de certains sénateurs de l'opposition RPR-UDF, largement majoritaire au palais du Luxembourg, le président RPR de la commission des finances, M. Christian Poncelet, avait organisé deux auditions : celle, le 13 décembre, de M. Robert Lion (CDC), directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, et, quarante-huit heures plus tard, celle de M. Jean Farge, président de la commission des opérations de Bourse (COB). A la suite des réponses — ou de l'absence de réponses — apportées aux questions des membres de la commission des finances, ces derniers désignaient, jeudi 15 décembre, M. Roger Chénouard (RI, Paris) comme rapporteur de la proposition de M. Pasqua.

Convoquée pour le lendemain en fin d'après-midi, la commission des finances, par quatorze voix contre onze, décidait de modifier l'objet initial de la commission d'enquête pour l'élargir à l'ensemble des opérations financières « portant sur le capital des sociétés privatisées auquel ont participé des organismes publics ».

Une fois l'ordre du jour de la séance du mardi 20 décembre épuisé — il était alors quelque 3 heures du matin — M. Chénouard a exposé les motifs justifiant l'adoption d'une telle proposition de résolution. Le sénateur de Paris a rappelé les informations recueillies sur les achats massifs du titre Société générale en septembre, octobre et novembre derniers.

Il a observé que ces achats ont été le fait, notamment, de la Société immobilière de gestion et de participation (SIGP) et de ses filiales étrangères, qui se sont rendus ainsi propriétaires de quelque 10 % du capital de la Société générale. Il a également noté que, pour financer ces acquisitions, la SIGP avait réalisé plusieurs augmentations de capital et donc reçu, pour ce faire, le soutien de la CDC, qui, grâce à un apport de 1 milliard de francs, est devenue actionnaire de la SIGP à hauteur de 32,2 % du capital.

Par le truchement de la SIGP ou directement, le groupe Marceau Investissements détiendrait ainsi 10,6 % du capital de la

Société générale, et la Caisse des dépôts, au titre des portefeuilles de ses différentes sections, 4,13 % de ce capital.

Pour M. Chénouard, subsistent un certain nombre d'interrogations : quelles raisons, en particulier, ont conduit le CDC à prendre une telle participation dans une société non cotée, soit un investissement représentant 8,2 % de son portefeuille d'actions françaises et triplant le montant de son portefeuille d'actions non cotées ? « Cela contraste », a-t-il souligné, avec la politique de la Caisse, qui privilégie traditionnellement la liquidité et la division des risques.

M. Chénouard s'est aussi interrogé sur une « contradiction » relevée dans les déclarations de M. Lion qui avait fait état, pour expliquer son « soutien à l'offensive menée par Marceau Investissements », de son « souci de remédier à la fragilité de l'actionnariat de la Société générale », alors que « les dirigeants et le conseil d'administration de la banque se sont opposés à cette initiative ».

Pour le rapporteur de la commission des finances, les deux questions principales posées par ces faits ont trait, d'une part, aux « tentatives qui pourraient apparaître d'une renationalisation silencieuse des sociétés privatisées » d'autre part, à « l'avenir de la place de Paris ».

Sur ce point, M. Chénouard estime que « les investisseurs et

les sociétés étrangères ne trouvent le chemin de la place de Paris que si cette dernière obéit à des règles du jeu claires et sans ambiguïté ».

## « Étranges opérations »

A ces arguments sur le fond, qui, selon lui, nécessitent d'inclure dans le champ d'investigation de la commission d'enquête toutes les opérations ayant porté sur le capital des sociétés privatisées dès lors que des organismes publics auraient participé à ces opérations, M. Chénouard y a ajouté des arguments d'une autre nature tenant au rôle du Parlement. « Le Sénat a le devoir de faire connaître la vérité sur ces étranges opérations », a-t-il affirmé, avant de préciser que seule une commission d'enquête lui en donnerait les moyens.

Quant au risque de porter atteinte au crédit de la place financière de Paris, M. Chénouard a estimé que le mal était fait et que seules les conclusions de la commission d'enquête permettraient de donner les conséquences « désastreuses » de cette affaire.

M. Josy Moynet (Charente-Maritime), président du groupe de la Gauche démocratique, a jugé que la commission d'enquête serait « un moyen oblique de remettre en cause les pouvoirs du conseil de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations », où siègent des parlementaires (parmi lesquels M. Maurice Blin, rapporteur général de la commission sénatoriale des finances) et des hauts fonctionnaires.

De son côté, M. Charles Lederer (PC, Val-de-Marne) ne voyait dans cette demande de commission d'enquête qu'une façon d'alimenter « la polémique sur les noyaux durs constitués par les copains des uns et les copains des autres », à laquelle le PC, a-t-il affirmé, entend « demeurer étranger ».

« Pas question, a-t-il résumé, de remplacer les golden boys de M. Baladur par ceux de M. Bérégovoy. »

L'attaque la plus sérieuse contre la création d'une commission d'enquête a été menée par M. René Monory. Pour l'ancien ministre des finances, l'avenir du marché boursier français serait compromis si le politique intervenait chaque fois qu'une OPA était lancée. Le sénateur de la Vienne a donc plaidé pour le renvoi en commission de la proposition, en annonçant que les centristes s'opposeraient, si ce renvoi était refusé, à la création d'une commission d'enquête.

C'est M. Pasqua qui, dans un premier temps, a combattu cette demande de renvoi en commission. Le président du groupe RPR a considéré que c'était apporter de l'eau à son moulin que de s'insurger contre les intrusions du pouvoir politique dans la mesure

où l'opération, dont la Société générale a été l'objet, avait été décidée par le pouvoir politique. Après que M. Chénouard se fut lui aussi opposé à la demande du sénateur centriste, le Sénat décidait de la rejeter par 212 voix contre 81.

Il était alors 6 h 15, mercredi matin. A la suite d'une concertation entre les responsables de la majorité sénatoriale, M. Monory présentait alors, au nom du groupe centriste, un amendement visant à substituer à la commission d'enquête une commission de contrôle. Rappels au règlement, suspensions de séance, demandes de levée de séance se sont alors succédées, les socialistes s'efforçant, en ayant recours au règlement, de retarder le moment du vote sur la proposition des centristes.

Alors que la commission d'enquête est, selon l'ordonnance relative au fonctionnement des assemblées parlementaires, formée pour recueillir des éléments d'information sur des faits déterminés, la commission de contrôle, elle, selon la même ordonnance, a pour objet d'examiner la gestion administrative, financière ou technique des services publics ou d'entreprises nationales. L'une et l'autre ont un délai de six mois au maximum pour rendre leurs conclusions ; l'une comme l'autre sont soumises au secret de leurs délibérations.

ANNE CHAUSSEBOURG.

## Les mystères de la Chambre haute

(Suite de la première page.)

De l'autre côté, un groupe centriste qui ne s'est jamais remis, au fond, d'avoir été supplanté par le RPR. Frappé de bernisme gauchiste entre 1980 et 1988, pour ensuite regarder avec distance la période autonome de leurs collègues députés centristes, mais un groupe qui, pourtant, entend aujourd'hui militer pour conserver au Sénat son rôle de réflexion constructive. Et, au milieu, un groupe des Républicains indépendants déchiré entre ces deux conceptions.

L'ouverture a aussi provoqué indirectement quelques gros courants d'air dans cette majorité sénatoriale. Au point que certains de ses membres en viennent à dénoncer cette « névrose politique » qui s'est emparée d'elle depuis la rentrée d'octobre.

Problèmes de fonctionnement aussi. Tout le monde, au Sénat, se plaint de reconnaître la qualité de ses fonctionnaires, précieuse pour les travaux des commissions. Les mêmes causes ayant les mêmes effets, les travaux de ces commissions se trouvent de plus en plus en décalage avec les stratégies des groupes parlementaires. Cela s'est traduit à plusieurs reprises lors de cette session budgétaire par un vote de la majorité contredisant les rapporteurs pour avis de ces commissions. La politique prend le pas sur l'action législative.

Autre handicap, celui de l'absentéisme. Il n'est certes pas nouveau. Mais un vieux parlementaire de cette Assemblée reconnaît que le Sénat passe, de ce point de vue, « une mauvaise période ». Explication de fond avancée par un de ses jeunes collègues : « Il faut être conscient de notre incapacité à influer sur la vie politique. Quand on voit les nuits passées ici, avec la mobilisation des ministres, de leurs cabinets, des fonctionnaires, du personnel, des chauffeurs, et que cela ne sert à rien, on commence à comprendre les absents. »

## « Cela devient épouvantable »

Enfin et peut-être surtout, il y a le problème de la présidence qui, pour reprendre l'expression d'un autre sénateur, plonge le Sénat « dans une atmosphère de fin de règne extraordinairement triste » au moment où précisément cette maison aurait besoin, au contraire, d'un grand coup de balai. Personne, là encore, ne veut ouvertement en parler, mais tout le monde y pense.

Car personne ne peut, aujourd'hui, s'empêcher non plus de regarder du côté de l'Assemblée nationale. Dès son accession à la présidence, Laurent Fabius a voulu ouvrir les volets du Palais-Bourbon et réformer ses méthodes de travail. A l'Assemblée, un président de quarante-deux ans. Au Sénat, le deuxième personnage de l'Etat, un président qui se prépare à fêter ses quatre-vingts ans,

et qui s'accroche à son fauteuil. Difficile effectivement d'éviter le parallèle.

« Je ne veux pas avoir quatre-vingts ans dans ce fauteuil, confiait pourtant il y a quelques mois Alain Poirer. Je ferai du tort à la maison. » Une fois de plus il semble s'être ravivé. Lors d'un dîner du groupe centriste, le 14 décembre, il a laissé clairement entendre son intention de se représenter en octobre 1989, ce qui porterait la longueur de son bail à la tête de cette Assemblée à vingt-quatre ans. « Cela devient épouvantable », glissent beaucoup de sénateurs qui n'ont plus que ce mot-là à la bouche.

Un président que beaucoup n'hésitent plus à qualifier d'« amant » et qui, effectivement, s'exprime de moins en moins. Un cabinet inexistant, mais un conseiller spécial, Pierre Bordry, qui semble être devenu depuis un certain temps le véritable président du Sénat, assiste à tout, manigance tout, complice tout.

## « L'affaire Schiélé »

Chacun, dès lors, s'en explique. Si Alain Poirer ne se représentait pas, assure son entourage, ce serait le trop-plein, une course au titre à laquelle ne résisterait pas l'union de la majorité. Les centristes ont la conviction qu'Alain Poirer est délibérément maintenu « sous tente à oxygène » par le RPR : « Les gens du RPR, dénonce un sénateur de ce groupe, sont prêts à pousser Poirer jusqu'à quatre-vingt-dix ans, s'il le faut, en attendant qu'ils soient majoritaires et que Charles Pasqua soit présentable. » Ce dont ne désavouent d'ailleurs pas les responsables de ce groupe qui assurent que « le maintien de M. Poirer ne pose aucun problème politique », que « ce n'est pas l'intérêt du RPR de le pousser dehors puisqu'il n'est pas sûr de pouvoir imposer son candidat en octobre prochain ».

Les socialistes préfèrent s'en laver les mains. Ils s'inquiètent de la désagrégation de la présidence, mais ils n'oublient pas non plus qu'en cas d'intérim à l'Elysée la présence d'Alain Poirer ne serait d'aucun ennui. « Le maintien de Poirer provoquerait une certaine dégradation, note un cadre du groupe centriste. L'élection de Pasqua en serait une autre. Alors laissons-le faire. »

L'affaire s'est encore singulièrement compliquée depuis trois mois. Depuis qu'il a été élu à l'affaire Schiélé, que beaucoup de sénateurs ont apprise par leurs chauffeurs, mais qui donne lieu à une véritable guerre centriste entre la présidence et le groupe de l'Union centriste de Daniel Hoeffel, sénateur du Bas-Rhin, l'un des candidats les plus sérieux à la succession d'Alain Poirer.

Officiellement il ne s'agit pas d'une affaire politique, mais elle en a toutes les caractéristiques. Au groupe centriste, on dénonce

« ce véritable travail de sape ». A la présidence, on juge « complètement incroyable ce qui se fait au sein du groupe d'Alain Poirer qui cherche à le déstabiliser ». Cette affaire Schiélé est en tout cas la preuve de l'atmosphère de plus en plus lourde du Sénat.

A son origine donc, Pierre Schiélé, sénateur centriste du Haut-Rhin, questeur du Sénat depuis 1983, soupçonné d'ingérences qui auraient consisté à introduire son gendre, Pierre Bessest, patron du bureau d'études parisiennes Synergo, dans les circuits d'adjudication des travaux du Sénat.

En février 1983, Pierre Schiélé, alors président du Centre de formation des personnels communaux (CFPC), avait été soupçonné de la même pratique par le journal *Le Matin*. Pierre Schiélé avait gagné son procès en diffamation contre ce quotidien. Le président du Sénat dit disposer de « documents accablants », dont personne n'a vu trace.

Depuis deux mois, les deux autres questeurs, le socialiste Jacques Bialé (Nord) et le RPR Armée Bouquerel (Oise) refusent de siéger avec leur collègue, tout en confiant par derrière que celui-ci n'est pas répréhensible. La commission de vérification et d'apurement des comptes du Sénat n'a toujours pas pu se réunir. La présidence a convoqué dernièrement le bureau du Sénat pour l'informer de cette affaire qui commençait à faire jaser, sans apporter, semble-t-il d'éléments confondant le questeur Schiélé. « Maintenant, je suis soupçonné, a seulement glissé à la fin de cette réunion Alain Poirer à ses collègues. Vous êtes tous mouillés. » Ce qui ne devait pas l'empêcher de renvoyer le dossier à Daniel Hoeffel en lui demandant de réclamer la démission de son ami alsacien, ce qu'il s'est refusé à faire. L'impasse. Car Pierre Schiélé n'a aucunement l'intention de démissionner, se déclarant tout à fait « serein » face à ces pressions insupportables. « Je n'ai jamais donné de dossiers à mon gendre », soutient-il. Son bureau d'études s'occupe de la rénovation des immeubles HLM. Ce n'est pas le même métier.

Pour lui, l'explication est simple : il s'agit d'un complot des architectes du Sénat et des entrepreneurs, relayé politiquement par la présidence, qui cherche à déstabiliser le groupe centriste. « Aujourd'hui, je suis gêné pour tous ces gens-là, dénonce Pierre Schiélé, rencontré samedi 17 décembre dans sa mairie de Thann. Je suis gestionnaire des fonds publics, et moi je veux faire à Paris ce que je fais ici. »

Il est vrai que, depuis quelques années, le Sénat a entrepris beaucoup de travaux qui, selon Pierre Schiélé, ont donné lieu à « beaucoup de tripotillages ». Des travaux, dénonce-t-il, conduits toujours par le même bureau d'études Sechaud et Bessuy, qui aurait tendance, à l'entendre, à forcer sur la note de complexité. Des travaux dirigés toujours par le même architecte attiré du

Sénat, Christian Langlois, et les mêmes services administratifs dont le directeur général, Pierre Marion — lequel, aujourd'hui, voudrait bien échapper au couperet de la retraite. Tout un monde qui, selon les règles admises de la haute administration, perçoit des dividendes sur tous ces travaux engagés à cadence forcée.

La réalisation d'un parking de plusieurs étages en sous-sol, avec des sorties moquetées, aurait coûté pas loin de 100 millions de francs. Pierre Schiélé se souvient d'avoir obtenu, en 1984, d'abaisser, après dénonciation d'« ententes », le montant du lot d'électricité de 10 à 7 millions de francs.

D'autres travaux sont annoncés : coût global du gros-œuvre 58 millions de francs, ce qui porte l'estimation au double de cette somme à la réception. Objets : implantation d'un PC de sécurité complet en sous-sol, des salles pour la garde républicaine et le parcement d'une nouvelle entrée. Celle-ci est-elle vraiment utile quand on sait que le portail de l'entrée principale du palais n'est ouvert que d'un seul battant ? Tous ces travaux continuent d'engorger le budget de fonctionnement de cette assemblée qui, pour 1989, a été voté en progression de 9,9 % contre 5,3 % pour l'Assemblée nationale. Un budget de 1 220 millions de francs, dont 89 millions dits « de mesures nouvelles ».

## « Tout déballer »

Les sénateurs voient ces travaux se faire, mais, la plupart du temps, ils en ignorent totalement les conditions. Beaucoup y voient en tout cas un certain paradoxe — pour ne pas dire plus — entre la déliquescence de l'institution et le soin porté à ses aménagements matériels. Devant les proportions qu'a prises cette affaire, qui risquerait d'en entraîner d'autres, Pierre Schiélé se dit prêt « à tout déballer » — la présidence semble être disposée à faire maintenant machine arrière. Pour « étouffer », une fois encore ? De toute façon, cette guerre centriste laissera des traces. Autour d'Alain Poirer, on dénonce maintenant le « clan des Alsaciens », Hoeffel-Schiélé-Jung (le trésorier du groupe centriste). L'état-major du GDS, qui se plaint, lui aussi, de voir Alain Poirer « complètement pris en main par le RPR », alors qu'il pouvait espérer faire de la présidence du Sénat une pièce maîtresse sur l'échiquier de l'ouverture, observe tout cela avec consternation et souhaite pousser Jean Lecanuet vers la présidence.

La Haute Assemblée semble ainsi tombée bien bas. Certains sénateurs voudraient tout de même échapper à la désignation générale, à cette « sorte de fatalisme institutionnel » qui frappe le palais du Luxembourg. « Les marmites bouillent par le bas, proteste l'un d'entre eux. C'est à nous maintenant de faire bouger les choses. » Y-a-t-il encore vraiment une flamme dans cette maison ?

DANIEL CARTON.

## M. Fabius juge l'action de M. Rocard « extrêmement positive »

M. Laurent Fabius a déclaré, mardi 20 décembre, au cours d'une conférence de presse, qu'il estimait « sans discussion possible l'action du gouvernement et du premier ministre », action qu'il juge « extrêmement positive ». Le président de l'Assemblée nationale n'a pas voulu revenir sur le thème du « grand dessein », dont il avait, l'été dernier et, encore, au début de ce mois, évoqué l'abandon. Ce qui avait été interprété — à tort, selon lui — comme une critique à l'encontre de M. Rocard.

M. Fabius juge que les choses se sont passées « plutôt bien », à l'Assemblée nationale, depuis juin dernier, la majorité relative permettant au gouvernement de « faire adopter la politique qu'il souhaitait », tandis que les parlementaires « ont pu apporter plus de modifications que d'habitudes » aux textes qui leur étaient soumis. Il a souligné qu'« il n'y a pas de majorité en face » et que, pour le PS « la bonne stratégie est celle de l'identité socialiste ».

Sur le plan économique, M. Fabius estime que « la politique qui est conduite par Michel Rocard et Pierre Bérégovoy est une bonne politique », les résultats de 1988 étant « les meilleurs obtenus depuis une décennie », « 1989 devrait être une bonne année », a-t-il dit, mais il a souligné les deux « ombres » que constituent le chômage et le commerce extérieur.

Le président de l'Assemblée nationale ne croit pas au « grand soir » fiscal, et les échéances européennes lui paraissent exiger seulement un « effort d'harmonisation ». Il estime, surtout, qu'un progrès est indispensable, « dans l'année qui vient » sur la voie « de la solidarité monétaire, d'abord, de l'unité monétaire, ensuite », entre les partenaires européens.

M. Fabius, qui s'était rendu en Allemagne fédérale et en Tunisie et qui prévoit des voyages en Hongrie (en février prochain), en Espagne (en mai), puis au Brésil, aux Etats-Unis et en Chine (à des dates non encore fixées), a insisté sur l'importance des évolutions qui se sont produites, en 1988, sur le plan international. Il estime, notamment, qu'« une fenêtre de paix s'ouvre » au Proche-Orient. Au sujet des pays de l'Est, le président de l'Assemblée nationale a rapporté les propos que lui avait tenus M. Lech Walesa, il y a dix jours, et selon lesquels l'introduction des technologies modernes sera, à l'avenir, la meilleure garantie d'un progrès des libertés en Pologne.





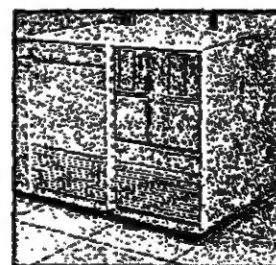
Le Bull DPS 7000 remporte le trophée de la haute technologie 1988.

# GRACE A L'ESPRIT D'EQUIPE, UN ARBRE REMPORTE LE COCOTIER.

L'Esprit d'Equipe pour Bull, ce n'est pas une idée en l'air. Car associer plus de 1 000 chercheurs, ingénieurs et techniciens sur un projet pendant 4 ans nécessite une cohésion autour d'objectifs communs et une détermination à toute épreuve.

Et si aujourd'hui l'équipe qui a mis au point le Bull DPS 7000 reçoit le Trophée Albert Costa de Beauregard de la Haute

Technologie 1988<sup>(\*)</sup>, ce n'est pas par hasard. Il faut y voir le succès de toute une entreprise fermement décidée à se battre sur la qualité de ses produits, pour faire gagner ses clients dans le monde entier.

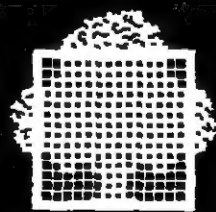


Au sein de l'entreprise, comme dans une course au large, ou dans l'ascension d'un sommet de 8 000 mètres, l'Esprit d'Equipe c'est avant tout une volonté quotidienne qui permet d'être sans cesse plus compétitif.

Avec ce trophée, c'est un certain état d'esprit qui est récompensé : celui d'une équipe.

(\*) Concours organisé par Le Figaro et KPMG (Klynveld Peat Marwick Goerdeler).

# Bull



هكذا من الأصل



# Société

L'affaire de la succession Canson

## M<sup>r</sup> Paul Lombard est inculpé de complicité de recel

M<sup>r</sup> Paul Lombard a été inculpé, mercredi matin 21 décembre, de complicité de recel et d'usage de faux en écritures privées par M. Jean-Pierre Bernard, juge d'instruction de Toulouse chargé de l'affaire de la succession Canson. Le juge envisageait également de délivrer un mandat de dépôt entraînant

l'incarcération de M<sup>r</sup> Lombard, un débat contradictoire en présence d'un représentant du parquet et de M<sup>r</sup> Georges Kiejman, défenseur de M<sup>r</sup> Lombard, devait avoir lieu mercredi après-midi. M<sup>r</sup> Lombard a également désigné pour sa défense le bâtonnier Guy Danet et M<sup>r</sup> Roger Mahinac.

### Lettres et honoraire

L'inculpation de M<sup>r</sup> Paul Lombard était attendue et prévisible, après celles de son ancienne collaboratrice, M<sup>r</sup> Marie-France Pestel-Debord, et du chef du département des peintures au Musée du Louvre, M. Pierre Rosenberg. Malgré l'énormité de la tâche, s'agissant d'un membre très en vue du barreau, la décision du juge d'instruction relève, comme les deux précédentes, d'une stricte logique judiciaire.

Les témoignages recueillis et les documents saisis par M. Bernard lui font, en effet, soupçonner M<sup>r</sup> Lombard d'avoir eu, lors de la vente en 1985, au Louvre, d'un tableau de Murrillo volé à Suzanne de Canson par M<sup>r</sup> Joëlle Pesnel, que le titre de propriété de celle-ci était douteux. Dès lors, le juge ne peut plus entendre comme témoin l'avocat. Aussi, pour respecter les droits de la défense et éviter une annulation de la procédure, il est obligé de l'inculper.

Sur quel se fondent les soupçons du juge ?

D'abord sur le fait que, tout au début de 1985, M<sup>r</sup> Lombard est le seul conseil de M<sup>r</sup> Pesnel, en collaboration, M<sup>r</sup> Pestel-Debord, inculpé de complicité de vol et de complicité de faux en écritures privées, n'entrant en scène que fin mars ou début avril. Or, durant ces premiers mois, la société de vente Christie's, à Londres, où le Murrillo a été déposé en vue d'une vente publique, s'inquiète de la situation du tableau au regard de la législation française et d'une éventuelle « préemption » de l'Etat français. En témoignent des lettres adressées à M<sup>r</sup> Lombard le 14 et le 15 février 1985. Ainsi

l'attention de l'avocat a-t-elle été très tôt attirée sur les problèmes soulevés par l'origine du tableau.

De fait, le 6 février, Christie's Paris répondait à une lettre de M<sup>r</sup> Lombard où il s'inquiétait de l'histoire du Murrillo et de ses propriétaires passés. Pour le juge, M<sup>r</sup> Lombard ne peut donc se décharger de ses responsabilités sur sa collaboratrice, d'autant plus qu'il isolerait la majorité des honoraires versés par M<sup>r</sup> Pesnel : 100 000 F pour divers frais en décembre 1985 et 400 000 F d'honoraires proprement dits, en janvier 1986.

Ensuite, plusieurs documents saisis prouvent que les versions données à son avocat par M<sup>r</sup> Pesnel étaient explicitement contradictoires. Ainsi, le 28 juin 1985, un notaire de Toulouse transmet à M<sup>r</sup> Lombard les « maigres renseignements », selon son expression, — guillemets compris — qu'il possède sur l'origine du Murrillo. Il s'agit de deux documents : dans l'un, en 1984, Suzanne de Canson affirme avoir « cédé » le tableau et d'autres à M<sup>r</sup> Pesnel ; dans le second, de 1984 également, elle assure qu'elle provient de la « succession Chappuis », du nom de la grand-mère de M<sup>r</sup> Pesnel décédée... en 1979.

A la même époque, un antiquaire suisse de Vevey, M. Louis Célotti, alerte Christie's en certifiant que le Murrillo était « au moins jusqu'en décembre 1984 », la « propriété de M<sup>r</sup> Lombard ». Le juge s'est aussi inquiété de l'absence de certaines pièces dans le dossier saisi au cabinet marseillais de M<sup>r</sup> Lombard. Retrouvés après d'autres protagonistes, ces lettres ou télex étaient souvent adressés directement au cabinet « secondaire » de M<sup>r</sup> Lombard à Paris. A ses yeux, la situation de l'avocat, dans ce dossier, est d'autant plus ambiguë qu'il est toujours officiellement, aux côtés notamment de son fils et de M<sup>r</sup> Jacques Vergès, le défenseur de M<sup>r</sup> Pesnel. C'est, semble-t-il, en raison de ce contexte particulier que le juge d'instruction a créé la surprise en envisageant l'incarcération de M<sup>r</sup> Lombard.

GEORGES MARION et EDWY PENELE

## Publiées par le Canard enchaîné

### Des notes manuscrites contradictoires

Le Canard enchaîné du mercredi 21 décembre publie en fac-similé des notes manuscrites de M<sup>r</sup> Paul Lombard, rédigées en 1985 alors qu'il était le conseil de M<sup>r</sup> Joëlle Pesnel, principale inculpée dans l'affaire de la succession Canson. A l'époque, M<sup>r</sup> Lombard était intervenu dans la vente aux Musées de France d'un tableau de Murrillo au profit de sa cliente qui s'en déclarait propriétaire en prétendant l'avoir reçu en héritage de sa grand-mère, Jeanne Chappuis, décédée en 1979, alors qu'en réalité la légitime propriétaire, Suzanne de Canson, séquestrée par M<sup>r</sup> Pesnel, vivait encore.

M<sup>r</sup> Lombard a toujours affirmé qu'il ne s'était pas « intéressé à la succession ou à l'origine du tableau » et qu'il n'avait pu se doter de l'escroquerie. Selon l'hebdomadaire, les notes manuscrites prouvent que « l'avocat en savait assez pour avoir des doutes sur l'héritage ». Dans l'une d'elles, qui compte cinq feuillets, à l'entête de l'Hôtel L'Arbalète de Genève, M<sup>r</sup> Lombard décrit le « processus en résumé » en soulignant quatre étapes : le père de Suzanne de Canson « décédé », Suzanne de Canson « vivante », puis M<sup>r</sup> Chappuis « décédé », et, enfin, M<sup>r</sup> Pesnel « héritière de M<sup>r</sup> Chappuis ». Plus loin, il écrit que « Suzanne de Canson est prête à faire une donation au bénéfice de M<sup>r</sup> Pesnel ».

« Page 3, la cliente est déjà héritière, par sa grand-mère, des toiles de maître, commente le Canard enchaîné. Page 4, elle espère les recevoir en cadeau de Suzanne de Canson. Les deux versions sont rigoureusement contradictoires. Mais il en faut plus pour éveiller la méfiance de l'avocat. » En revanche, selon M<sup>r</sup> Georges Kiejman, chargé de sa défense par M<sup>r</sup> Lombard, ces notes ne le mettent pas en cause « sur le fond » : « Les incohérences qu'elles peuvent faire apparaître sont celles de sa cliente. Un avocat n'est pas un détective. »

Ces notes manuscrites n'avaient pu être saisies par le juge d'instruction chargé de l'affaire Canson, qui s'était vu opposer le « secret professionnel » des avocats. Justifiant leur publication, le Canard enchaîné écrit : « Ce secret n'existe que pour protéger le client, jamais l'avocat. Il serait plaisant que cette règle soit dévoyée et serve à dissimuler les affaires, grandes et petites, qui touchent le barreau. »

Après l'attentat de Cagnes-sur-Mer

## M. Michel Rocard crée une cellule de coordination de la lutte contre la violence raciste

Le premier ministre, M. Michel Rocard, a annoncé, mardi 20 décembre, la création, à l'Hôtel Matignon, d'une « cellule de coordination de la lutte contre la violence raciste ». Cette cellule créée au lendemain de l'attentat commis lundi contre un foyer d'immigrés de la SONACOTRA, à Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes), est présidée par M. Louis Jolivet, conseiller technique pour la justice auprès du premier ministre. Outre M. Jolivet, elle est composée de représentants des ministères des affaires étrangères, de la justice, de l'intérieur et également de la défense, dont dépend la gendarmerie.

L'attentat de Cagnes-sur-Mer a provoqué toute une série de nouvelles protestations après celles déjà exprimées lundi (le Monde du 21 décembre). C'est ainsi que

l'ambassadeur d'Algérie à Paris, M. Messaoud Ali-Challah, a été chargé d'exprimer aux autorités françaises « l'émotion et la préoccupation de l'Algérie » après « cette nouvelle manifestation violente de racisme ».

A l'Hôtel Matignon on indiquait, mardi soir, que la création de cette cellule de coordination correspondait au souci exprimé par le premier ministre pour que « la législation actuelle s'applique dans sa plénitude » et avec plus de rapidité, de préférence à l'élaboration d'une nouvelle législation. M. Rocard a, par ailleurs, demandé à la Commission nationale consultative des droits de l'homme, dont le secrétaire général sera associé aux travaux de la cellule, de « solliciter » la coopération des associations antiracistes.

L'agence algérienne, Algérie Presse Service, indique également que M. Ali-Challah « a été instruit à l'effet de coordonner son action avec celle des ambassadeurs des autres pays maghrébins en vue du renforcement des mesures tendant à la préservation de la sécurité et de la dignité des émigrés maghrébins en France ».

Autres réactions enregistrées, celles du Comité national d'action laïque, du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), de la Ligue algérienne des droits de l'homme, de Cheikh Abbas, recteur de la grande mosquée de Paris, de la Fédération nationale des musulmans de France, du mouvement des rapatriés le Retour, qui tous et toutes condamnent cet attentat, dénoncent la violence faite aux immigrés et demandent au gouvernement français de prendre toutes les mesures nécessaires pour réprimer ou prévenir ces actions terroristes.

## RELIGIONS

### Le déménagement du cimetière d'Auschwitz est retardé

Des personnalités catholiques et des personnalités juives se sont rencontrées, mardi 20 décembre à Paris, pour reprendre la discussion sur le déménagement du cimetière d'Auschwitz, en Pologne. L'installation, à la limite de l'ancien camp de concentration, de nouvelles sépultures avait suscité de nombreuses protestations au sein de la communauté juive. Deux délégations s'étaient réunies à Genève en février 1986 et en février 1987. Les cardinaux Decourtray (Lyon), Lustiger (Paris), Maciejowski (Cracovie) et le père Funari, directeur du secrétariat romain à l'Unité des chrétiens, ont retrouvé à Paris la délégation juive présidée par M. Theo Klein, ancien président du Congrès juif européen, pour faire le point de l'application de l'accord de Genève II, qui prévoyait le transfert du cimetière avant février 1989.

Ce délai ne sera vraisemblablement pas respecté. Les deux coprésidents (Mgr Decourtray et M. Klein) se rencontreront à nouveau fin janvier. « Chacune des délégations a souligné sa détermination d'exécuter ou de voir exécutés intégralement les accords de Genève I et de Genève II », dit le communiqué final.

## EDUCATION

### La FCPE progresse chez les parents d'élèves

La participation aux élections des représentants des parents d'élèves aux conseils d'administration des lycées et collèges est en légère augmentation cette année : 39,42 % (+ 0,89 %). La Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (FCPE) s'accroît son avance avec 58,69 % des voix pour l'ensemble des établissements du second degré (+ 1,21 %). Elle obtient 61,74 % des voix dans les lycées, 54,46 % dans les collèges, 51,98 % dans les lycées professionnels.

Les autres fédérations enregistrent un léger tassement de leur audience. La Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public obtient 28,46 % des suffrages (- 1,16 %), les associations locales et les listes diverses 10,40 %. Les petites fédérations perdent encore quelques voix avec 2,05 % des suffrages pour l'UNAPE et 0,29 % pour la FNAPE.

## SPORTS

### SKI ALPIN : Coupe du monde

### Vreni Schneider s'impose à Courmayeur

Vreni Schneider est-elle en passe de dominer les descentes techniques de ski alpin, slaloms spécial et géant, comme naguère Ingemar Stenmark ? En s'imposant, mardi 20 décembre, dans le slalom de Courmayeur (Italie), la double championne olympique de Calgary, en effet, remporte une quatrième victoire, celle du spécial d'Altenmarkt (Autriche), et des géants de Val d'Isère et de Val Zorana (Italie). Vreni Schneider avait déjà à son actif une série de trois victoires en géant établie en 1985 et en 1986. La maîtrise de cette discipline désormais dans une discipline aussi aléatoire que le slalom laisse penser qu'elle peut faire encore mieux.

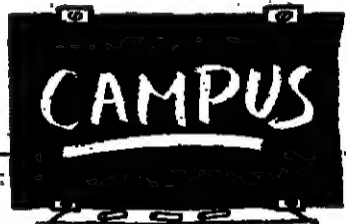
## DÉFENSE

### La France vend des hélicoptères Super-Puma au Venezuela

M. Jean-François Sigay, directeur de la division hélicoptères de la société Aérospatiale à Marignane (Bouches-du-Rhône), a annoncé, le mardi 20 décembre, la signature d'un contrat, d'un montant de 500 millions de francs, pour la livraison de huit hélicoptères Super-Puma au Venezuela.

Le Super-Puma est un hélicoptère biturbines de 9 tonnes, d'un rayon d'action de 1 300 kilomètres, adapté au transport opérationnel (vingt-quatre passagers) et à l'appui logistique (entre 4,2 et 4,5 tonnes de charge utile). Disponible depuis 1981, il a été vendu à trois cents exemplaires, dont plus de 90 % à l'exportation en direction de trente-trois pays. Premier exportateur mondial d'hélicoptères, l'Aérospatiale devrait enregistrer un chiffre d'affaires de 6 milliards de francs en 1988.

M. Rocard rend visite à la DGSE. — Reçu le mardi 20 décembre à l'État-major parisien de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) par son « patron », le général François Mermat, qui lui a expliqué les grandes lignes d'un plan de modernisation de son service, M. Michel Rocard a affirmé que « la défense des intérêts nationaux de la France est aussi décisive sur le plan commercial, technologique ou financier que dans le domaine militaire ou en matière de terrorisme ». Le premier ministre a annoncé « une réflexion » visant à améliorer la coopération entre les différents services de renseignement et de sécurité en France.



## Peau neuve pour l'ESC de Pau

M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, est venu inaugurer, vendredi 18 décembre, les nouveaux bâtiments de l'École supérieure de commerce de Pau. Financé par le chambre de commerce, avec le soutien de la ville, du département et de la région, cet établissement, qui veut être au service des entreprises locales, comprend un institut de langues vivantes, ouvert aux étudiants, aux cadres et au public, un centre de documentation, un institut de management pour la formation permanente et un institut d'études supérieures appliquées au management ouvert aux ingénieurs et aux spécialistes de la comptabilité et des finances.

Créée en 1982 en tant que classe préparatoire, l'école de Pau a obtenu le label ESC en 1989 et a déjà formé un millier de diplômés. Longtemps logée dans des « villas » de style britannique, elle est maintenant installée sur le campus universitaire dans un bâtiment de 8 500 mètres carrés, organisé autour d'une agora centrale « destinée à favoriser les échanges » et représentant un investissement de 60 millions de francs.

Pour M. Fauroux, cette réalisation doit favoriser le développement d'une région frappée par le déclin des activités liées au gisement de Lacq, mais qui dispose d'atouts importants : « Le tourisme, une industrie forte et le vignoble de l'Espagne, pays dynamique et ambassadeur ». M. Fauroux a indiqué, d'autre part, qu'une enveloppe de 60 millions de francs était mise à la disposition du délégué à l'industrialisation du bassin Pau-Lacq.

Ph. T.

### Langues étrangères appliquées

L'Association des langues étrangères appliquées tiendra son congrès annuel les 13, 14 et 15 janvier, à l'université de Haute-Bretagne, à Rennes. Thème retenu : « Politique et services linguistiques ».

(Congrès LEA, département LEA, université de Rennes-II, 6, avenue Gaston-Berger, 35043 Rennes. Tél. : 99-33-51-06.)

### Ingénierie

La chambre syndicale Syntec-Ingénierie lance un concours « Un

slogan pour l'ingénierie » destiné aux élèves de l'institut d'études politiques de Paris. Premier prix : 10 000 francs. Date limite des réponses : 31 janvier 1989.

### La Chine rue d'Ulm

M<sup>r</sup> Mariane Bestid-Bruguère est nommée directeur littéraire et directeur adjoint de l'école normale supérieure de la rue d'Ulm. Ancienne élève de l'ENS de Sèvres et de l'École des langues orientales, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, agrégée de géographie et docteur en histoire, elle est spécialiste de l'histoire de la Chine.

## FAITS DIVERS

● Sauvetage d'un bébé jeté dans le canal de Roubaix. — Un homme âgé de trente-cinq ans, qui a souhaité garder l'anonymat, a sauvé de la noyade, mardi 20 décembre, un nourrisson âgé d'un mois environ qui venait d'être jeté dans le canal de Roubaix (Nord) par une jeune femme. Le sauveteur, un coureur-cycliste au chômage, qui se promenait vers 15 heures le long du canal, a aperçu flotter sur l'eau ce qu'il crut d'abord être une poupée. Se rendant compte très vite qu'il s'agissait d'un bébé qui se débattait, il a plongé et a réussi à le nourrir, un garçon, de l'eau. Le nourrisson a été admis à la maternité de Roubaix.

● Trois tonnes de cocaïne saisies en Floride. — La douane américaine vient de saisir plus de 3 tonnes de cocaïne évaluées à 50 millions de dollars, à bord de deux cargos, l'un battant pavillon panaméen, l'autre, haïtien, ancrés dans le port de Miami (Floride). Trois Colombiens ont été arrêtés. La saisie a été opérée, jeudi 15 et lundi 19 décembre, au terme d'une opération qui a duré cinq jours. Il s'agit d'une des plus importantes quantités de cocaïne saisies aux États-Unis. Plus de 4 tonnes de cette drogue avaient été découvertes à Tampa, en avril dernier.





Le Bull DPS 7000 remporte le trophée de la haute technologie 1988

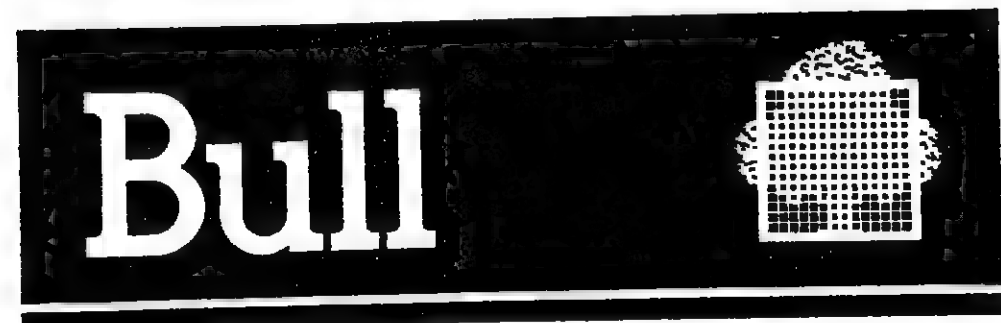
# UN ARBRE QUE TOUT LE MONDE S'ARRACHE.

Déjà plébiscitée par les utilisateurs aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, la ligne de produits Bull DPS 7 remporte un nouveau succès avec l'ordinateur Bull DPS 7000.  
Si le Trophée de la Haute Technologie 1988 (\*) récompense le

Bull DPS 7000, c'est non seulement pour sa valeur technologique de pointe, mais également pour son succès commercial. C'est le seul ordinateur européen de moyenne/grande puissance vendu avec succès aux Etats-Unis dès son lancement. Intégralement réalisée à Angers, plus de la moitié de la production est exportée.

Si Bull est fier de cette réussite, c'est aussi parce que le Bull DPS 7000 symbolise le succès d'une stratégie qui anticipe les besoins du marché, afin qu'aujourd'hui et demain, Bull et ses clients, forment une équipe qui gagne.

(\*) Concours organisé par Le Figaro et KPMG (Klynveld Peat Marwick Goerdeler).



هكذا من الأصل

roit.  
Or  
mait  
le  
mo-  
pec-  
eurs  
de  
rme  
née  
s et  
sys-  
cisé  
en  
arti-  
jon.  
ison  
aux  
des  
fait  
né-  
ges-

avec  
tale-  
pec-  
tion  
par  
un  
eurs  
six  
rant  
hui  
ins-  
iers,  
nts,  
de  
six  
qui  
nou  
pec-  
our  
ions  
la  
ne  
r le  
mo-  
e le  
né-  
des  
non  
ient

pro-  
sue  
itre,  
insi  
pec-  
ont  
tion  
épo-  
aux  
non  
not  
de  
nos  
eux  
t de



## Espace

## Le retour des cosmonautes dans le Kazakhstan et les conclusions de la commission spatiale franco-soviétique

## Une année en apesanteur

« *Dorénavant Mir.* » Au revoir Mir. Juste un dernier petit signe de la main. Puis le vaisseau Soyouz TM-6 s'est détaché de la station orbitale Mir. Il était 4 h 30 (heure de Paris) du matin. Soyouz s'est alors lentement éloigné, emportant dans ses flancs le Français Jean-Loup Chrétien et les deux cosmonautes soviétiques Vladimir Titov et Moussa Manarov pour la plus difficile partie de leur mission : le retour sur Terre. Un retour désiré par les deux hommes depuis un an et qu'ils ont dû attendre quelques années de plus en raison de la situation, pour des causes inconnues, de la mission de l'ordinateur de bord chargé de contrôler les opérations de descente vers la Terre.

Ergonomes dans leurs scaphandres qui les rendent malhabiles, serrés l'un contre l'autre dans l'espace étroit de leur capsule spatiale où, comparativement à Mir qui n'est qu'un « *désordre organisé* », aucune place n'est perdue, les trois hommes ont donc longuement dialogué avec les contrôleurs au sol pour savoir quelle conduite tenir. Déjà dans le passé, les Soviétiques avaient été confrontés à un problème analogue.

C'était en septembre de cette année lors du vol du cosmonaute afghan Abdul Ahad Mohamed. Le commandant de bord Vladimir Liakhov avait dû alors s'y reprendre à deux fois, avec l'aide du centre de contrôle de Kaliningrad, situé dans la banlieue de Moscou, pour trouver enfin la bonne procédure et ramener en douceur son Soyouz TM-5.

C'est sans doute pourquoi, dans la fièvre du retour, certains contributeurs au sol ont, pour détendre l'atmosphère, déclaré que cette défaillance inopinée de l'ordinateur « *était un coup des rebelles afghans* ». Car, plus que tout autre, le retour sur Terre du vaisseau spatial Soyouz TM-6 est important. Non pas en raison de la présence à bord de Jean-Loup Chrétien, qui n'est finalement resté que vingt-cinq jours en orbite, performances qui, il y a plus de quinze ans, auraient pu passer pour une première spatiale, mais parce que deux hommes, Vladimir Titov et Moussa Manarov, vont après un an dans le cosmos reprendre brutalement contact avec la pesanteur.

En effet, lors de la séquence du retour qui fait progressivement passer la vitesse de la capsule de plus de 30 000 kilomètres à l'heure en orbite à une trentaine de kilomètres à l'heure lorsqu'elle descend, portée par ses parachutes, les cosmonautes doivent supporter des décélération pendant lesquelles leur poids est multiplié par quatre. De tels phénomènes ne sont pas normalement de nature à perturber des caractéristiques aussi trempées que celles des cosmonautes qui, pour la plupart, sont des pilotes de chasse. Mais, il en va tout

autrefois cette fois puisqu'ils ont connu l'ivresse prolongée de la vie en orbite où, pour leur organisme en apesanteur, tout a été prévu à la perfection.

## Réadaptation terrestre

Le cœur et le système cardiovasculaire des deux hommes vont devoir s'adapter à nouveau à l'environnement terrestre. C'est dire que tout le sang qui, en orbite, s'était répandu dans la partie supérieure du corps, donnant aux cosmonautes cette bouffissure si caractéristique du visage, va de nouveau irriguer les membres inférieurs. D'où des sensations de membres froids, de vertiges et peut-être de nausées bien compréhensibles, même si, depuis de nombreux jours, Titov et Manarov ont multiplié dans la station orbitale Mir les séances de jogging sur un tapis roulant, de vélo ergomètre ou de présence dans une combinaison pressurisée spéciale permettant de forcer la circulation sanguine dans les bas du corps.

Ces multiples exercices ne sauront effacer tous les outrages du temps et surtout pas les effets indésirables des vols de longue durée qui donnent lieu à une atrophie de la masse musculaire — la perte était d'environ 15 % au niveau des jambes pour l'ancien recordman Youri Romanenko (plus de 326 jours), — à une fragilisation partielle du squelette due à des pertes de potassium et de calcium, d'exposition prolongée aux rayonnements cosmiques et à des pertes de poids qu'on sait heureusement compenser aujourd'hui. Ainsi ne faut-il guère s'étonner que

ce genre d'exercice laisse, du moins provisoirement, quelques traces et que les cosmonautes ayant participé à un vol de longue durée connaissent une difficile période de réadaptation due pour l'essentiel au réajustement de la station debout.

Un an donc s'est passé pour Titov et Manarov, dont la performance dépasse de quarante jours celle accomplie l'an dernier par Romanenko. Un record qui tient plus du symbole que de la programmation par étape. Car les experts soviétiques s'accordent à penser que des vols plus longs — d'un an et demi à deux ans — sont à leur portée, sous réserve que soient résolus les problèmes physiologiques que les équipages ne manqueraient pas de rencontrer pendant d'aussi longues périodes. Mais la conquête de la planète Mars, qui obligera à des voyages de près de trois ans, n'est donc pas pour demain.

D'ailleurs, le directeur adjoint du vol de Youri Romanenko, Viktor Blagov, n'avait-il pas déclaré l'an dernier que « *du strict point de vue de l'efficacité du travail consacré aux expériences techniques, il conviendrait de relever les équipages tous les six mois* ». C'est ce qui est fait actuellement avec Alexandre Volkov, Sergueï Krikalov et Valeri Poliakov, les trois hommes restés à bord de la station Mir pour une mission qui devrait s'achever en avril, époque aux alentours de laquelle un nouveau module de grande taille (Modul) devrait venir s'amarrer à la station Mir, en faisant ainsi un complexe orbital sans égal.

MAURICE ARVONNY  
et J.-F. AUGEREAU.

## Objectif Mars

Tandis que Jean-Loup Chrétien et ses deux compagnons soviétiques — Vladimir Titov et Moussa Manarov — bouclent leurs valises à bord de la station MIR, la commission spatiale franco-soviétique, dont les négociations annuelles avaient lieu à Moscou du 14 au 19 décembre, a

rendu publiques ses conclusions, lundi 19 décembre, avant de signer le protocole de synthèse des négociations entre le Centre national d'études spatiales (CNES) et les deux organismes chargés du programme spatial soviétique : Glavkosmos et Interkosmos.

MOSCOU  
de notre envoyée spéciale

« *Ces réunions, qui se sont déroulées sous la haute surveillance des cosmonautes, ont permis d'effectuer un travail considérable, même sur plusieurs fronts à la fois* », a déclaré M. Jacques-Louis Lions, président du CNES.

Considérant les vols habités et le plan de coopération spatiale franco-soviétique sur dix ans, lancé en novembre dernier à l'occasion du voyage de M. François Mitterrand en URSS, selon lequel un cosmonaute français pourrait tous les deux ans en moins, voler à bord d'une station soviétique (le 14 décembre 1992), le président du CNES estime les résultats de la commission spatiale franco-soviétique « *très prometteurs* ». « *Le programme à venir prévoit une première réunion entre spécialistes sur ce thème, à Moscou, en janvier prochain, a précisé M. Lions. Elle sera suivie d'une nouvelle réunion, cette fois à Paris, dans la première quinzaine de février* ». Les discussions sur l'éventualité d'un vol franco-soviétique en 1991 devraient commencer en mars 1989.

Autre thème majeur abordé lors de ce rendez-vous franco-soviétique : le programme international d'exploration de Mars qui prévoit l'étude à long terme de la surface, de l'atmosphère et de l'environnement de la planète rouge. Un programme auquel la France souhaite participer activement. Notamment par la réalisation de ballons qui, largués dans l'atmosphère de Mars par les sondes interplanétaires à partir de 1994,

permettraient d'explorer la surface de la planète pendant une dizaine de jours sur des centaines de kilomètres. Plusieurs instruments scientifiques de conception française, destinés à l'étude du sol et de l'atmosphère de Mars, sont également à l'étude, la sélection des équipements définitivement retenus étant prévue pour les mois à venir.

La Lune  
pour tête de pont

Point important à retenir de ces dernières chroniques martiennes : l'annonce par les responsables du programme spatial soviétique du doublement de la mission Mars 1994 prévue à l'origine en deux missions distinctes, Mars 1994 et Mars 1996. Alors qu'il était jusqu'alors prévu que le Marsokhod s'envole dès 1994, la mise en route de ce véhicule automatique « *intelligent* », destiné à sonder la surface de Mars de façon autonome, est repoussée de deux ans en raison des problèmes techniques rencontrés par ses concepteurs. La mission Mars 1994, quant à elle, consistera à effectuer une reconnaissance des lieux, ainsi que le repérage d'éventuels sites d'atterrissage sur la planète rouge.

De la biologie spatiale à l'analyse des rayons X et gamma émis par les objets les plus éloignés de l'univers (lancement des observatoires spatiaux Gamma-1 et Granat, prévu pour 1989), en passant par l'étude de l'environnement et de la biosphère, toute une série de projets susceptibles de développer la coopération franco-soviétique ont également été examinés et précisés. Les scientifiques soviétiques ont par ailleurs ordonné la surprise en annonçant

un projet d'exploration de la Lune par une station automatique, dont le lancement est prévu en 1992, projet qui pourrait aboutir à l'envoi du troisième millénaire à la mise en place sur la surface lunaire d'une base durable, plaques tournantes extraterrestres des hommes lancés à la conquête de l'espace.

« *Plus de cinquante engins spatiaux américains et soviétiques ont déjà été lancés en direction de la Lune. Ils ont permis d'obtenir une information scientifique colossale. L'heure est venue d'entreprendre des travaux concrets en vue de mettre ces données en valeur* », a souligné M. Youri Sourkov, chef de laboratoire à l'Institut de géochimie et de chimie analytique de l'Académie des sciences de l'URSS en présentant le projet « *Lune 1992* ».

Ce projet prévoit des prises de vue de la surface lunaire, y compris de ses régions polaires, avec un pouvoir de résolution de quelques mètres. Outre les caméras de télévision, l'engin spatial soviétique embarquerait des spectromètres à rayons gamma et à rayons X afin d'analyser la composition chimique de la roche lunaire ; un spectromètre à infrarouges destiné à étudier la composition minéralogique de la roche ; et un magnétomètre permettant de préciser les paramètres du champ magnétique régnant sur le satellite de la Terre.

Un projet auquel, cette fois, la France ne participera vraisemblablement pas, faute de temps — et aussi de moyens — pour pouvoir être sur tous les fronts de l'espace soviétique.

CATHERINE VINCENT.

## Le Carnet du Monde

## Naisances

— *Théodore*  
Nils FÉCHEFF-SVODKIMOFF,  
né très heureux d'annoncer la naissance de

Alexandra,  
le 11 décembre 1988, chez leurs enfants  
Natalia et Giovanni RE.  
22, rue du Lac,  
92370 Chaville.

— Anne-Marie SOHN  
et  
Marc-Alexis GRUMELIN  
sont heureux d'annoncer la naissance de  
François, Roman, Ludwig  
GRUMELIN-SOHN,  
le 3 décembre 1988.

— Doublement de MONTVALON,  
Nathalie CLAUDE de MONTVALON,  
et Muriel  
ont la joie d'annoncer l'arrivée de  
Louise-Sophie,  
née le 14 juillet 1988.

## Mariages

— On annonce le mariage de  
Manique VIZIOZ  
et  
Jean MACHU,  
le 14 décembre 1988, à Mayras (Isère).

## Décès

— Linages.  
On nous prie d'annoncer le retour  
dans le monde de Dina de

— Le comité directeur de l'Association  
des écrivains de langue française  
(ADELF),  
a le très grand regret de faire part du  
décès, le 14 décembre 1988, dans sa  
soixante-dixième année, de son président,

M. Robert CORNEVIN,  
officier de la Légion d'honneur,  
docteur en lettres,  
secrétaire perpétuel  
de l'Académie des sciences d'outre-mer.

Les obsèques ont eu lieu le lundi  
19 décembre, à Sacy (Yonne), dans la  
plus stricte intimité.  
ADELF,  
14, rue Brocard,  
75014 Paris.  
(Le Monde du 16 décembre.)

— M. et M<sup>me</sup> Jean Knapp,  
M. et M<sup>me</sup> Christian Knapp  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Sabine Knapp,  
M<sup>me</sup> Jeanne Knapp,  
M<sup>me</sup> Madeline Knapp,  
M. et M<sup>me</sup> Claude Knapp  
et leurs enfants,  
ont le grand regret de faire part du  
décès de leur mère, grand-mère, arrière-  
grand-mère et cousine,  
M<sup>me</sup> Yvonne KNAPP,  
née Fauré,  
survenue le 13 décembre 1988, à l'âge de  
quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité  
le 19 décembre, à Marnes (Seine-et-  
Loire).  
— Le personnel de la section de  
recherches de métallurgie physique  
(CEN-Saclay),  
à la douleur de faire part du décès ac-  
cidental de

M<sup>me</sup> Jeanne MATHIE,  
le mercredi 14 décembre 1988.

— M. et M<sup>me</sup> Maurice de Larroche,  
Thierry, Jean, Laurent, Nicolas,  
Michel, David Permetier  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-François Monod,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Olivier Monod,  
leurs enfants et petits-enfants,  
Les enfants et petits-enfants de Fran-  
çois et Martine Monod,  
le docteur et M<sup>me</sup> Marc Monod,  
leurs enfants et petits-enfants,  
ont le chagrin de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Gustave MONOD,  
née Marie-Louise Schwabert,  
survenue le 20 décembre 1988, à l'âge de  
quatre-vingt-cinq ans.

Le service religieux sera célébré le  
Lundi 22 décembre, à 13 heures, en l'église de  
Luzern, 58, rue Médiane, Paris-6.

« *L'Éternel est mon Berger.* »  
(Ps. 23)

CONCERT EXCEPTIONNEL  
POUR L'ARMÉNIE

« *au profit des victimes  
du tremblement de terre* »

Vendredi 23 décembre à 21 heures,  
SALLE FLEYEL

Charles AZNAVOUR,  
Daniel BARENBOIM,  
Yuri BASHMET,  
Teresa BERGANZA,  
Pavlos CHERIAU,  
Brigitte ENGERER,  
Sigfrid JERUSALEM,  
Jean-Pierre RAMPAL,  
Isaac STERN.

Membres de l'Orchestre de Paris.  
Prix des places : 500 F, 300 F, 200 F,  
150 F.  
Location aux caisses de la salle  
Fleyel : mercredi 21 et jeudi 22 décem-  
bre, de 11 heures à 21 h 30 ; vendredi  
23 décembre, à partir de 11 heures.  
Renseignements : 45-63-07-40, 45-61-  
06-30.  
Salle Fleyel, 252, rue de Faubourg-  
Saint-Houart, 75008 Paris.

## Soutenances de thèses

— Université Paris-III, le lundi  
19 décembre à 14 heures, salle Bourjac,  
M. Michel Jacz Hergoualc'h a soutenu :  
« *La France et le Sam au XXV<sup>e</sup> siècle* ».

— Université Paris-I, le lundi  
19 décembre à 16 heures, C 22 04,  
M. Michel Thera a soutenu : « *Contributions à l'analyse non linéaire* ».

— Université Paris-K, le mardi  
20 décembre à 13 h 30, salle C 24,  
M. Gérard Brunet a soutenu : « *La contribution sociale du geste athlétique* ».

— Université Paris-I, le mercredi  
21 décembre à 9 h 30, salle 308, entrée  
1, rue Victor-Cousin, galerie  
J.-B. Dumas, escalier L, M<sup>me</sup> Françoise  
Briquet-Chauvane a soutenu : « *Les relations entre Israël et les chrétiens de la côte phénicienne du début du premier millénaire jusqu'à 587 avant J.-C.* ».

— Université Paris-I, le mercredi  
21 décembre à 10 heures, salle apparte-  
ment décaul (centre Panthéon),  
M. Marc Billen a soutenu : « *La dé-  
génération de l'écriture* ».

— Université Paris-IV, le mercredi  
21 décembre à 16 heures, salle 405,  
escalier G, 3<sup>e</sup> étage, M. Woo-Youl  
Youn : « *La personne en coréen* ».

— Université Paris-IV, le jeudi  
22 décembre à 10 heures, institut d'éco-  
logie, escalier 1, 3<sup>e</sup> étage, M<sup>me</sup> Kati  
Zakharova : « *Le temps poétique chez le  
poète palestinien Mahmoud Darwish* ».

— Université Paris-III, le jeudi  
22 décembre à 14 heures, salle Bourjac,  
M<sup>me</sup> Thérèse Douailly, épouse Halem :  
« *La montagne libanaise à travers les  
récits des voyageurs français de la  
seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle (1860-  
1902)* ».

— Université Paris-V, le jeudi  
22 décembre à 14 h 30, salle des Actes,  
centre administratif, M. Ghassan Tarnay :  
« *Philosophie politique et structure  
de la cité idéale chez Platon et Al-  
Farabi* ».

## PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES  
DU GREFFE DE LA COUR  
D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9<sup>e</sup> Chambre de la Cour  
d'appel de Paris du 12 juillet 1988,  
M. Michel SENOUEF, né le 20 octobre  
1949 à CASABLANCA (Maroc),  
demeurant chez M. SUDRY, 100, rue  
Boulevard à PARIS (16<sup>e</sup>), a été condamné  
à 18 mois d'emprisonnement pour  
fraude fiscale.

La Cour a en outre ordonné, aux frais  
du condamné, la publication de cet  
arrêt, par extrait, dans le *Figaro*, le  
*Monde* et le *Quotidien de Paris*.  
L'affichage de cet arrêt, par extrait,  
pendant trois mois sur les panneaux  
réservés à l'affichage des publications  
officielles de PARIS (16<sup>e</sup>).

Pour extrait conforme délivré à M. le  
Procureur général sur sa réquisition.  
LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES  
DU GREFFE DE LA COUR  
D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9<sup>e</sup> Chambre de la Cour  
d'appel de Paris du 10 mai 1985,  
M. Sylvain AMSELLEM, né le 14 août  
1935 à ER RAHEN-ORAN (Algérie),  
demeurant à PARIS (3<sup>e</sup>), 3, rue Mc-  
Lay, a été condamné à 4 mois d'emprison-  
nement avec sursis pour fraude fis-  
cale et omission de passation d'écritures.

La Cour a en outre ordonné aux frais  
du condamné la publication de cet arrêt,  
par extrait, dans le *Figaro*, le *Monde* et  
le *Journal officiel*. L'affichage de cet  
arrêt, par extrait, pendant trois mois,  
sur les panneaux réservés à l'affichage  
des publications officielles de PARIS (3<sup>e</sup>).

Pour extrait conforme délivré à M. le  
Procureur général sur sa réquisition.  
LE GREFFIER EN CHEF.

bre 1947 à PARIS (14<sup>e</sup>), demeurant à  
NEKONDES 13350, route de Bouy, a  
été condamné à 3 mois d'emprisonne-  
ment avec sursis pour fraude fiscale  
(faits commis courant 1974, 1975  
et 1976).

La Cour a en outre ordonné, aux frais  
du condamné, la publication de cet  
arrêt, par extrait dans le *Monde* et le  
*Figaro*. L'affichage de cet arrêt, par  
extrait, pendant 3 mois dans les condi-  
tions fixées par l'article 1741 du code  
général des impôts.

Pour extrait conforme délivré à M. le  
Procureur général sur sa réquisition.  
LE GREFFIER EN CHEF.

D'un jugement rendu par la 3<sup>e</sup> Cham-  
bre, première section du Tribunal de  
grande instance de Paris le 13 décembre  
1983, partiellement confirmé par un  
arrêt de la 4<sup>e</sup> Chambre-B de la Cour de  
Paris en date du 29 septembre 1988,  
entre M. Gérard Joulin et la  
société anonyme GRANDS MOULINS  
DE PARIS et la société SOFIDA  
d'autre part, il est extrait ce qui suit :

Le tribunal déclare M. Gérard Joulin  
mal fondé en son action en contre-façon  
du brevet d'invention 753789 déposé le  
19 décembre 1975 sous le titre « *Pro-  
cédé et dispositif pour le conditionne-  
ment stérile de produits alimentaires* », et du  
brevet 7731710 déposé le 21 octobre  
1977 sous le titre « *Produit panifié et  
son procédé de fabrication* ».

Déclare la société ELS OR mal fon-  
dée en son action en contrefaçon de la  
marque 1 076 588 enregistrée le  
18 décembre 1978 et de son action en  
concurrence déloyale.

Condamne M. Gérard Joulin et la  
société ELS OR à la restitution aux dépens  
d'appel et au paiement aux GRANDS  
MOULINS DE PARIS et à SOFIDA  
d'une somme de 30 000 F au titre de  
l'article 700 du Nouveau Code de procé-  
dure civile.

Pour extrait conforme,  
Paul MATHIEU,  
avocat à la Cour de Paris.

## CARNET DU MONDE

Tarif : la ligne H.T.  
Toutes rubriques ..... 79 F  
Abonnés ..... 60 F  
Communications diverses ..... 32 F  
Renseignements : 42-47-95-83

هكذا من الأصل



# ARTS ET SPECTACLES

Au musée Bossuet de Meaux : « Aux sources du classicisme »

## Les droits de l'amateur

Jean-Pierre Changeux, biologiste, professeur au Collège de France, mais aussi collectionneur, vient de faire don d'une dizaine de toiles, au musée de Meaux. En signe de reconnaissance, la ville lui a demandé d'organiser une exposition à sa convenance. Une savoureuse expérience.

DANS les meilleures expositions, on ne s'amuse pas toujours. Les chefs-d'œuvre sont un peu trop attendus et les problèmes d'ensemble oubliés dans la jouissance du détail. On pourrait concevoir une exposition qui serait, au contraire, faite d'imprévu, de choix, une quête personnelle sur une question inhabituelle. Or, cette exposition existe. Elle se trouve à Meaux, dans l'hôtel Bossuet, sur le flanc de la cathédrale. Sa moindre singularité n'est pas qu'elle ait pu se faire, et au surplus sous la responsabilité d'un grand biologiste amateur de peinture. Jean-Pierre et Annie Changeux ont fait don au musée Bossuet de dix tableaux français des dix-septième et dix-huitième siècles. En signe de reconnaissance, la ville a concédé au savant la faveur d'organiser à sa convenance une exposition. On a rarement vu cela.

Dans sa préface, J.-P. Changeux se paie le luxe de nous exposer ce qu'on peut savoir des réactions du cerveau à la peinture, en particulier à celle de l'âge classique et plus précisément à celle qui a été produite en France entre le grand épisode de Fontainebleau et l'arrivée de Simon Vouet, de Poussin. Un long moment souvent désigné un peu vite comme vide. On nous propose de le meubler, de l'illustrer avec des ouvrages peu connus.

Premier temps. Le musée du Louvre, très favorable, naturellement, à l'entreprise, a envoyé ses charismatiques *Nicolas Dell'Abate*, dont la *Continence de Scipion* aux silhouettes toutes diaphanes ; mais l'idée était de souligner que cet art souple a survécu dans l'œuvre de Toussaint Dubreuil avec ses grandes nudités, d'Ambroise Dubois, l'illustrateur romanesque, de Frémont - dont l'*Adoration des bergers* (Gap), aux voiles d'anges vertigineux, est une belle découverte. Les deux premiers venaient de Flandre, le troisième a fait ses classes en Italie ; mais justement, on nous invite à considérer qu'il y avait du temps d'Henri IV un mouvement assez ample, assez frais, distinct des écoles. Il faut reconnaître à l'anonyme qui a peint le *Roland furieux* arrachant les arbres (musée Bargois de Clermont-Ferrand) un solide tempérament : il s'agit d'un cycle épique peint vers 1625 pour le château auvergnat d'Effiat. Et il y en aurait d'autres.

En montant les rampes en briques sans degrés qui permettaient



Toussaint Dubreuil : *Cybèle éveillant Morphée*.

à la mule de monseigneur de grimper à l'étagère, et en accédant aux belles salles claires du musée, le visiteur se sent déjà plus disponible. La grande *Cène* de Poussin, qu'on ne voit jamais au Louvre, et qui a été discutée dans tant de textes anciens, est une réussite grâce à la tenture sombre sur laquelle se détachent les mimiques sérieuses des apôtres : Quentin Varin, dont les pannes des Andelys sont tout de même un peu chargées, s'en tire bien avec la perspective grise de ses *Noces de Cana* (au musée de Rennes) ; en somme, il bougeait plus qu'on ne croit. Mais, il ne s'agit pas ici d'un « salon des refusés » ou des incompris de l'histoire. Ce serait trop simple. Deux épisodes de grande classe suivent.

### Le singulier Bellange

Jacques Bellange est un artiste qui intrigue et sur qui tout n'est pas dit. Un Lorrain à cheval sur les deux siècles (mort en 1616). Un graveur d'eaux-fortes, bizarres et touffues. *Adoration des mages*, *Portement de croix*, *Diane et Actéon*, qu'on n'oublie pas à cause des tunique très collantes, des tignasses bouclées tombant sur les yeux, des silhouettes fondantes. C'était un

peintre : il a décoré le château ducal de Nancy ; ses portraits avaient grand succès. Les *Stigmates de saint François* (musée de Nancy), œuvre de jeunesse, présente à l'exposition, est un tableau de dévotion de type italien assez banal dont l'attribution tient au dessin « maniériste » des anges.

Mais voici la surprise, le clou de l'exposition : la *Lamentation sur le Christ mort* venue de l'Ermitage. Une revue avait créé la surprise il y a vingt ans en publiant ce tableau (1) noyé dans le clair-obscur : une torche brandie en bas, à gauche fait jaillir des ténèbres le corps plié du supplicié, la Madone au visage révoqué et six ou sept masques ; un buste de prélat en camail vert-rouge est placé sur l'ensemble, à droite ; partent des filets de lumière ourlant les formes, des reflets bleus ou rouges dans les nappes d'ombre. Un dessin conservé à Dijon prouve combien tout cela a été calculé et permet d'identifier, de part et d'autre de la Madone, la Madeleine dotée d'un grand chapeau et la tête juvénile de saint Jean, les yeux au ciel. Il est difficile de se soustraire à la fascination de cette étrange mise en scène. On pense aussitôt à Georges de La Tour, compatriote de Bellange, moins nerveux, moins tendu, certes,

mais, lui aussi, jouant si bien des éclairages obliques. Voilà un jalon pour ce qui va se passer dix, quinze ans plus tard avec le maître des « nocturnes », qu'admirait Louis XIII.

Est-ce là qu'on voulait en venir ? Pas tout à fait. Trois tableaux inédits, accrochés non loin de Bellange, invitent à mieux chercher : une *Madeleine à la lampe*, bien différente des calmes saintes de La Tour (Musée Lorrain, Nancy) ; dans son visage rond éclairé par en dessous, elle roule des yeux terribles. L'*Extase de la Madeleine au crucifix* (coll. part.) détaille avec un fini un peu gênant de somptueuses boucles blondes roulant sur la belle poitrine nue de la sainte à demi étendue devant des frondaisons. Il y a des précédents de cette pose dans l'Italie contemporaine. Mais, que faire de la *Judith* (Dole), où la bougie de la servante révèle, toujours en éclairant de bas en haut, l'héroïne en train de délayer sa robe de prix : la poitrine nue émerge, blanche et polie ; le visage est calme, la dague est sur la table.

Cette malice érotique, nous savons d'où elle vient. Des peintres de la cour de Rodolphe II, les auteurs des allégories les plus provocantes qui soient. Si la *Judith* est de Bellange, il a sûrement

été en contact avec les maîtres de Prague. La Lorraine ne faisait-elle pas partie du Saint-Empire ? L'histoire se met en place.

Autre type de problèmes, avec Georges Lallemand, lui aussi lorrain, installé à Paris en 1601, dont on nous offre une grande *Adoration des mages* (Lille). Deux styles s'y mêlent : celui de la Madone en tunique rouge et manteau bleu, figure noble et calme, et le clinquant pittoresque des Rois mages, le plus grand bleu et rouge aussi, mais avec un parement d'hermine. Dans la suite des tableaux qui lui restent, si l'on peut dire, une figure, le dosage de l'éclectisme se modifie. Dans une grande toile, *Jésus au Temple* (à Senlis), autre ouvrage oublié, l'adolescent divin en bleu et rouge, bien au centre, sur un fond gris d'architecture, a déjà plaisir à Philippe de Champaigne, car on est déjà dans les années 30. Le changement de manière, le glissement est évident. Pour les curieux de ce peintre sérieux, on trouve ici six épisodes bibliques : Moïse, Melchisédech, de l'église des Blancs-Manteaux à Paris, que personne ne regarde. Comment tournait-on ces épisodes ? La comparaison avec les cartons en camaïeu du Louvre, bien anté-

rieurs, où Frémont se posait le même problème, est intéressante à faire. Le choix de ces soixante toiles a été fait de telle sorte qu'elles se répondent, dialoguent les unes avec les autres.

La dernière étape est très brillante. On pourrait l'intituler : connaissez-vous le mage noir si piquant du Vignon de Saint-Gervais, l'éblouissante *Sainte Foy* de Rouen ? Sa palette est encore trop scintillante pour ce qui se prépare. Une peinture douce et fine, rigoureuse dans l'ordre des figures, avec des transparences et des blancs délicats, est évoquée ici, comme une des fortes composantes françaises, à l'aide d'œuvres dont il faut bien reconnaître qu'on ne les a guère vues jusqu'ici. Les *Saintes Femmes au tombeau* de Simon Vouet, l'une des pièces les plus rares de l'exposition et des plus convaincantes par le frémissement des drapés, vient de l'église de Davron (Yvelines) ; le *Bacchus et Ariane* des Le Nain (lequel des trois ? autre question à suivre) est la gloire du musée d'Orléans depuis 1970 ; la *Tulle* de Laurent La Hyre, aimable variation sur le nu longiligne à la manière bellifontaine, corsetée par la petite enlaine d'un emblème, vient d'entrer par voie de dation dans les musées nationaux.

### Les accents de Fontainebleau

On est invité à apprécier une peinture fine, douce - même dans les thèmes agités : *Bacchanales*, - claire et de rythme simple, qui a eu son moment heureux. Ces deux tableaux, plus conventionnels (à cause du fond italien) de Blanchard surprennent moins que la mythologie un peu désinvolte de Lubin Baugin (Troyes) et sa *Pétra liée*, un peu décolorée, aussi éloignée qu'on peut l'imaginer de celle de Bellange.

De même, le charme céleste du *Créateur* (Rouen) mêle l'élégance d'une couleur légère à la solidité des formes ; tout est fluide dans le *Polyphile* de Le Sueur (Le Mans). En terminant sur deux petits tableaux de jeunesse de Poussin (à l'École des beaux-arts de Paris et à Ajaccio), en pittoresque état, mais empreints d'une sorte de radiation chaleureuse, on vous demande de comprendre qu'il subsistait des accents, des souvenirs du lointain art de Fontainebleau, à ce moment où la peinture française n'était certes pas la plus brillante de l'Occident, mais où l'amateur éclairé et judicieux trouve son compte.

ANDRÉ CHASTEL

\* De *Nicolas Dell'Abate à Nicolas Poussin. Aux sources du classicisme 1550-1650*, avant-propos par F. Rosenberg, J.-P. Changeux et D. Cordellier, 60 tableaux présentés par J.-P. Changeux et Blanche Grinbaum, avec quinze collaborateurs pour les notices. Ancien palais épiscopal de Meaux (jusqu'au 28 février 1988).

(1) L.V. Linnik, dans *Revue de l'art* n° 29 (1973).

ÉLYSÉES LINCOLN - REFLETS MÉDICIS LOGOS - PARNASSIEN - 14 JUILLET BASTILLE - CINÉ BEAUBOURG-LES HALLES - L'ESCURIAL

après "LE ROI ET L'OISEAU"

## LA TABLE TOURNANTE

le nouveau film de PAUL GRIMAUD

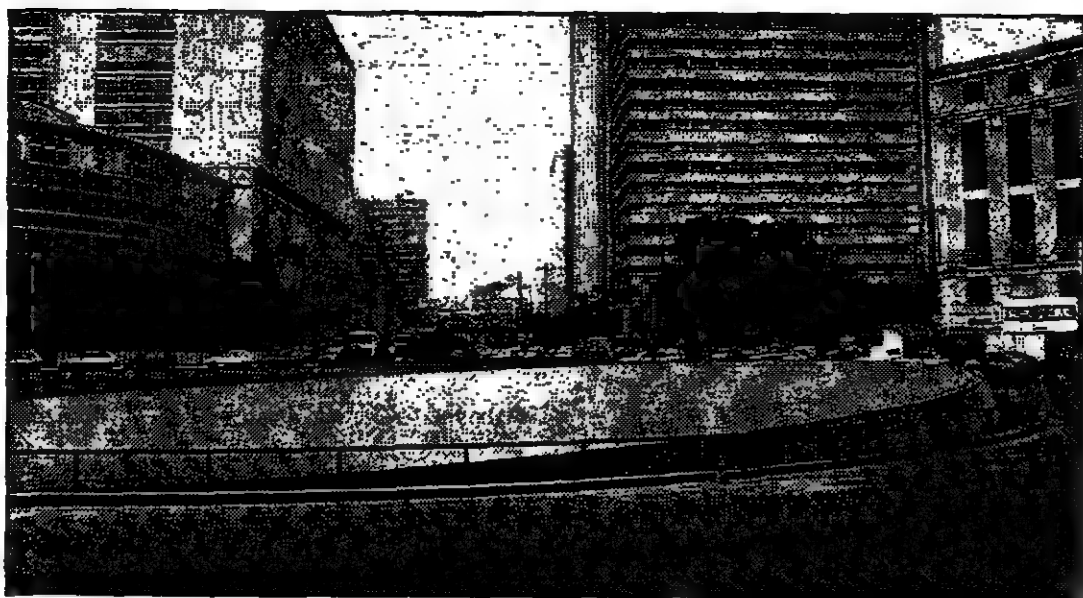


هكذا من الأصل



## FONTAINES

Un miroir liquide dont un coin s'effondre et révèle dans un creux de cinq mètres un paysage érodé de canyon ; le sol d'une place ronde soulevé, devenu plan incliné sur lequel coule doucement de l'eau, une sorte de mobilier urbain détourné, transformé en fontaine chevelue : trois créations récentes à Paris. Enfin, un canal ponctué de cônes à Brest pour irriguer la monotone rue de Siam : un projet très ambitieux, qui est loin d'être achevé.



C'EST en artiste confondant depuis longtemps son histoire de sculpteur avec la réflexion sur l'espace urbain, et c'est aussi en riverain, que Shamaï Haber s'est intéressé à la place de Catalogne, derrière la gare Montparnasse. Où il n'avait pas reçu de commande, mais où son projet « minimal », sobre et simple, a fini par s'imposer. De préférence aux obélisques proposés par Ricardo Bofill, dont un immeuble en hélicoptère borde une partie de la place parfaitement ronde, à l'unité facile.

Une unité recréée en profondeur par le simple rond de pierre incliné qui en occupe désormais le centre. Le projet agréé par la Ville de Paris en 1986, la fontaine

était en état de marche à la fin de l'été dernier. Mais, contrairement au Canyonnistrat (ou à la fontaine de Bofill, gare de l'Est) muni d'un dispositif antigel, l'œuvre est soumise au régime des fontaines de la ville et ne marche pas l'hiver. Reste alors le spectacle impressionnant, la nuit, de ce cercle parfait de 50 mètres de diamètre décollé du sol par des projecteurs placés sous les grilles de réception de l'eau. Spectacle irréel, contre présence bien physique de l'eau sur la pierre, l'éclat, à donner aux habitants du quartier l'envie de patauger sur les pavés de granit.

D. B.

## Paris : retour aux

L'EAU est un beau matériau, mieux, une matière première commune sous nos latitudes, que les artistes d'aujourd'hui ont plus souvent qu'on ne le pense l'occasion de traiter, sinon de sculpter. Grâce à la commande publique ou privée. Sans doute depuis que le 1 % des constructions scolaires existe et qu'il a été élargi aux administrations. Surtout depuis les villes nouvelles au béton désaffecté qu'on a cherché à humaniser en exploitant les vertus salvatrices, symboliques, purificatrices, apaisantes, bref, miraculeuses, de l'eau en lacs artificiels, en bassins et cascades.

Ainsi, depuis longtemps, des artistes comme Agam, Kowalski, Bury (mouillant hier avec ses robes animées par l'école de l'eau que, aujourd'hui, avec ses boules), Maria Pan, Viscuz, Singer, Shamaï Haber... réalisent-ils des œuvres dont l'eau est une des composantes. On appellera ça environnement paysager, sculpture fontaine ou fontaine tout court, selon les cas, chaque intervenant ayant son usage particulier de l'eau, et au-delà des impératifs budgétaires et des contraintes de l'environnement, son langage d'artiste. L'ensemble de ces réalisations ne donne évidemment pas véritablement lieu à la définition d'un style spécifique, comme aux siècles passés, mais obéissent, tout en s'y

référant, à l'évolution et aux différents courants de la sculpture contemporaine.

Aussi les fontaines triomphales crachant leurs eaux par voie de nymphes, divinités marines et mortelles n'ont-elles plus vraiment cours. (On pourrait citer cependant une exception : le projet des Portier pour le bassin du jardin du Palais-Royal - d'ailleurs, semble-t-il, tombé à l'eau.) Plutôt que l'Italie comme modèle de jeux d'eau ostentatoires, c'est l'Extrême-Orient, ses jardins secrets, ses rochers naturels reconstruits, ses plans miroirs de méditation et ses lignes d'eau, qui offrent aux artistes des sources infinies de réflexion. A ceux qui, en tout cas, sont soucieux d'environnement urbain, d'urbanité tout court.

Sans doute pourrait-il y avoir plus de réalisations contemporaines qu'il n'y en a à ce jour, si la sculpture-fontaine n'était une source de trac et de complication bien plus grande que la première fonte d'homme célèbre venue, qu'on peut placer et déplacer à la demande. Aux difficultés de réalisation, aux problèmes de creusement du sol - en ville on ne sait jamais sur quel on va tomber, ni à quelle administration il va falloir se débattre - aux problèmes d'entretien, il faut bien ajouter d'autres problèmes... les feuilles

## DESIGN

De Philippe Starck à Jean-Michel Wilmette, le design français triomphe, s'expose, s'exporte. Le succès médiatique cache en France une réalité industrielle et commerciale plus sombre...

LA France avait déjà son champagne, ses chefs et ses couturiers. Passé l'engouement pour les « jeunes créateurs », le « look », la mode a désigné ses nouveaux élus : les « designers ». Partout on les associe, on les célèbre : le VIA (Valorisation de l'innovation dans l'ameublement), organisme fondé en 1977 par le ministère de l'Industrie et les professionnels du meuble, ne prévoit pas moins de trente et une expositions dans onze pays pour 1989 ! Au programme, Tel-Aviv, Oslo, Tokyo et bien sûr New-York. Ils seront sept à participer (Hermès, Christoffel, Lalique, etc.) à la grande manifestation de prestige « Decorative Arts and Design in France, 1789-1989 » du Cooper Hewitt Museum (30 mars, 16 juillet 1989), organisée par le comité Colbert qui regroupe soixante-dix entreprises du luxe.

On note, parmi les événements new-yorkais de l'année, l'inauguration du mega-chic hôtel Royalton (203 chambres, et un budget de 15 millions de dollars selon The Face), aménagé par Philippe Starck, apôtre d'un chic formel associé aux codes de la décadence : le noir et blanc, le chromé, le tubulaire, le « moins c'est plus », le triomphe glacé de l'objet fait pour être vu avant de servir... C'est actuellement à Londres qu'a lieu l'une des expositions phares : « Avant-première. The most contemporary french furniture » qu'organisent le VIA, et l'Association française d'action artistique, l'AFAA. Un budget modeste (400 000 F) a permis de réunir, dans la galerie du vingtième siècle située au sous-sol, un ensemble composé de meubles-sculptures (cabinet Stèves de Garouste et Bonetti, guéridon de Marcia Szekely), de produits d'architecture, signés Jean Nouvel, Ronald Cecil Sportes, Marie-Cristine Dorner, Jean-Michel Wilmette, et d'« incontournables » des années 80 : la chaise Costes de Philippe Starck, ou le tabouret Lune d'argent de Pascal Mourgue édité par Fermob depuis trois ans et vendu dans le monde entier (8 millions de francs de chiffre d'affaires).

Il y a bien des familles, des aspirations communes : mais le « design français » vibre d'abord par l'éclectisme de ses « signatures ». C'est le « je » qui se met en scène plus que l'habitant auquel on est censé s'adresser, et qui devient parfois une pure absence, lorsque le meuble semble se suffire à lui-même, exigeant

le vide, le silence de la contemplation.

Ainsi, aujourd'hui, les villes européennes sont au rendez-vous. Depuis que les ex-branchedés renouent à l'ivresse des nuits en ville pour l'insécurité (la mise en scène de leur « intérieur »), on assiste à une éclosion de galeries de mobilier en marge de la distribution classique : Aida à Hambourg, Art to Use (Francfort), Pentagone (Cologne), Margine (Zurich), Design Gallery (Berlin), Rob Ecart (Amsterdam). A Londres, David Gill vend le mobilier de Garouste et Bonetti (qui se voient confier des chantiers privés), tandis que Mary Fox Linton diffuse Starck, Wilmette, Mourgue, Szekely, Christian Liège, mobilier dont la rigueur, l'aspect épuré, se présente comme une heureuse alternative au « cosy » fleuri des magasins de « furtures » de Fulham Road, encombrés de fauteuils à jupette et de coqs en pâte. « Les Français sont à la fois traditionnels et modernes. Et puis, ça se mélange bien avec l'ancien », affirme Mary Fox Linton.

## Le snobisme de la modernité

L'enthousiasme pour le design est aussi très parisien. Jean Castel, secrétaire perpétuel de l'Académie de nuit qui porte son nom, a cédé à la tentation de la mode en confiant à Philippe Starck l'aménagement à Paris de ses deux Puzzle, snacks de luxe qu'il a prévu de reproduire à Strasbourg, Bordeaux, Toulouse. A peine ouvert, le Puzzle pilote de la rue Princesse a dû fermer ses portes. Le coup de jeune n'était peut-être pas à la hauteur des ambitions de Jean Castel qui a modifié les éclairages et les peintures vertes jugés « trop durs ». Le snobisme de la modernité définit certaines attitudes, certaines expressions : ne plus dire : « C'est beau ici », mais « Quel espace ! ». Qu'importe la définition un peu floue du Robert (« designer : décorateur moderne qui adopte le style design »), il faut mobiliser, se plier. Le designer est devenu la bonne conscience culturelle des gens de la mode et du luxe. L'heure est aux lieux « à signature » : André Putman pour l'horloger Ebel (place Vendôme), l'institut Carita (rue du Faubourg-Saint-Honoré) ; la boutique Chloé aménagée par Jean-Michel Wilmette (dès janvier) un bureau de relations publiques conçu par Pascal Mourgue ; les bureaux présidentiels imaginés par Jean Nouvel pour le nouvel immeuble Cartier de la rue François-Ier.

Rive gauche, il semble que l'on prenne plus de risques. Élie et Jacqueline Jacobson, qui s'étaient adressés à Philippe Starck il y a treize ans pour l'aménagement du show-room Dorothée Bis (dans

l'ex-platine du Latéa) ont fait appel en 1988 à Denis Colomb (Irid, Yoneda Kasuko) pour leur boutique de la rue de Sévres. Marie-Cristine Dorner, vingt-huit ans, révélée par ses meubles-plages en métal inspirés de l'origami japonais et d'ailleurs édités à Tokyo, réalise l'architecture intérieure et le mobilier de la Villa, un hôtel de trente-cinq chambres qui ouvrira ses portes rue Jacob à la fin du mois.

Hélas, cette jolote façade médiatique cache pourtant en France une réalité plus sombre. Selon une étude réalisée par l'Institut de promotion de l'ameublement (IPE), le « Contemporain de création » (car il existe un contemporain « rustique », un autre « jeune », et un quatrième « moderne »), ne représenterait que 1 % du marché du meuble contemporain, secteur lui-même minoritaire, estimé à 28,5 % du chiffre global.

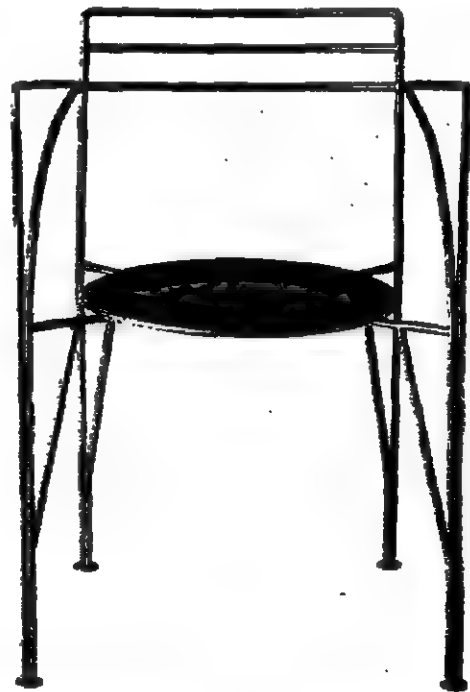
Le retour à l'authentique, aux racines, justifie aujourd'hui le succès du style néo-classique, des copies d'esprit régional. « Les Provinciales », lancées il y a douze ans par Roche et Bobois représentent aujourd'hui 20 % du chiffre d'affaires français. D'un meuble, on n'exige plus qu'il change la vie mais qu'il rassure. Elle est loin l'époque où Roche et Bobois vendait les lignes strictes de Pierre Paulin aux instituteurs. Le best-seller de 1988 restera le canapé modulable, 100 % confort, signé par l'Allemand Hans Hopfer. Son nom : « Extracat ». Jamais on n'aura autant parlé de tendances, multiplié les emprunts au vocabulaire de la mode. La tendance est pourtant à l'intemporel, aux valeurs sûres : « Émotion », « Rigueur », « Mobilité » : tels seront les thèmes présentés au Salon du meuble ouvert pour la première fois en 1989 au public. Ce centre commercial-culturel (135 000 m<sup>2</sup>, 1 000 expositions) organisé à la Foire de Versailles remplacera donc « Habiter 88 », le Salon de la création contemporaine, dont les deux tentatives pourtant populaires - 40 000 visiteurs en 1988 à la Grande Halle de La Villette - n'ont pas convaincu les organisateurs de poursuivre l'expérience dans ce lieu sans doute trop « décalé ».

On trouvera également porte de Versailles, aussi imprévu qu'une tranche de jambon dans un Paris-bureau, l'exposition vitrine du Salon : « La Révolution française dans ses meubles ». Là encore, le musée-disant culturel n'évase pas la réalité : l'absence d'encre, de véritable coopération entre industriels français et « designers », alliance qui fait justement la force de l'Italie (premier exportateur mondial de meubles et de luminaires), dont la France est d'ailleurs le premier client... Cette coopération apparaît comme une priorité dans le pays qui « monte », l'Espagne,

grâce au dynamisme des fabricants catalans, du Salon international du design (SIDI), qui soutiennent leurs « designers » (Javier Mariscal, Jordi Casabianca, Joseph Vidal...), et même les Français : Marie Christine Dorner ou Christian Gavaille.

En France, le « ravalement » de l'image de marque, celle des catalogues de vente par correspondance, par exemple, semble

Aujourd'hui, l'encouragement à la création semble se réaliser en marge des grosses entreprises. Le succès du canapé Roset dessiné par Jean-Charles de Castelbajac peut-il à lui seul administrer la preuve du contraire ? Une nouvelle génération d'éditeurs se développe : Néotou, Xo, Christian Farjon, Fermob, en attendant les Barbères. Mais il ne s'agit jamais pour ces pionniers de diffusion en grande série. Le sacoch pour



Chaise Lune d'argent de Pascal Mourgue.

primer sur la volonté réelle de produire en grande série. On sait seulement que le système de l'appel « permanent » du VIA a permis de réaliser en neuf ans 900 produits émanant de 150 entreprises.

## Le réveil du luxe

Le réveil du luxe justifie des coups de cœurs tardifs (Daum pour Starck), des mariages inattendus : Vuitton-Gae Aulenti, Lafuma-Garouste et Bonetti, radicaux célébrés par la décoration des salons de couture de Christian Lacroix. Manque de chance, les lits transportables, la lampe-housse promise à 400 francs, sont restés à l'état de prototypes. Une exposition de ces créations chez quand même lieu dans une galerie de Milan. C'est ce qu'apparentent les créateurs en lisant la presse. Pierre Staudemeyer (Néotou) résume la situation avec humour : « On a d'un côté des artisans qui comprennent l'intérêt du modèle, mais refusent de prendre en compte la réalité économique. De l'autre, il y a les industriels réticents devant la nouveauté des formes ».

Néotou, c'est d'éditer. En attendant les Barbères, d'avoir vendu 350 exemplaires de la lampe-lune de Garouste et Bonetti, qui obtient il est vrai 3 500 F.

Small is beautiful. Les solutions individuelles se multiplient. Pascal Mourgue inaugure ces jours-ci la galerie Différences, avec Jean-Pierre Lorence, son fabricant de luminaires et ex-copain de l'École Camondo. Le menuisier de Garouste et Bonetti crée la société d'édition Fourtiture. C'est elle qui produira notamment la chaise Hiro Hino. En attendant les Barbères, jette d'ouvrir une boutique.

Autant d'effort, dont la portée peut paraître microscopique face à la force de l'industrie italienne. Autre obstacle à la diffusion de la création : le phénomène des rééditions massives (le fauteuil Club en simili cuir, la table Paquebot, les shakers chromés) vendus dans les lieux dits « pointus ».

Le public, qui pouvait se prétendre concerné il y a quelques années, semble choisir son camp, loin des galeries de meubles ou l'on n'ose pas rentrer, celles où parfois des étiquettes invitent le visiteur à ne pas s'asseoir, « parce

que c'est un proto », dit la vendeuse.

Les grands gagnants sont les récupérateurs de tendances, comme Habitat, ou du prêt-à-monter : le géant suédois Ikea qui vient d'ouvrir en France son cinquième magasin depuis 1981 (20 000 m<sup>2</sup> de surface en moyenne). Son chiffre d'affaires a atteint cette année 1 636 millions de francs.

L'écart se creuse. Comme dans la mode, on assiste à la lente séparation entre le consommateur et le créateur. D'un côté, le produit de masse, sans caractère et bon marché. De l'autre, l'image, le mode, un peu étroit et confidentiel des « séries limitées », des pièces uniques pour lieux très privés, visibles dans les magazines, on les livres. Très illustré, le tout récent Design aujourd'hui de Christine Collin, analyse justement les symptômes de la décadence - revanche de la représentation, du signe sur la fonction - tout en gardant la distance, l'humour et la clarté, si rares dans le domaine de la critique spécialisée.

## L'échec de 1993

Face à cet isolement, à ce repli, on se peut que se réjouir de la prochaine inauguration à Londres du Musée du design (juillet 1989), conçu comme un lieu d'exposition (800 m<sup>2</sup> de galeries permanentes), mais aussi de rencontres entre publics, industriels, étudiants et designers. Ses trois étages, sa bibliothèque, son restaurant et le magazine qu'il va éditer viendront peut-être nous rappeler que le design est d'abord une affaire de rangement, de machines et d'objets qui doivent améliorer notre vie quotidienne avant d'être un caprice de collectionneur.

L'initiative de l'opération, revient à Terence Conran (le père d'Habitat et de la toute nouvelle et gigantesque Coura's Shop de Londres, aménagée dans l'ancien immeuble Michelin). Il a su attirer le soutien du ministère de l'Industrie britannique - 650 000 livres - et celui d'autres sponsors comme Courtauld, Ford, Olivetti, Ois, Perrier, Sony. On ne manquera pas de fustiger la confusion des genres qui règne ici. Celle-ci a le mérite d'éviter le piège tendu au design français, fragile et médiatique, qui, à l'aube de 1992, divisé entre industriels complexes, distributeurs méfiants et créateurs-superstars risque de se voir confiné dans un art purement décoratif.

## LAURENCE BENAÏM

Royalton : 44 West Street, New York 10036. Tél. : 869 44 00.  
- Avant-première. The Most Contemporary French Furniture. Victoria and Albert Museum, Twentieth Century Gallery, Exhibition Road, SW 7 2RL, Londres. Jusqu'au 8 janvier.  
- The Coura's Shop, Michelin House, 81, Fulham Road, SW3 6 RD, A lire : Design aujourd'hui, Flammarion (200 F).



## FONTAINES

## Le Canyoneaustrate de Gérard Singer à Bercy



Le Canyoneaustrate, de Gérard Singer, a été réalisé entre 1986 et 1988, sur commande de la Ville de Paris, moyennant le cofinancement d'entreprises privées et de banques. Mais le projet remonte à 1982, lorsque les architectes Andrault et Paret ont pris contact avec des artistes afin qu'ils interviennent dans l'aménagement des abords du Palais omnisports de Bercy.

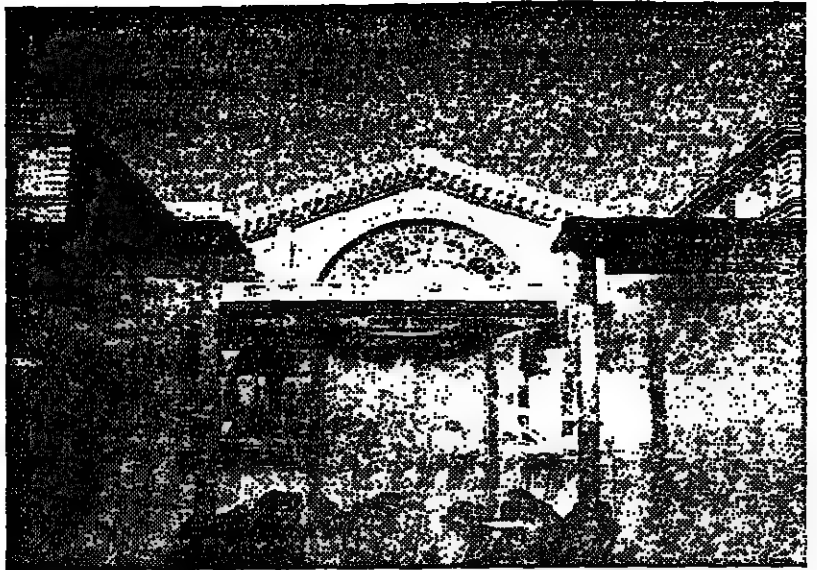
Si l'œuvre est conforme à l'esthétique de Gérard Singer, qui, depuis plus de vingt ans, réalise des environnements de rochers en béton (naguère colorés en bleu), l'artiste a adopté un parti particulièrement intéressant, propre à « nature » le site sans rien mettre au-dessus du niveau du sol. Son bassin-miroir, carré de 40 mètres de côté, effondré dans un

coin, lui-même contradictoire, est en opposition avec l'architecture-forteresse du palais omnisports, dans l'axe est duquel il est situé, et auquel pourtant il ne se mesure pas. L'eau qui reflète le ciel (et reflète plus tard les arbres du mail qui dissimuleront avantageusement l'hôtel voisin) s'écoule dans un mini Colorado de 5 mètres de profondeur formant cascades et chutes. Au gré des strates de béton dont le dessin a été calculé au ordinateur, et dont la réalisation a été effectuée à partir de moules en polystyrène découpés à la flamme.

Pour créer des images d'ordre naturel et de dessins de nature vierge. Meilleur point de vue : depuis les marches du Palais omnisports.

G. Br.

## Aqua candida de Michèle Blondel à la gare de l'Est



CETTE fois, il s'agit d'une commande de l'Etat. Qui a eu du mal à voir le jour : quatre ans, avec complications administratives, entre le ministère de la culture, le SNCF, puisque la fontaine est située gare de l'Est, et la RATP puisque la fontaine se trouve au-dessus d'une station de métro. Sans compter les difficultés techniques, Michèle Blondel ayant un goût tout particulier pour les petits détails et les matériaux rares. Qu'il s'agisse des blocs de cristal bleu, tout spécialement sortis des fours des usines de Baccarat, qui reposent en cercle dans le bassin triangulaire de marbre blanc, ou des rideaux d'eau tenus par des pans de verre dorés de plomb. Le tout forme un ne sait trop quel édifice,

ramassé (le triangle de marbre mesure 11 mètres de côté), transparent, surprenant par le traitement de l'eau dans tous ses états, en rubans, en gouttes, en buées, en vapeurs, en brouillards et en hautes. Un monument à la fois présent et absent, doux et tranchant, et pervers qui, finalement, tendrait plus du confessionnal que de l'abribus. Autour duquel on peut, de par son orientation et sa situation de triangle pointé vers les rails, l'Est, et les champs de bataille, bâtir toute une construction mentale, liée à notre histoire, mais aussi s'embarquer dans une histoire de chemin de dame toute personnelle.

G. Br.

## sources

mortes, les mégots, les papiers, les algues, qui bouchent les canalisations : bref, des problèmes d'entretien.

Et puis il faut recourir à des techniciens spécialisés, pour que cela puisse fonctionner. Tout cela doit être prévu, et coûte un peu cher. Mais peut-être pas tellement plus parfois qu'un parterre de bégonias.

L'artiste n'est évidemment pas apte à régler seul l'ensemble de ces problèmes techniques, et sa sculpture-fontaine est un chantier sur lequel se retrouvent diverses entreprises. Pour peu qu'il soit exigeant, on peut prévoir des difficultés de réalisation, des retards, des surcoûts, et quantité de pépins en cas de changement de commanditaire, comme toute commande publique d'ailleurs.

Il va sans dire que les trois œuvres récemment réalisées à Paris ont chacune en droit à leur lot de problèmes au niveau de la réalisation, mais elles sont là, fort intéressantes, très différentes, qui s'inscrivent très justement dans des sites déjà construits, en proposant leurs images d'eau physiques et mentales, des images de retour aux sources, ce qui manque le plus en ville.

GENEVIÈVE BRENETTE.

## Les « lacs » de Marta Pan à Brest



EN dépit de son nom, la rue de Siam à Brest ne donne guère à rêver. Elle est froide, droite, ventée et bordée d'immeubles qui comptent parmi ce que la reconstruction d'après-1945 a su créer de plus vilain et de plus triste. Pas la moindre imagination libérale, pas la moindre souplesse d'élégance ni de variété. En haut : la mer, sur une place qui est moins une place qu'un trop grand carrefour, avec quelques arbres pour cache-misère. En bas : un espace déformé, entrecoupé d'abris-bus adossés d'une station-service, vide en forme d'entonnoir et généralement ouvert au-dessus du port militaire et de la vallée de la Penfeld, que le vent entre dans la rue sans opposition et peut y jouer tout à son aise. L'étonnant n'est donc pas que la Communauté urbaine brestoise, qui procède depuis quelque temps à l'aménagement de la cité et fait appel à des artistes, ait songé à améliorer les lieux, mais qu'elle n'y ait songé qu'en 1986.

Comme il était hors de question de modifier en profondeur le quartier, de changer l'axe de la voie ou de reconstruire des places dignes de ce nom, il a été décidé de « réhabiliter » la rue aussi adroitement que possible. Terrible exercice : Marta Pan, qui en a été

chargée, a dû concevoir un projet de 1 kilomètre de long, qui puise à la fois embellir la perspective et remédier à l'absence d'un plan indifférent à la météorologie. Marta Pan, dont l'œuvre est de sculptures et de travaux sur les matériaux, le bois, la pierre et le métal, s'est donc faite urbaniste.

Elle a suggéré d'assurer l'unité du parcours grâce à une rivière. J'allais de cinq sources réparties — symboliquement ? — au pied de l'hôtel de ville, ce torrent artificiel descendrait jusqu'au port par une série de ressurgences, de cascades, de méandres et de fontaines. Son cours s'achèverait par une chute aménagée le long de la falaise de la Penfeld, où une passerelle permettrait d'admirer le spectacle au promeneur peu soucieux des embruns. Tentât à l'air libre, tantôt souterraine, cette fausse rivière apporterait quelque pittoresque à la monotone rue de Siam.

L'idée est ingénieuse, et aussi périlleuse qu'ingénieuse. Il faut varier sans cesse les effets d'eau — la faire couler, sourdre, tomber et glisser sans se répéter. Et adjoindre à ce dispositif des éléments architecturaux qui brisent autant que possible les terribles courants d'air. Marta Pan a songé à une pyramide à degrés, à un pas-

sage souterrain et à des éléments sculpturaux verticaux qui joueraient, par leur forme et leur nombre, le rôle de coupe-vent. Sur les plans, tout cela est prometteur, et l'on reconnaît sans peine les formes favorites de l'artiste, réparties le long du « parcours d'eau ».

De l'ensemble du projet, dont la Communauté urbaine a d'ores et déjà accepté les lignes directrices, on n'a encore construit que la partie centrale, un groupe de sept fontaines placées dans des « lacs » ronds répartis sur une distance d'une centaine de mètres. La géométrie règne en maître : ce sont des cônes et des cylindres de hauteur et de diamètre variés, tous de granit noir, sur lequel l'eau glisse jusqu'aux « lacs ». L'ensemble, en dépit du mouvement qui l'anime, impose essentiellement son ascétisme et sa monumentalité digne. Point de jeux d'eau, de jets et de remous baroques : des formes épurées, lisses et régulières, souvenir du Bauhaus révisé par le minimalisme. L'art de la fontaine est ici traité dans une tradition clairement « abstraite » et « peureuse », ennemie de toute licence décorative. Ces stèles, que Marta Pan s'est gardée de disposer en ligne, créent un espace en zigzag qui contraste heureusement la perspective rectiligne de la rue.

PHILIPPE DAGEN.

**TROMPE-L'ŒIL**  
Faux-marbre - Faux Bois  
Trumeaux  
TOUS PERSONNAGES  
par artiste-peintre Beaux-Arts  
Ecrire à Véro Pic qui répondra  
10, rue Saint-Marc, 75002 Paris

**GALERIE GUIOT**  
18, av. Matignon - Paris 8<sup>e</sup>  
42 66 65 84  
**ADDARI**  
Jusqu'au 5 janvier

**GALERIE DENISE RENÉ**  
196, bd Saint-Germain - Paris (7<sup>e</sup>). - Tél. : 42-22-77-57  
**AGAM**

**GALERIE JEANNE BUCHER**  
53, rue de Seine 75006-Paris (1) 43 26 22 52  
**AMADO**  
sculpture

**KAREL APPEL**  
RÉTROSPECTIVE 1937-1988  
Peintures, Sculptures, Gouaches  
**PARIS ART CENTER**  
36, rue Falguière - 75015 Paris  
Tél. : (1) 49.22.39.47  
Du Mardi au Samedi de 14 H à 19 H

**THEATRE DE LA BASTILLE** 43 57 42 14  
**En face**  
ou la chanson perdue  
de Michèle Guigon  
Mise en scène Anne Arigau, Michèle Guigon  
du 9 au 31 décembre à 19h30 dim. 18h  
relâche lundi et 24-25 décembre  
Alpha Fnac

(Publicité)  
**AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES D'ARTISTES**  
La SEMATEG est chargée par le département de Tarn et Garonne de réaliser une gendarmerie à Valence d'Agen. Dans le cadre de cette réalisation, un plan global d'aménagement a été établi, prenant en compte les abords de ce bâtiment et notamment la place Péguy.  
La SEMATEG lance un appel de candidatures afin de sélectionner les ARTISTES qui seront appelés à participer à un concours en vue de la réalisation d'une œuvre d'art destinée à être implantée sur cette place.  
Domaine d'intervention : sculpture.  
Les dossiers de candidature présentant les références (projets ou réalisations) devront parvenir avant le 15 janvier 1989 à 17 heures à l'adresse suivante : SEMATEG 12, rue de la Banque - BP 227, 82002 MONTAUBAN cedex.  
Des renseignements peuvent être fournis au (16) 43-20-24-44.

**DERNIÈRES**  
**THEATRE DE LA BASTILLE** 43 57 42 14 29 novembre au 31 décembre  
**Par les villages**  
de Peter Handke mise en scène Jean-Claude Fall

هكذا من الأصل



## ARTS ET SPECTACLES

## EXPOSITIONS

## Centre Georges Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33).  
T.L.J. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h.  
et jours fériés de 10 h à 18 h.

ALVARO ALTO. Du romantisme  
national à l'architecture viticole. Centre  
d'information CCI. Entrée : Entrée libre.  
Jusqu'au 23 janvier.

ACCROCHAGE DES COLLEC-  
TIONS D'ART CONTEMPORAIN DU  
MUSEE. Galeries contemporaines.  
Entrée : 16 F. Jusqu'au 29 janvier.

COMME UN BLOU. Galeries des  
brèves du CCI. Entrée : Entrée libre.  
Jusqu'au 9 janvier.

CHATEAUX BORDEAUX. Histoire et  
présent des architectures de la ché-  
dion de via. Galerie du CCI. Entrée : 15 F.  
Jusqu'au 20 février.

ENSEMBLE D'ENSEMBLES. Musée  
national d'Art moderne. Entrée : 22 F.  
Jusqu'au 23 mars.

THOMAS HUBERT. sept Bonn. Galeries  
contemporaines. Entrée : 16 F.  
Jusqu'au 29 janvier.

SITE ET SABLE. Ancien des enfants.  
Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 30 janvier.

JEAN TINGUELY. 1954 - 1987.  
Grande galerie - 5<sup>e</sup> étage. Entrée : 30 F.  
Jusqu'au 21 mars.

Musée d'Orsay  
1, rue de Bellechasse (40-49-48-14). T.L.J.  
de 10 h à 18 h, dim. de 9 h à 18 h.  
et jours fériés de 10 h à 18 h.

L'AGE MUR DE CAMILLE CLAU-  
DEL. Exposition descriptives. Entrée : 23 F.  
(billet d'accès au musée). Jusqu'au 8 jan-  
vier.

L'ARCHITECTURE HOSPITA-  
LIERE AU XIX<sup>e</sup> SIECLE. L'EXEMPLE  
PARISIEN. Exposition descriptives. Entrée : 23 F.  
(billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 jan-  
vier.

CÉZANNE. Les années de jeunesse  
1859-1872. Entrée : 30 F. Jusqu'au 31  
décembre.

DESSINS D'ALEXANDRE HESSE.  
Photographies descriptives - exposi-  
tion descriptives. Entrée : 23 F. (billet d'accès  
au musée). Jusqu'au 22 janvier.

L'ENFANT ET L'IMAGE AU XIX<sup>e</sup>  
SIECLE. Exposition descriptives. Entrée : 23 F.  
(billet d'accès au musée). Jusqu'au 8 jan-  
vier.

BURS ET CANAUX DE VENISE -  
LES ALBUMS PUBLIES PAR ONGA-  
NIA. Photographies descriptives - exposi-  
tion descriptives. Entrée : 23 F. (billet d'accès  
au musée). Jusqu'au 22 janvier.

Palais du Louvre  
Entrée gratuite sur la base de l'admission  
(42-40-59-26). T.L.J. de 9 h à 18 h  
et jours fériés de 10 h à 18 h.

PEINTRES REMBRANDEQUES AU  
LOUVRE. Pavillon de Flore. Entrée : 20 F.  
(billet d'accès au musée). Jusqu'au 27 mars.

REMBRANDT ET SON ECOLE -  
DESSINS DU MUSEE DU LOUVRE.  
Pavillon de Flore. Entrée : 20 F. (billet d'accès  
au musée). Jusqu'au 30 janvier.

Musée d'Art moderne  
de la Ville de Paris  
11, av. du Président-Wilson (47-23-61-37).  
T.L.J. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h.  
et jours fériés de 10 h à 18 h.

LA PHOTOGRAPHIE ET LE PHO-  
TOGRAPHIE. Sélection de photographies  
à partir des collections du Musée. Entrée :  
15 F. Jusqu'au 26 février.

VIVA DI ROSA. Musée des Enfants.  
Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 décembre.

ALICE SPRINGS. Portraits récents.  
Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 décembre.

Grand Palais  
Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-  
Eisenhower.

MOI ET LES AUTRES. PORTRAITS  
DE JACQUES-HENRI LARTIGUE.  
(42-56-37-11). T.L.J. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h.  
et jours fériés de 10 h à 18 h.

SEICENTO. Le siècle de Caravage  
dans les collections françaises. Galeries  
nationales (42-56-09-24). T.L.J. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h.  
et jours fériés de 10 h à 18 h.

Cité des sciences  
et de l'industrie  
30, av. Corentin-Leprieux (46-42-13-13).  
Mer. jeu. ven. de 10 h à 18 h, mar. de 12 h à 18 h.  
dim. de 10 h à 18 h.

THOMAS HUBERT. sept Bonn. Galeries  
contemporaines. Entrée : 16 F.  
Jusqu'au 29 janvier.

SITE ET SABLE. Ancien des enfants.  
Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 30 janvier.

JEAN TINGUELY. 1954 - 1987.  
Grande galerie - 5<sup>e</sup> étage. Entrée : 30 F.  
Jusqu'au 21 mars.

Musée d'Orsay  
1, rue de Bellechasse (40-49-48-14). T.L.J.  
de 10 h à 18 h, dim. de 9 h à 18 h.  
et jours fériés de 10 h à 18 h.

L'AGE MUR DE CAMILLE CLAU-  
DEL. Exposition descriptives. Entrée : 23 F.  
(billet d'accès au musée). Jusqu'au 8 jan-  
vier.

L'ARCHITECTURE HOSPITA-  
LIERE AU XIX<sup>e</sup> SIECLE. L'EXEMPLE  
PARISIEN. Exposition descriptives. Entrée : 23 F.  
(billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 jan-  
vier.

CÉZANNE. Les années de jeunesse  
1859-1872. Entrée : 30 F. Jusqu'au 31  
décembre.

DESSINS D'ALEXANDRE HESSE.  
Photographies descriptives - exposi-  
tion descriptives. Entrée : 23 F. (billet d'accès  
au musée). Jusqu'au 22 janvier.

L'ENFANT ET L'IMAGE AU XIX<sup>e</sup>  
SIECLE. Exposition descriptives. Entrée : 23 F.  
(billet d'accès au musée). Jusqu'au 8 jan-  
vier.

BURS ET CANAUX DE VENISE -  
LES ALBUMS PUBLIES PAR ONGA-  
NIA. Photographies descriptives - exposi-  
tion descriptives. Entrée : 23 F. (billet d'accès  
au musée). Jusqu'au 22 janvier.

Palais du Louvre  
Entrée gratuite sur la base de l'admission  
(42-40-59-26). T.L.J. de 9 h à 18 h  
et jours fériés de 10 h à 18 h.

PEINTRES REMBRANDEQUES AU  
LOUVRE. Pavillon de Flore. Entrée : 20 F.  
(billet d'accès au musée). Jusqu'au 27 mars.

REMBRANDT ET SON ECOLE -  
DESSINS DU MUSEE DU LOUVRE.  
Pavillon de Flore. Entrée : 20 F. (billet d'accès  
au musée). Jusqu'au 30 janvier.

Musée d'Art moderne  
de la Ville de Paris  
11, av. du Président-Wilson (47-23-61-37).  
T.L.J. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h.  
et jours fériés de 10 h à 18 h.

LA PHOTOGRAPHIE ET LE PHO-  
TOGRAPHIE. Sélection de photographies  
à partir des collections du Musée. Entrée :  
15 F. Jusqu'au 26 février.

VIVA DI ROSA. Musée des Enfants.  
Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 décembre.

ALICE SPRINGS. Portraits récents.  
Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 décembre.

Grand Palais  
Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-  
Eisenhower.

MOI ET LES AUTRES. PORTRAITS  
DE JACQUES-HENRI LARTIGUE.  
(42-56-37-11). T.L.J. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h.  
et jours fériés de 10 h à 18 h.

SEICENTO. Le siècle de Caravage  
dans les collections françaises. Galeries  
nationales (42-56-09-24). T.L.J. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h.  
et jours fériés de 10 h à 18 h.

Cité des sciences  
et de l'industrie  
30, av. Corentin-Leprieux (46-42-13-13).  
Mer. jeu. ven. de 10 h à 18 h, mar. de 12 h à 18 h.  
dim. de 10 h à 18 h.

THOMAS HUBERT. sept Bonn. Galeries  
contemporaines. Entrée : 16 F.  
Jusqu'au 29 janvier.

SITE ET SABLE. Ancien des enfants.  
Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 30 janvier.

JEAN TINGUELY. 1954 - 1987.  
Grande galerie - 5<sup>e</sup> étage. Entrée : 30 F.  
Jusqu'au 21 mars.

Musée d'Orsay  
1, rue de Bellechasse (40-49-48-14). T.L.J.  
de 10 h à 18 h, dim. de 9 h à 18 h.  
et jours fériés de 10 h à 18 h.

L'AGE MUR DE CAMILLE CLAU-  
DEL. Exposition descriptives. Entrée : 23 F.  
(billet d'accès au musée). Jusqu'au 8 jan-  
vier.

L'ARCHITECTURE HOSPITA-  
LIERE AU XIX<sup>e</sup> SIECLE. L'EXEMPLE  
PARISIEN. Exposition descriptives. Entrée : 23 F.  
(billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 jan-  
vier.

CÉZANNE. Les années de jeunesse  
1859-1872. Entrée : 30 F. Jusqu'au 31  
décembre.

DESSINS D'ALEXANDRE HESSE.  
Photographies descriptives - exposi-  
tion descriptives. Entrée : 23 F. (billet d'accès  
au musée). Jusqu'au 22 janvier.

L'ENFANT ET L'IMAGE AU XIX<sup>e</sup>  
SIECLE. Exposition descriptives. Entrée : 23 F.  
(billet d'accès au musée). Jusqu'au 8 jan-  
vier.

BURS ET CANAUX DE VENISE -  
LES ALBUMS PUBLIES PAR ONGA-  
NIA. Photographies descriptives - exposi-  
tion descriptives. Entrée : 23 F. (billet d'accès  
au musée). Jusqu'au 22 janvier.

Palais du Louvre  
Entrée gratuite sur la base de l'admission  
(42-40-59-26). T.L.J. de 9 h à 18 h  
et jours fériés de 10 h à 18 h.

PEINTRES REMBRANDEQUES AU  
LOUVRE. Pavillon de Flore. Entrée : 20 F.  
(billet d'accès au musée). Jusqu'au 27 mars.

REMBRANDT ET SON ECOLE -  
DESSINS DU MUSEE DU LOUVRE.  
Pavillon de Flore. Entrée : 20 F. (billet d'accès  
au musée). Jusqu'au 30 janvier.

Musée d'Art moderne  
de la Ville de Paris  
11, av. du Président-Wilson (47-23-61-37).  
T.L.J. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h.  
et jours fériés de 10 h à 18 h.

LA PHOTOGRAPHIE ET LE PHO-  
TOGRAPHIE. Sélection de photographies  
à partir des collections du Musée. Entrée :  
15 F. Jusqu'au 26 février.

VIVA DI ROSA. Musée des Enfants.  
Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 décembre.

ALICE SPRINGS. Portraits récents.  
Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 décembre.

Grand Palais  
Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-  
Eisenhower.

CRÉATIONS DE MODE. CRÉA-  
TIONS D'IMAGES. Musée des Arts  
décoratifs, 109, rue de Rivoli (42-60-  
32-14). T.L.J. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h.  
et jours fériés de 10 h à 18 h.

LES GRANDS CHANTIERS. BUREL  
PHOTOGRAPHIES, DESSINS. Œuvres  
de l'architecte et de l'ingénieur autour de  
1900. Musée-galerie de la Seine, 12, rue  
Surcouf (45-56-60-17). T.L.J. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h.  
et jours fériés de 10 h à 18 h.

L'ELEGANCE FRANÇAISE AU  
CINEMA. Musée de la Mode et du Cos-  
tume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I-  
er-de-Serbie (47-20-85-23). T.L.J. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h.  
et jours fériés de 10 h à 18 h.

LE TEMPS DE LA VILLE. Maison de  
la Ville, 30, av. Corentin-Leprieux (42-78-  
70-00). T.L.J. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h.  
et jours fériés de 10 h à 18 h.

SAFFICHENT. Musée de la publicité,  
18, rue de Paradis (42-46-13-09). T.L.J. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h.  
et jours fériés de 10 h à 18 h.

UN VILLAGE AU TEMPS DE  
CHARLEMAGNE. Musée national des  
arts et traditions populaires, 6, av.  
Vincennes (45-00-70-00). T.L.J. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h.  
et jours fériés de 10 h à 18 h.

LA VIE ET L'ART DES INUIT DU  
NORD QUÉBÉCOIS. Musée de l'Homme,  
21, rue de Valenciennes (42-78-41-10). T.L.J. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h.  
et jours fériés de 10 h à 18 h.

ELIZABETH FRANKHEIM. Galerie  
d'art internationale, 12, rue Jean-Ferrand  
(43-48-24-28). Jusqu'au 28 janvier.

RIIPERT GARCIA. New York. Galerie  
Claude Samuël, 18, pl. des Vosges (42-  
77-16-77). Jusqu'au 7 janvier.

GILLOU. Galerie Dina Vincy, 34, rue  
Jacot (42-60-23-18). Jusqu'au 31 janvier.

GOLUB. BOGOSIAN. SICC. Galerie  
Dorthea Speyer, 6, rue Jacques-Callot (43-  
54-78-41). Jusqu'au 22 décembre.

EVE GRAMATZEL. Galerie Bernard  
Jordan, 32-34, rue du Temple (42-72-  
39-84). Jusqu'au 7 janvier.

RAYMOND HAINS. Galerie Payan-  
Mabou, 56, rue de Valenciennes (42-78-  
41-10). Jusqu'au 26 février.

ALEXANDRE HOLLAN. Galerie  
Nana Stern, 26, rue de Charonne (48-06-  
78-84). Jusqu'au 23 décembre.

RESCOR. Galerie de France,  
50-52, rue de la Verrerie (42-74-58-00).  
Jusqu'au 7 janvier.

DONALD RUDD. BOY LIGHTEN-  
STEIN. FRANK STELLA. Galerie Daniel  
Temple, 38, rue de Valenciennes (42-78-  
41-10). Jusqu'au 31 décembre.

ALEXIS DE KERMOAL. Galerie  
Lacourrière Frémin, 23, rue Saint-Croix-  
de-la-Bretonnerie (42-74-02-30). Jusqu'au  
14 janvier.

GEORGES KOSKAS. Le côté des jeunes  
filles en France. Galerie Raphaël, 12, rue Pavée  
(48-57-50-36). Jusqu'au 3 mars.

LEONARD. Espaces multiples. Galerie  
Carnegie, 39, rue de Valenciennes (42-78-  
41-10). Jusqu'au 17 janvier.

X. LONGOARDI. Pictorial abstrait de  
1982 à 1985. Galerie Cella Méria,  
17, rue de Valenciennes (42-74-02-30). Jusqu'au  
14 janvier.

LUTZ. Sculptures récentes. Galerie du  
Dragon, 19, rue du Dragon (42-48-44-19).  
Jusqu'au 14 janvier.

MAGRITTE. Le dessin caché.  
Galerie Ley Bachelard, 35, rue de Valenciennes  
(42-74-02-30). Jusqu'au 3 janvier.

MICHAUX. ALECHINSKY. Galerie  
Lelong, 13-14, rue de Valenciennes (42-78-  
41-10). Jusqu'au 14 janvier.

OLIVIER. MOOREHEAD. Galerie  
Browns et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-  
78-41-10). Jusqu'au 31 décembre.

JUAN MUÑOZ. Galerie Ghislaine  
Husson, 5 bis, rue des Harpandiers (48-  
57-49-91). Jusqu'au 23 décembre.

MYTHOLOGIE DU SURREALISME.  
Max Ernst, Hans - Maxime, Matta. Galerie  
Jeanne Castel, 3, rue du Cirque (42-59-  
71-34). Jusqu'au 31 décembre.

NABE. NABAS. Galerie Montigny,  
31, rue de Valenciennes (42-74-02-30). Jusqu'au  
31 décembre.

NATURES MORTES. Galerie Dorthea  
Speyer, 6, rue Jacques-Callot (43-54-78-41).  
Jusqu'au 14 janvier.

MAX NEUMANN. HELLIA SANTA-  
ROSSA. THOMAS LANGE. Trois peintres  
hermites. Galerie Pierre Birschtzky,  
156, bd Haussmann (45-62-89-84).  
Jusqu'au 14 janvier.

GEORGES NOËL. Galerie Franck  
Bernard Bastille, 4, rue Saint-Sabin (43-53-  
34-07). Jusqu'au 31 décembre.

MICHEL OBRERACH. Galerie Yvon  
Lambert, 5, rue de Valenciennes (42-78-  
41-10). Jusqu'au 31 décembre.

STEVEN PAREINO. Galerie Sylvana  
Lorenz, 13, rue Chapin (48-04-53-02).  
Jusqu'au 21 janvier.

PEINTRES A DECOUVRIR. Galerie  
Peinture fraîche, 29, rue de Bourgogne (45-  
51-00-85). Jusqu'au 7 janvier.

A-B. FENCK. Galerie Bernaboni, 80, rue  
de Valenciennes (42-74-02-30). Jusqu'au 18 jan-  
vier.

SEGMAR POLKE. Peintures récentes.  
Galerie Crouzet-Robinet, 40, rue  
Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 17 jan-  
vier.

LOUIS PONS. Galerie Claude Bernard,  
74, rue de Valenciennes (42-78-41-10).  
Jusqu'au 28 janvier.

JEAN ARMAND. Galerie Jeanne-  
Bucher, 33, rue de Valenciennes (42-78-41-10).  
Jusqu'au 10 janvier.

LES ANNÉES BAUBAUS. Galerie  
Franziska Baudouin, 11, rue de Valenciennes  
(42-78-41-10). Jusqu'au 31 décembre.

DIETER APPELT. Galerie Boudouin  
Lebon, 34, rue de Valenciennes (42-78-41-10).  
Jusqu'au 31 décembre.

AVANT-GARDE RUSSE, 1910-1930.  
Galerie Georges Luvier, 42, rue Beaunoy  
(42-72-11-19). Jusqu'au 31 décembre.

LEWIS BALTZ. Galerie Michèle Cho-  
netta, 24, rue Beaunoy (42-78-05-02).  
Jusqu'au 23 décembre.

E-J. BELLOC. Galerie I. et J. Dou-  
guy, 37, rue de Valenciennes (42-78-41-10).  
Jusqu'au 24 décembre.

BLAIS. Galerie Yvon Lambert, 108, rue  
Vieljeux-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au  
30 décembre.

NORMAN BLUMH. Galerie Stadler,  
51, rue de Valenciennes (42-78-41-10). Jusqu'au  
14 janvier.

JEAN BOUCHET. Les années cha-  
quées. Galerie de la Culture, 3, rue Visconti  
(43-26-42-90). Jusqu'au 14 janvier.

REMI BOURQUIN. Galerie Jacqueline  
Felman Bastille, 8, rue Popincourt (47-00-  
87-71). Jusqu'au 7 janvier.

DANIEL BUREN. Galerie Daniel Tem-  
ple, 38, rue de Valenciennes (42-78-41-10).  
Jusqu'au 31 décembre.

OBELIA CARDINALIS. Galerie  
Guthrie Ballin, 47, rue de Valenciennes (47-00-  
32-10). Jusqu'au 15 janvier.

ALEX CASSEL. Galerie Albert Loh,  
12, rue des Beaux-Arts (46-33-06-87).  
Jusqu'au 14 janvier.

LES CENT BEAUTÉS. Révélés et  
glossés par Gal-Q (1774-1828). Galerie  
Gérald Levy, 17, rue de Valenciennes (42-61-  
26-53). Jusqu'au 30 janvier.

CINEMA. CINEMAS : BUJOUX,  
TOULES, STARS, SALLES, BOXES ET

12 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au  
13 février.

ARY SCHEFFER ET SON ENTOU-  
RAGE. Musée de Vie romantique, maison  
Remy-Scheffer, 16, rue Chapelle (43-74-  
55-58). T.L.J. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h.  
et jours fériés de 10 h à 18 h.

LE SYMBOLISME DANS LES COL-  
LECTIONS DU PETIT PALAIS. Musée  
du Petit Palais, av. Winston Churchill (42-  
65-12-73). T.L.J. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h.  
et jours fériés de 10 h à 18 h.

OTTO DOX. Dessins de guerre 1912-  
1917. Galerie Tendances, 105, rue Quin-  
ampoix (42-78-61-79). Jusqu'au 18 jan-  
vier.

HELMUT DORNIER. Galerie Philippe  
Castel, 13, rue Chapin (48-04-00-34).  
Jusqu'au 22 décembre.

DEUILLET. Masques, suite à  
Sonnambule. Galerie Pascal Cabot, 80, rue  
Quincampoix (48-04-04-84). Jusqu'au 8 jan-  
vier.

MIGUEL EGANA ET MINI DABA.  
Galerie de Paris, 6, rue du Pont-de-Lois  
(43-25-42-63). Jusqu'au 23 décembre.

ELIZABETH FRANKHEIM. Galerie  
d'art internationale, 12, rue Jean-Ferrand  
(43-48-24-28). Jusqu'au 28 janvier.

RIIPERT GARCIA. New York. Galerie  
Claude Samuël, 18, pl. des Vosges (42-  
77-16-77). Jusqu'au 7 janvier.

GILLOU. Galerie Dina Vincy, 34, rue  
Jacot (42-60-23-18). Jusqu'au 31 janvier.

GOLUB. BOGOSIAN. SICC. Galerie  
Dorthea Speyer, 6, rue Jacques-Callot (43-  
54-78-41). Jusqu'au 22 décembre.

EVE GRAMATZEL. Galerie Bernard  
Jordan, 32-34, rue du Temple (42-72-  
39-84). Jusqu'au 7 janvier.

RAYMOND HAINS. Galerie Payan-  
Mabou, 56, rue de Valenciennes (42-78-  
41-10). Jusqu'au 26 février.

ALEXANDRE HOLLAN. Galerie  
Nana Stern, 26, rue de Charonne (48-06-  
78-84). Jusqu'au 23 décembre.

RESCOR. Galerie de France,  
50-52, rue de la Verrerie (42-74-58-00).  
Jusqu'au 7 janvier.

DONALD RUDD. BOY LIGHTEN-  
STEIN. FRANK STELLA. Galerie Daniel  
Temple, 38, rue de Valenciennes (42-78-  
41-10). Jusqu'au 31 décembre.

ALEXIS DE KERMOAL.











# Y'a de la joie



Europe 1  
est fier et heureux,  
Monsieur Trenet,  
d'avoir parrainé  
votre spectacle  
pour votre retour à Paris.  
Bravo,  
pour votre merveilleuse pêche.

*Charles  
Vu  
par Trenet!*

Au théâtre du Châtelet avec la Fondation Société Générale pour la musique,  
jusqu'au 31 décembre. Location tél.: 40 28 40 28.

**EUROPE 1**  
C'est la pêche.

هكذا من الأصل

roit.  
Or  
nait  
le  
mo-  
pec-  
surs  
de  
rme  
née  
s et  
sys-  
cité  
en  
arti-  
jon.  
son  
aux  
des  
fait  
né-  
ges-

avec  
lale-  
pec-  
tion  
par  
un  
surs  
s six  
rant  
hui  
ins-  
lers,  
nts,  
de  
six  
qui  
onu  
pec-  
our  
ions  
la  
ne  
r le  
mu-  
e le  
né-  
des  
mon  
ient

pro-  
sue  
itre,  
insi  
pec-  
ont  
tion  
spo-  
aux  
non  
nos-  
t de  
nos  
eux  
t de



## Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi et dimanche-matin. Signification des symboles : **P** Programmé dans « Le Monde radio-télévision » **F** Film à éviter **O** On peut voir **N** Ne pas manquer **M** Chef-d'œuvre ou classique.

## Mercredi 21 décembre

## TF 1

20.40 Variétés : Sacré soirée. Invités : Michel Drucker, Line Renaud, Ornella Muti. Variétés : Maureen, Eighth Wonder, Pet Shop Boys. 22.30 Magazine : Ex libris Expliquez-moi ; Tête à tête ; Exploration ; Extérieur livre. 23.35 Journal et météo. 23.55 Série : Drôles d'histoires. 0.20 Série : L'homme à poigne. 1.05 Série : Papa et moi. 1.40 Documentaire : Le chemin des Indiens morts. 2.35 Documentaire : Histoire naturelle. 3.05 Série : Drôles d'histoires. 3.30 Magazine. 3.50 Documentaire : Histoire naturelle. 4.40 Le chemin des Indiens morts. 5.30 Série : L'homme à poigne.



Ouvrez tous les jours de 9h00 à 24h00 de matin. Mouvement Service Adult 24-12 code DRUGSTORE.

## A 2

20.40 Feuilleton : Nord et Sud II. 22.15 Flash d'informations. 22.30 Magazine : Annonces d'été. 23.30 Informations : 24 heures Magazine : Figures. De Jacques Chancel. Invité : Raymond Devos.

## FR 3

20.30 Opéra : Le trouvère. Opéra en quatre actes de Giuseppe Verdi, livret de Salvatore Cammarano, avec Eva Marton, Dolores Zallio, Luciano Pavarotti, Saverio Riccio, Jean-François, Marie-Françoise, Mark Baker et les chœurs et l'orchestre du Metropolitan Opera (retransmis en simultané et en audio sur France-Musique). 23.00 Journal et météo. 23.25 Magazine : Océaniques. Cycle Glenn Gould. 23.50 Documentaire : Mémoires d'homme. Les témoins de Longwy.

## CANAL PLUS

21.00 Cinéma : L'équipée du Cannonball. Film américain de Hal Needham (1981). 22.35 Flash d'informations. 22.40 Cinéma : Le jour des morts-vivants. Film américain de George A. Romero (1985). 0.28 Cinéma : Le millionnaire. Film américain de George Cukor (1960). Avec Marilyn Monroe, Yves Montand (v.o.). 2.05 Concert : David Bowie. Glass Spider Tour.

## LA 5

20.30 Téléfilm : Les grades de Top Gun. 22.15 Téléfilm : Chasse à l'homme. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Les épreuves de feu. 1.55 Un ours pas comme les autres. 2.50 Journal de la nuit. 2.55 Petit déjeuner complet. 3.50 Vive la vie ! 4.05 Volez, volez.

## M 6

20.30 Téléfilm : Panique dans l'ascenseur. 21.45 Série : Drôles de dames. 22.35 Magazine : Ondes de choc. 23.00 Série : Portraits crachés. Ronald Reagan, la reine d'Angleterre, Margaret Thatcher. Personne d'échappe à l'humour corréol de John Blair et John Lloyd. 23.25 Journal. 23.35 Musique : Concert. Nicole Croisille. 0.25 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Les saintes chéries (12 épisodes). 2.25 Feuilleton : La kermesse des brigands (2 épisodes). 2.50 Documentaire : S'il te plaît, montre-nous nos histoires. 3.15 Documentaire : Portrait d'homme d'Etat. Giulio Andreotti. 4.05 Documentaire : S'il te plaît, montre-nous nos histoires. 4.30 Variétés : Carabine FM. 4.55 La kermesse des brigands. 5.20 Les saintes chéries. 5.45 Musique : Boulevard des clips.

## FRANCE-CULTURE

20.30 Tiro à la langue ! Le latin, mort ou vif ? 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse, du Canada. 22.00 Commentaire des radios publiques de langues françaises. 22.40 Nuits magiques. Les serveuses. 2. La manager et les serveuses. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Code. Keith Richards.

## FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 15 octobre au Metropolitan Opera de New-York) : Le trouvère, de Verdi, par les chœurs et l'orchestre du Metropolitan Opera de New-York, dir. James Levine ; sol. : Eva Marton, Dolores Zallio, Luciano Pavarotti, Saverio Riccio, Jean-François, Marie-Françoise, Mark Baker et les chœurs. En direct du Village 7, rue Gouffier, Paris-6 ; le trio du pianiste Michel Grallier.

## Jeudi 22 décembre

## TF 1

13.35 Feuilleton : Cinq Ours. 14.25 Série : Arabes Lupin. 15.20 Feuilleton : Pense café (1<sup>er</sup> épisode). 16.15 Quatre à Vincennes. 16.25 Chah Dorothea Noël. Jeu set et match ; Tu chantes, tu gagnes ; Docteur Shump ; Juliette le t'aima ; Les chevaliers du zodiaque ; Flashman. 18.00 Série : Max Housier. 18.50 Arde de recherche. 19.00 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.25 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal, météo et Tapas vert. 20.30 Variétés : Le Victor de l'aventure. En direct de la Cité des sciences et de l'industrie à La Villette. Avec Claude Nongaro, Yves Dutel, Alain Souche, Véronique Jausot, Le Choral de Bondy, Étienne Daho... 22.25 Cinéma : Nana. Film français de Christian-Jaque (1953). Avec Marlene Dietrich, Charles Boyer, Walter Chiari, Jacques Castelot. A voir pour Marlene Dietrich et son opéra. 23.00 Journal et météo. 0.45 Série : Drôles d'histoires. 1.05 Série : L'homme à poigne. 2.05 Série : Papa et moi. 2.25 Documentaire : Le chemin des Indiens morts. 3.15 Série : Drôles d'histoires. 3.40 Documentaire : Histoire naturelle. 4.05 Musique. 4.15 Série : Drôles d'histoires. 4.40 Le chemin des Indiens morts. 5.30 Série : L'homme à poigne.

## A 2

13.45 Feuilleton : Jeanne d'Arc. 14.30 Série : Les mystères de l'Ouest. La nuit des ténés d'élite. 15.20 Documentaire : La planète miracle. 2. La grande figure. 16.10 Flash d'informations. 16.15 Magazine : Invités en fête. Invité : Gérard Jugnot. Dessins animés : La famille du Drogue. Les Schtroumpfs ; Archie classe. 17.55 Série : V. Joyeux Noël. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.10 Acteurs régionaux. 19.30 Flash de rire : Loft story. La saïte. 20.00 Journal et météo. 20.30 DNC. 20.40 Chère à Vienne chez moi, l'habite chez une copine. Film français de Patrice Leconte (1980). Avec Thérèse Liotard, Michel Blanc, Bernard Giraudeau, Anémone. 22.05 Flash d'informations. 22.10 Magazine : Résistance. Théâtre : Les réfugiés algériens au Pakistan. 23.25 Informations : 24 heures sur la 2. 23.45 Ballet : Arlequin magicien par amour. Ballet pantomime, chorégraphie d'Ivo Cramer, musique d'Edouard de Puy.

## FR 3

13.05 La famille Astro. 13.30 Feuilleton : Ah ! Tu m'as vu ? 13.57 Flash d'informations : Spécial Bourne. 14.00 Magazine : Regards de femme. 14.30 Jeu : La preuve par 3. 15.27 Flash d'informations : Faits de société. 15.30 Magazine : L'été Caroline. 17.00 Flash d'informations : Spécial jumeaux. 17.05 Dessins animés : Petit ours brun. 17.10 Série : Tom Sawyer. 17.30 Série : Zoom, zoom. 3. Stéphane Dolma, destination Himalaya. 18.00 Ascenseur pour l'aventure. 18.05 Magazine : Deviens un héros. 18.30 Jeu : Questions pour un champion. 19.00 Les 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.53 Dessins animés : Les contes magiques. 20.02 Jeux : La classe. 20.30 Variétés : L'écure de Noël. 21.55 Journal et météo. 22.28 Magazine : Océaniques. Un petit moment en Toscane. 23.15 Magazine : Décibels. Avec les Century Boys. 0.00 Documentaire : La pace et les gens. La vallée du troisième millénaire. 0.45 Documentaire : Architecture et géographie sacrée. 3. Le Mont Saint-Michel et l'Archange lumière.

## CANAL PLUS

13.30 Cinéma : Noyade interdite. Film français de Pierre Granier-Deferre (1987). Avec Philippe Noiret, Guy Marchand, Elizabeth Bourgoin. 15.05 Court métrage. Le chasseur Achov. Film d'animation comptable Akhmed. De Amin Djouzaev. 15.40 Cinéma : Ennemis intimes. Film français de Denis Amar (1987). Avec Michel Serrault, Wadecq Stanczak, Ingrid Held. 17.10 Documentaire : Les albums de sport. A la conquête d'une petite sous-marine. 17.40 Calvo cafin. SOS fantômes ; Le pia ; COPS.

## Audience TV du 20 décembre 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

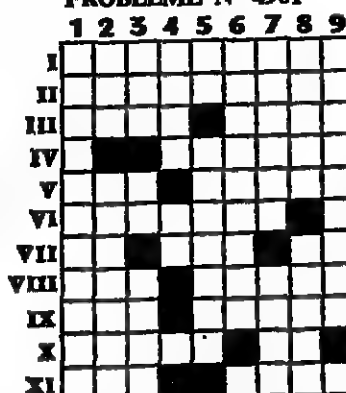
HORAIRE	FOYERS AVANT LE 19.12.88 (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	60,8	22,1	8,8	9,6	2,9	3,2	3,1
19 h 46	57,4	31,9	6,1	6,4	3,6	2,1	3,4
20 h 18	67,6	32,2	12,6	11,5	2,8	4,4	3,8
20 h 56	69,3	Hold-up	Exodus	Colère de Dieu	Château Des.	Altar	Droit charité
22 h 8	67,8	34,2	16,9	10,7	2,1	7,6	0,7
22 h 44	41,1	13,7	19,4	3,2	0,7	4,1	1,5

هكذا من الأصل

## Informations « services »

## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 4901



## HORIZONTALEMENT

I. Mis à la porte par un huissier. — II. Ne veut connaître que le père. — III. Fit payer cher. Résumé des poèmes irlandais. — IV. D'un ancien pays. V. Fut mise sur tables. En regardant Bombay, on peut dire qu'il est par là. — VI. De l'or en barres. — VII. Circulaient à Rome. Mot de reconnaissance. Ne semble jamais pressé. — VIII. En Serbie. Matus le bâton. — IX. Fleur. Gref. — X. Monter à la tête. Redevenir neuf quand on arrive au bout. — XI. Endroit où l'on voit le jour. Coq ou « singe ».

## VERTICALEMENT

I. Qu'on peut démontrer facilement. — 2. On y met tout ce qui est piquant. Pas occupée. — 3. Grosset en été. Dans le vent. N'est pas connu de l'argent. — 4. Organisation internationale. Invitation à faire le grand saut. — 5. Sortie des enfants. Prendre la moitié. — 6. Un procédé pour économiser la bière. — 7. Fournisseur du duvet. Etat étranger. — 8. Chantait dans les cours. Utile pour celui qui veut percer. — 9. Est difficile à obtenir quand il y a beaucoup de courants.

## Solution du problème n° 4900

## Horizontalement

I. Gautier. — II. Rieur. Eve. — III. Ne. Russes. — IV. L. Minuta. — V. Légitime. — VI. Erine. Erg. — VII. Nerf. Al. — VIII. Al. Oint. — IX. Ilotier. — X. Név. On. — XI. Sesterce.

## Verticalement

1. Grille-pain. — 2. Ailler. Iles. — 3. Néo. Glu. Ove. — 4. Tu. Minuttes. — 5. Irriter. — 6. Uni. Foens. — 7. Résumé. Ir. — 8. Vétéran. Oc. — 9. Pâte. Gitanes.

## GUY BROUTY.

## Semaine de la bonté

## Cas n° 6

Le budget de Colette D., cillatère, âgée de trente-huit ans, est complètement déséquilibré par la maladie. Une tuberculose osseuse avait déjà entraîné plusieurs interventions chirurgicales à la colonne vertébrale, deux ans de banquarisme et le port d'une minerve pendant cinq ans. La suite de ces soins provoqua en 1986 et 1987 une très forte détérioration de la mâchoire inférieure. Une intervention importante est nécessaire pour permettre à Colette de s'alimenter normalement. Elle réside à 200 kilomètres de la grande ville où se trouve le chirurgien-dentiste qui seul peut effectuer ces travaux dentaires difficiles. La Sécurité sociale ne prend en charge qu'une partie des soins et aucun frais de transport.

Trois courtisane et discrète, Colette D. fait quelques cours et heures de secrétariat pour vivre et payer son loyer. Peut-on l'aider avec d'autres à entreprendre ces soins importants ? Il faut 5 000 F.

Les dons sont à adresser à La semaine de la bonté, 4, place Saint-Germain-des-Prés, 75006 Paris. CCP Paris 4-52 X ou chèques bancaires. Tél. : (1) 45-44-18-81.

## EN BREF

● Noël sur la Seine. — Les 21, 22 et 23 décembre, de 14 heures à 17 h 30, le père Noël sera à bord des vedettes de Paris et d'Ile-de-France pour une croisière qui permettra aux parents et aux enfants de redécouvrir Paris et ses monuments. Départs et retours au pied de la tour Eiffel, quel que soit le lieu de départ. Parking gratuit assuré devant l'embarcadere, métro Bir-Hakeim. Prix : 145 F par personne.

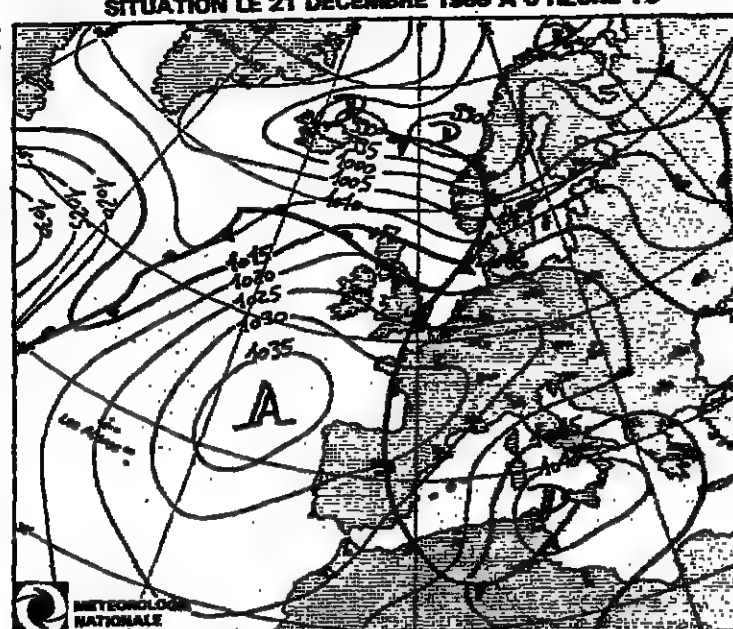
★ Remplacements et réservations : (1) 47-85-71-29.

● Crèches de Noël. — La Caisse nationale des monuments historiques propose, le 25 décembre à 15 heures, un circuit en autocar permettant de découvrir les plus intéressantes crèches de la capitale et leur histoire ainsi que celle des différents personnages qu'on y rencontre.

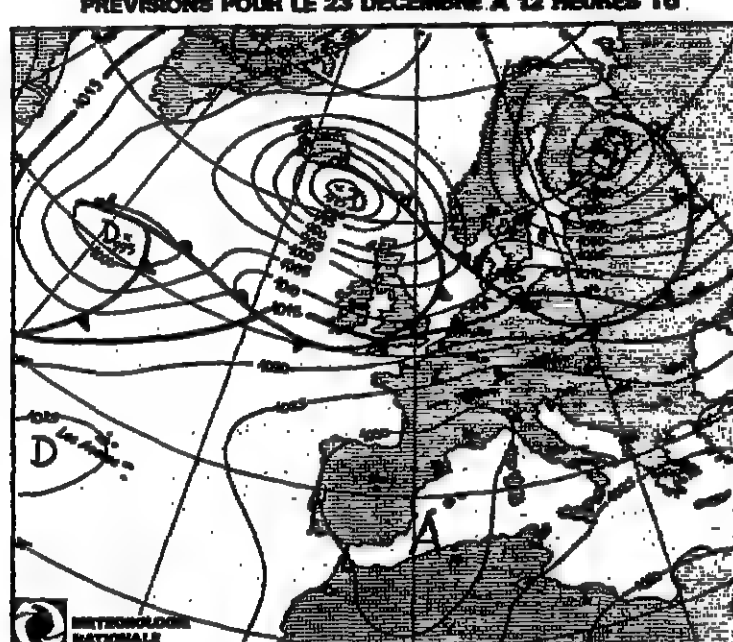
★ Inscription préalable au service conférences de la CNMH, 62, rue Saint-Antoine, 75004 Paris. Tél. : 42-74-44-50 ou 42-77-15-88. Tarif 100 F.

## MÉTÉOROLOGIE

## SITUATION LE 21 DÉCEMBRE 1988 À 0 HEURE TU



## PRÉVISIONS POUR LE 23 DÉCEMBRE À 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 21 décembre à 0 heure et le jeudi 22 décembre à 24 heures.

L'anticyclone (1035 hPa) centré sur le sud de la France repousse vers les îles britanniques la partie active des perturbations océaniques.

La moitié nord du pays sera tout de même affectée par un temps très nuageux et faiblement pluvieux.

Jeudi, grisaille au Nord soleil au Sud. La moitié Nord du pays, de la Bretagne et des Pays de Loire à l'Alsace et à la Franche-Comté, gardera tout au long de la journée un temps très nuageux avec quelques petites bruites passagères.

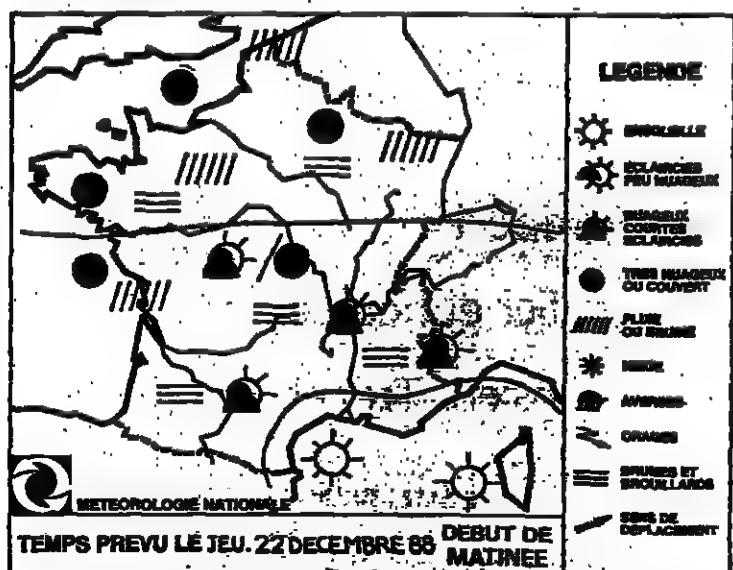
Les régions de la moitié sud, en revanche, bénéficieront d'une journée

sécheresse après dissipation des brumeux matinaux. Seules exceptions : le Puy-de-Dôme et l'ouest de l'Aquitaine, où l'après-midi s'annonce très nuageux et faiblement pluvieux.

Les températures minimales seront comprises entre 5 et 11 degrés sur le Nord-Ouest, 4 et 7 degrés du Nord au Centre, 1 et 3 sur le Nord-Est. Elles s'élèveront entre -1 et 4 degrés sur la moitié sud du territoire, hormis près des côtes où elles avoisineront 5 degrés.

Les températures maximales s'échelonneront entre 6 et 10 degrés pour atteindre 11 à 14 degrés dans le Sud-Est.

Le vent sera faible à modéré de secteur sud-ouest sur les régions septentrionales, nord à est sur les régions méridionales.



## TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 20-12-1988 à 8 heures TU et le 21-12-1988 à 8 heures TU

FRANCE	TOUTS	TOURS	LOZANNE	LYON	PARIS	STRASBOURG
AMBOISE 13 3 D	13 3 D	13 3 D	13 3 D	13 3 D	13 3 D	13 3 D
ANGERS 12 1 D	12 1 D	12 1 D	12 1 D	12 1 D	12 1 D	12 1 D
ARLES 8 1 D	8 1 D	8 1 D	8 1 D	8 1 D	8 1 D	8 1 D
BELLEVILLE 7 2 D	7 2 D	7 2 D	7 2 D	7 2 D	7 2 D	7 2 D
BREST 11 11 D	11 11 D	11 11 D	11 11 D	11 11 D	11 11 D	11 11 D
CAEN 6 3 C	6 3 C	6 3 C	6 3 C	6 3 C	6 3 C	6 3 C
CHERBOURG 9 6 C	9 6 C	9 6 C	9 6 C	9 6 C	9 6 C	9 6 C
CLERMONT-FERRAND 7 2 D	7 2 D	7 2 D	7 2 D	7 2 D	7 2 D	7 2 D
COGNAC 7 2 D	7 2 D	7 2 D	7 2 D	7 2 D	7 2 D	7 2 D
DIJON 7 2 D	7 2 D	7 2 D	7 2 D	7 2 D	7 2 D	7 2 D
GRENOBLE 7 2 D	7 2 D	7 2 D	7 2 D	7 2 D	7 2 D	7 2 D
LYON 7 2 D	7 2 D	7 2 D	7 2 D	7 2 D	7 2 D	7 2 D
MARSEILLE 11 11 D	11 11 D	11 11 D	11 11 D	11 11 D	11 11 D	11 11 D
NANCY 6 3 C	6 3 C	6 3 C	6 3 C	6 3 C	6 3 C	6 3 C
NANTES 6 3 C	6 3 C	6 3 C	6 3 C	6 3 C	6 3 C	6 3 C
NICE 17 5 D	17 5 D	17 5 D	17 5 D	17 5 D	17 5 D	17 5 D
PARIS-MONTAIGNE 10 2 D	10 2 D	10 2 D	10 2 D	10 2 D	10 2 D	10 2 D
REIMS 11 11 D	11 11 D	11 11 D	11 11 D	11 11 D	11 11 D	11 11 D
STRASBOURG 6 1 C	6 1 C	6 1 C	6 1 C	6 1 C	6 1 C	6 1 C

avec : brouillard ; C : ciel couvert ; D : dégagé ; N : nuageux ; O : orage ; P : pluie ; T : tempête ; \* : neige.

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



# Communication

## M. Jean-Claude Michaud déplore la « politisation excessive » de RFO

C'est un bilan sans nuances de ses deux ans à la tête de la radio-télévision publique d'outre-mer qu'a dressé mardi 20 décembre M. Jean-Claude Michaud, PDG de RFO. Nommé par la CNCL en 1986, ce proche du RPR trouvait « des réseaux de diffusion incomplets », « une situation immobilière précaire », « un statut du personnel inadéquat », « des budgets insuffisants », bref « un avenir incertain » face aux débuts de l'audiovisuel privé outre-mer. Deux ans plus tard, M. Michaud se prévaut de progrès dans quasiment tous les domaines.

Extension des réseaux, ouverture de la télévision à Mayotte et à Wallis, budget d'investissement triplé en trois ans, sont pour lui autant de signes d'une « gestion rigoureuse ». Une meilleure cohérence de la programmation, avec, en radio comme en télévision, un premier canal de programmation locale et un autre le plus proche possible d'une station métropolitaine (France Inter ou Antenne 2) grâce au satellite, sont selon M. Michaud des innovations bien accueillies par les populations. De même, il justifie par des sondages la confusion créée à Paris des journaux nationaux et internationaux, décidés sous sa présidence. Seules « des campagnes d'inspiration corporatiste » auraient critiqué cette formule, selon le plaidoyer *pro domo* édicté par RFO sous le titre « Un souffle nouveau ».

Pour M. Michaud, « en deux ans nous avons effacé une part considérable du retard de la radio-télévision d'outre-mer, acquis une maîtrise technique des satellites qui est un atout indéniable, et placé RFO en position d'être la grande station de la francophonie ».

Seule ombre à ce tableau : « La politisation excessive » de la société, due, selon M. Michaud, à la situation de monopole et à l'intérêt excessif du personnel politique d'outre-mer pour RFO. Une politisation qui a valu à RFO de nombreux rappels à l'ordre de la CNCL pour manquement au pluralisme. Pour le reste, le PDG se veut optimiste et répond aux rumeurs de démission qu'il ne voit « aucune raison de partir » avant la fin de son mandat, en décembre 1989.

D'autres observateurs ont une vision plus critique de RFO et des deux ans de mandat de

M. Michaud. Dans un rapport établi par un des principaux cadres de la maison, on parle ainsi de « société en état de non-fonctionnement », aux « perspectives nulles », au « développement technique anarchique ». Les syndicats, enhardis par le résultat de l'élection présidentielle, refusent depuis juin dernier de siéger dans un comité central d'entreprise aux côtés d'un PDG « qui a failli à sa mission » et dont ils ont déjà demandé le départ (Le Monde du 9 juillet).

### Le balancier

Enfin, le conseil d'administration de RFO n'a pas adopté le projet de budget pour 1989 de M. Michaud. Il demande des précisions pour sa prochaine réunion de janvier, et notamment des hypothèses tenant compte des objectifs nécessaires de décentralisation. Quant au développement international que M. Michaud fixe comme un des objectifs de RFO, grâce notamment à l'AITV (Agence internationale de télévision), il a tendance à stagner depuis... 1986.

En réalité, le problème de RFO n'est ni nouveau ni simple. Entre des stations régionales très autonomes — mais alors à la merci des pouvoirs locaux — ou une direction centralisée à des milliers de kilomètres, le balancier n'a pas encore trouvé de position stable. Et les alternances politiques renforcent le rôle de « funambule » du PDG. A quelques semaines de la mise en place du Conseil supérieur de l'audiovisuel, le bilan de M. Michaud ressemble fort à un testament.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

## M. Ambroise Roux préparerait un rapprochement entre la Générale occidentale et la Compagnie générale des eaux

A la Compagnie générale d'électricité, le président, M. Pierre Suard, affirme qu'« aucun dossier ne lui a été soumis ». A la Compagnie générale des eaux, on qualifie l'affaire de « simple rumeur ». Pourtant, malgré ces démentis, les milieux boursiers et les professionnels de la communication continuent de croire à un futur rapprochement entre la Générale occidentale, filiale à 41 % de la CGE, et la Compagnie générale des eaux.

Les titres des deux sociétés sont activement traités depuis trois semaines au palais Bruguier, et on évoque aujourd'hui un scénario précis : la Générale des eaux deviendrait le premier actionnaire de la Générale occidentale. Cette dernière regrouperait les activités des deux sociétés dans le secteur de la communication.

L'hypothèse est séduisante à plus d'un titre. Les deux groupes ont en effet des activités complémentaires. La Générale occidentale gère l'Express et le groupe Média (Biba, Enfants Magazine, etc.). Elle est surintendante, depuis février, associée à 50 % dans le Groupe de la Cité, deuxième éditeur français (Larousse, Nathan, Bordas, Presses de la Cité, France-Loisirs). Son président, M. Ambroise Roux, rêve de bâtir un empire de la communication mais ne possède aucun intérêt dans l'audiovisuel. A l'inverse, la Compagnie générale des eaux a multiplié depuis 1983 les investissements dans le secteur de l'image. Actionnaire à 21 % de Canal Plus,

elle gère dix-sept réseaux câblés, lance des chaînes thématiques, possède 20 % de la compagnie cinématographique UGC et s'intéresse aux catalogues de films (UGC DA, Robur DA).

### Un trésor de guerre

La réunion de ces deux piles plènerait d'un poids considérable sur le marché. D'autant que la société d'Ambroise Roux, qui a vendu ses actifs aux Etats-Unis (Grant Union), détient un trésor de guerre d'environ 4 à 5 milliards de francs prêt à s'investir. Mais d'autres raisons, moins avouables, plaident pour le mariage. Le PDG de la Compagnie générale des eaux, M. Guy Dejouany, ne serait pas fâché de prendre ses distances avec son principal partenaire audiovisuel, M. André Rousselet, président de Canal Plus.

Entre les deux hommes, le courant ne passe plus depuis plusieurs mois. Le responsable de la chaîne payante s'irrite de voir la Générale des eaux multiplier les prises de participation, spéculer sur le marché du film sans tenir compte des intérêts de Canal Plus. M. Dejouany voit sans plaisir M. Rousselet s'intéresser au câble. Second actionnaire de Canal Plus, très minoritaire (2 % dans le capital d'Havas), il n'est pas en mesure d'imposer ses vues. Une alliance avec la Générale occidentale pourrait lui donner les moyens d'une stratégie autonome.

M. Ambroise Roux, pour sa part, doit régler un autre problème. Les statuts de la CGE et de ses filiales fixent l'âge de la retraite à soixante-huit ans. Or le PDG de la Générale occidentale atteindra la limite fatidique en juin prochain. Il a demandé à M. Pierre Suard de modifier les statuts, mais ce dernier ne semble guère disposé à accorder ce privilège à l'homme qui a occupé son fauteuil de 1970 à 1982 et a marqué de son empreinte la CGE. S'il veut conserver la Générale occidentale, M. Ambroise Roux doit donc sortir sa société de l'orbite de la CGE.

M. Dejouany peut lui rendre ce service. Les deux hommes sont de la même génération, appartiennent au même corps, les Ponts et Chaussées,

et ont déjà éprouvé leur solidarité. En 1981, la Compagnie générale des eaux, menacée d'OPA, voit voler à son secours M. Roux à la tête d'un « syndicat de défense » composé de la CGE, du CCF et du groupe Rivaud. Reconnaisant, M. Dejouany fait entrer M. Ambroise Roux à son conseil d'administration. En 1986, c'est au tour de M. Dejouany de trouver un fauteuil d'administrateur de la CGE grâce aux bons soins de son ami.

Reste que le rapprochement entre la Générale occidentale et la Compagnie générale des eaux, s'il se confirme, dépend du bon vouloir de M. Suard, PDG en titre de la CGE. Mais ce dernier serait-il si fâché de voir M. Ambroise Roux prendre le large en évitant l'épreuve d'une mise à la retraite ?

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

## Mort de Sacha Simon ancien reporter au « Figaro »

Nous apprenons la mort, lundi 19 décembre dans le village d'Indre-et-Loire où il s'était retiré, de Sacha Simon, ancien grand reporter au Figaro. Il était âgé de quatre-vingts ans.

(Sacha Simon avait commencé sa carrière de journaliste dans divers journaux de province, et « converti » notamment le proche des criminels de guerre nazis à Nuremberg. Il devait être assassiné, pendant près de dix ans à partir des années 60, le correspondant du Figaro à Moscou. Né de parents russes et parlant russe, Sacha Simon avait décrit avec trépidation la vie quotidienne à Moscou dans Chers Soviétiques (Robert Laffont) et avec émotion ses retrouvailles avec son village natal dans Doukha de son enfance (Stock). Ses confrères gardaient le souvenir d'un ami chaleureux, plein d'humour, vivant la vie et les hommes. — M. T.)

**EXCLUSIF!**

**BRESIL**

**5990F**

Avion Aller/Retour  
+ 8 nuits hôtel 5 étoiles  
avec petit déjeuner Brésilien

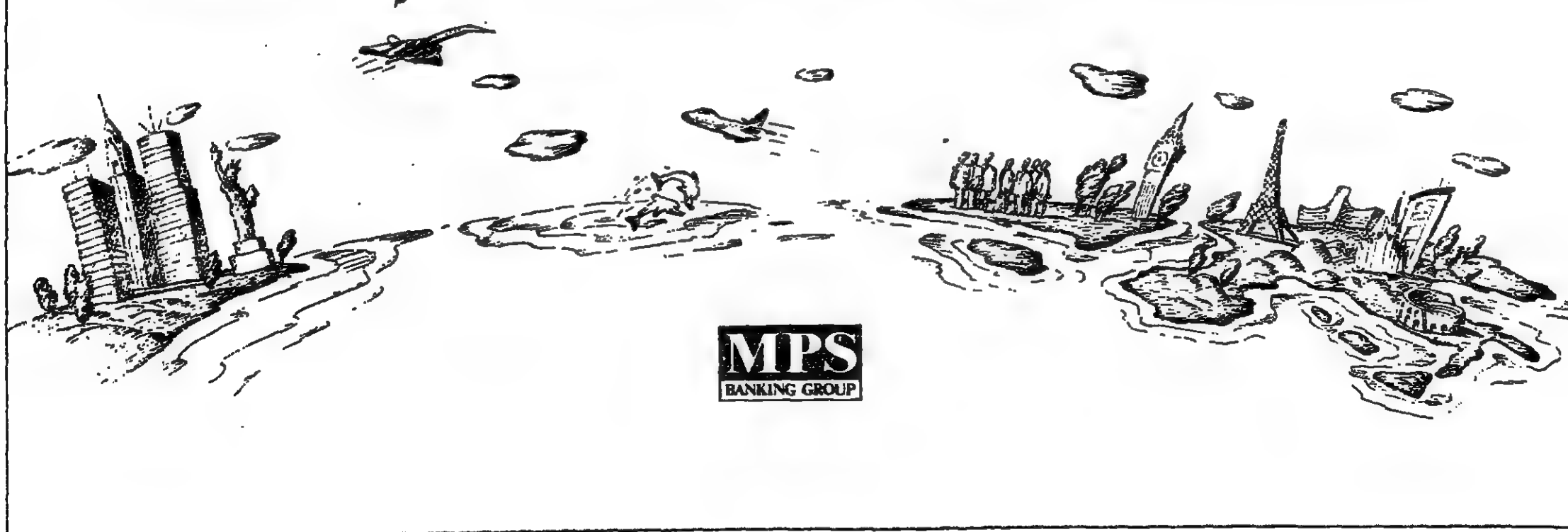
Au départ de Paris tous les Jedis à partir du 2 Février

**EL CONDOR**

• 28, rue Delambre 75014 PARIS Tél : 43.30.90.48  
• 78, avenue des Ternes 75017 PARIS Tél : 45.74.46.13  
et dans toutes les agences de voyage.

## L'Europe de demain compte déjà un Groupe Bancaire Italien.

Monte dei Paschi di Siena, Banca Toscana, Credito Commerciale, Credito Lombardo, Banca Valaustano, Istituto Nazionale di Credito per il Lavoro Italiano all'Estero, et Italian International Bank. Sept banques. Un groupe. Représenté dans toute l'Italie, actif sur les principales places mondiales. Une stratégie globale en prévision du rendez-vous de 1992. La force du groupe: 16.000 employés, 796 correspondants en Italie et à l'étranger, des filiales et des bureaux de représentation à New York, Londres, Paris, Francfort, Bruxelles, Moscou, Singapour, Le Caire, São Paulo. Principales participations étrangères dans la Banque du Sud, la United Bank for Africa, l'Internationale Bank für Ausenhandel. En 1987, le volume global des activités financières du groupe dépassait 100.000 milliards de lires.



هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

## Le Monde INTERNATIONAL

### CHEF DU DÉPARTEMENT DE LA RECHERCHE

Amnesty International cherche à pourvoir le poste de chef du Département de la recherche au Secrétariat international, à Londres. Le titulaire de ce poste dirige les travaux de 130 personnes chargées de la recherche et des questions juridiques. Il est responsable du maintien de la qualité et de l'impartialité de l'information et des documents publiés par Amnesty International, ainsi que des démarches entreprises auprès des gouvernements. Il donne son avis sur la formulation des politiques et est responsable de leur application une fois qu'elles sont adoptées. Il est chargé de la planification dans le contexte des priorités mondiales et régionales du programme par pays et des actions menées en collaboration avec les organisations intergouvernementales.

Le candidat(e) doit être doté(e) d'un bon jugement politique et posséder l'expérience de la collecte d'informations et de leur évaluation, et du contrôle du travail de collègues. Il (elle) doit maîtriser parfaitement l'anglais et avoir une bonne connaissance pratique du français ou de l'espagnol. Il (elle) doit pouvoir s'exprimer avec aisance, tant oralement que par écrit, et être sensible aux impératifs du multiculturalisme.

TRAITEMENT ANNUEL DE BASE : £ 18 198

Date limite pour la réception des formulaires de candidature : 27 JANVIER 1989

Les entretiens auront lieu à la mi-février 1989

Pour de plus amples renseignements et pour obtenir une formule de candidature, s'adresser à :

AMNESTY INTERNATIONAL  
Service du personnel, 1, Easton Street,  
LONDRES WC1X 8DJ (Grande-Bretagne).  
Tél. : 037-3805 (24 h/24 h).

**amnesty  
international**

### HUMAN RIGHTS IN THE MIDDLE EAST

Amnesty International (AI) needs an Executive Assistant to work in the Middle East region of the Research Department. Executive Assistant's primary responsibility is to advise and service AI's worldwide membership on human rights concerns in the Middle East. That includes recommending actions on behalf of prisoners. A background knowledge of the region, fluent Arabic and English, and the ability to type and to do own filing is essential. Knowledge of other languages of the region including Hebrew or French an asset. Candidates must be able to work in a team, often under pressure and use initiative.

SALARY : Starts at £ 12 603 per annum.

CLOSING DATE : 24 FEBRUARY 1989.

Interviews scheduled for week commencing 27 march 1989.

For further information and an application form, please contact :

Personnel Office, AMNESTY INTERNATIONAL,  
International Secretariat, 1 Easton St,  
LONDON WC1X 8DJ, United Kingdom.  
Tél. : (01) 637-3805.

**amnesty  
international**

### ÉTAT DU QATAR - FORCES ARMÉES

nous recherchons

### MÉCANICIEN RADAR BORD CALCULATEUR BORD formés sur contre mesure électroniques aéroportées

Conditions, avantages :

- a) Expérience de 3 ans minimum
  - b) Age limite : 45 ans
  - c) Parfaite maîtrise de l'Anglais écrit et oral exigée
  - d) Contrat initial de 3 ans
  - e) Salaire en fonction de la qualification et de l'expérience
  - f) Logement tout confort gratuit
  - g) Congés annuels : 45 jours payés ainsi que les billets aller/retour pour le candidat, son épouse et trois de ses enfants de moins de 18 ans.
- Prière d'envoyer CV complet au Bureau Militaire de  
**L'Ambassade du Qatar**  
57, quai d'Orsay, 75007 Paris  
Tél. 45.51.90.71 de 9 h à 15 h

## Le Monde CADRES

### chef de projet

INFORMATIQUE DE GESTION PROCHE BANLIEUE OUEST

Nous sommes une des plus grandes sociétés chimiques européennes. Nos activités se répartissent en France sur plusieurs sites. Une récente fusion nous conduit à développer un nouveau système de gestion financière et comptable.

Au sein de notre pôle (IBM 36 Micro), placé sous la responsabilité du Chef de Service Informatique, votre mission sera : • d'analyser les besoins des utilisateurs • de sélectionner les logiciels les mieux adaptés, • de déterminer et réaliser les développements qui en découlent.

Pour ce faire, vous aurez la volonté de vous impliquer sur les projets qui vous sont confiés et de dialoguer avec souplesse et efficacité avec vos partenaires : utilisateurs internes et conseils extérieurs.

De formation supérieure, vous avez une première expérience réussie de la conduite de projets informatiques, et possédez en même temps une bonne maîtrise du langage de programmation et de l'analyse.

Vous pratiquez le G.A.P. et savez organiser et gérer. Vous possédez un fort esprit d'entreprise. Une bonne connaissance de la langue anglaise est nécessaire.

Reussissez votre mission et nous vous ferons connaître une évolution de carrière tout à fait intéressante.

Merci d'adresser CV et prétentions sous référence M2 25 à notre Conseil qui traitera les candidatures confidentiellement.

2, rue Louis David - 75782 Paris Cedex 16  
11, rue Victor Hugo - 69002 Lyon

**COCEPLAN**

### Etablissement financier

Maison de Titres

PARIS-18<sup>e</sup>

Filiale d'un important groupe bancaire

recherche un

### JEUNE DIRECTEUR COMPTABLE

Formation supérieure (Ecole supérieure de commerce + DEC) avec une première expérience réussie de 3 à 5 ans, soit en cabinet soit dans une entreprise du secteur financier.

Ecrire avec C.V., photo, lettre manuscrite sous le n° 8067.

**LE MONDE PUBLICITE**  
5, rue de Montessuy,  
75007 PARIS.

## DEMANDES D'EMPLOIS

### PROFESSEUR

Enseignement, classe 1<sup>re</sup> et terminale.

34-48-88-87/47-01-04-08  
07-41-05-04.

Prononce-Vopit 06 ch. en  
future directrice générale.

30 ans env. Sc. 2<sup>de</sup> 28,  
de Rouen.

18, r. Carpeaux, Paris-18<sup>e</sup>.

LE CENTRE SCIENTIFIQUE  
75007 Paris.

DU BATIMENT  
recherche pour son Centre  
de recherche de

MARNE-LA-VALLEE

UN INGÉNIEUR  
GRANDE ÉCOLE

ou

UNIVERSITAIRE

(DOCTORAT)

Age : env. 30 ans, pour

développer des modules de

calcul des mouvements d'air

dans les bâtiments.

Une expérience en modélisa-  
tion numérique est vivement

souhaitée.

Ad. C.V. m. - CSTB

Service GEC, 84, av. Jean-

Jarvis, CHAMPS/MARNE

77421 Marne-la-Vallée Cedex 2.

HOPITAL DE JOUR

pour adolescents

recherche

DIRECTEUR(TRICE)

ADJOINT(E)

pour coordination et respon-

sabilité technique auprès des

adolescents, parents,

équipes ainsi que gestion

administrative courante.

Age min. requis : 30 ans.

C.C. Entree anticipée 1989.

Ad. lettre manuscrite, + C.V.

au médecin directeur,

Centre Enfants-Malades

2, Cité d'Angoulême, Paris-11<sup>e</sup>.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

FORD ESCORT division,

blanche, mod. 89,

25 000 km, 1<sup>er</sup> main, acc.

rem. 5<sup>e</sup> r. Tél. 3016 18 h :

44-25-35-62.

### CHEF DE PUBLICITE

Expérience, ch. de

scale, 47-05-04-79 le

matin. LONRA, 8, av. Re-

neville.

IMPORT-EXPORT

Jeune femme 35

ans, responsable de

relations commerciales, banque,

chèque, chèque de trans-

portations. Contact four-

nisseurs, clients.

Téléphone portugais.

Cherche poste équivalent.

68-21-61-47, après 17 h.

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montessuy,

75007 Paris.

IMPORT-EXPORT

Jeune femme 35

ans, responsable de

relations commerciales, banque,

chèque, chèque de trans-

portations. Contact four-

nisseurs, clients.

Téléphone portugais.

Cherche poste équivalent.

Après 17 h : 68-21-61-47.

## L'AGENDA

### Bijoux

#### BIJOUX ANCIENS

et romantiques

- 20 % POUR NOËL

19, rue d'Arcole

75004 Paris. 48-84-00-83.

FATTE PLASSER.

### Traiteur

#### G. COUSIN

Buffet champagne

Luxueux - Réceptions

sur mesure

à domicile ou dans l'une

des salles

Quais à 200 personnes

Buffet à thème

(convivialité, cocktail,

etc.)

Restaurants à domicile

à partir de 10 personnes

Un service exceptionnel

Organisation familiale

Légitime plaisir ou froid

à votre guise

LES VIVRES

(y compris le vin)

GRISY-LES-PLATRES

(Seine-et-Marne)

(1) 34-66-68-93

Palme d'Or du

Meilleur Chef de

Paris

Philatélie

CONQUÊTE DE L'ESPACE

recherche pour les

timbres, C.C. LOLLIS, 448

186 F et son album, 300 F.

Docum. GRAT. LOLLIS,

Ville Croix,

av. M.-de-Clugny,

08000 NECE 89-81-08-89.

Vacances

Tourisme

Loisirs

SKI DE FOND

HAUT JURA

3 h de Paris par T.G.V.

Visite et 15 km de ski

facile (14.000 m) dans

un cadre magnifique

avec un service

s.d.b. v.a. table d'hôte

chaud, piscine et sauna,

ambiance sympathique. De

2.000 F à 2.500 F par pers.

67 terminus de courses, pas

de compétition + ski

pour tous. Tél. 31-22-44

active : Le Crêt d'Agneau,

25000 MONTREUIL.

## CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

NBC HANDELSBLAD LE SOIR Le Monde Süddeutsche Zeitung

Chaque semaine, un grand  
emploi exceptionnel avec des  
grands salaires, avantages, pour  
meilleure formation des hommes  
des idées.

ENSEMBLE  
NOUS CONSTRUONS  
UNE EUROPE  
COMPETITIVE ET  
PERFORMANTE  
L'EUROPE DES TALENTS

FORNITORE DELLA STRA EL PAIS De Standaard THE INDEPENDENT

A PARTIR DU 1<sup>er</sup> JANVIER 1989



## SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

appartements ventes

appartements

locations

maisons

maisons

2<sup>e</sup> arrdt

OPÉRA

15, PLACE GALLON

ch. STUCCO, DUPLEX 2 P.

1700 000 F. 45-45-11-00.

3<sup>e</sup> arrdt

MARAI

GRAND DUPLEX

80 m<sup>2</sup>, cuisine équipée, salle

de bains, 2 ch. bte. rdc.

1700 000 F. 45-45-11-00.

ARTS ET MÉTIERS

Apt 78 m<sup>2</sup> de l'imm. de t.4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> ét. 1385 000 F.

TRANS OPÉRA

45-45-23-15.

MARAI

Dans imm. de caractère, très

beau studio avec mezzanine,

cuis. équipée, 2 ch. bte.

1842 000 F.

TRANS OPÉRA

45-45-23-15.

5<sup>e</sup> arrdt

GOBELINS

Bel imm. p. de t. 3 PCEs.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

CENSIER

Bel imm. p. de t. 2 PCEs.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

VAL DE GRACE

3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

MONGE

Dans imm. p. de t. état.

2/3 ét. 11 ch. 1750 000 F.

TRANS OPÉRA

45-45-23-15.

6<sup>e</sup> arrdt

BOULEVARD

10 m JARD. LUXEMBOURG

dans bel imm. Directeur,

revêt. marbre, 3 pces,

cuis. de plain-pied, 1/2

privé, arrosage, en jrd.

1800 000 F. 45-45-23-15.

PRÉS INSTITUT

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

RUE DUPUIS

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

LIMITE 8<sup>e</sup> 2 P. 45

V. 11 ch. 1300 000 F.

VAREAU

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

OUDON-BUCI

3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

ST-SULPICE

3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

ASSAS LUXEMBOURG

5 pces à rénover,

rue de la République.

FRANÇOIS FAURE

45-45-95-17

11, RUE ROUSSELET

75007 PARIS.

20<sup>e</sup> arrdt

SAVOIT

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

ST-FARGEAU

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

NATION

Superbe 2/3 p. 68 m<sup>2</sup>.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

RARE GAMBETTA

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

78-Yvelines

NOISY-LE-ROI

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

NOISY-LE-ROI

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

PARLY-II

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

20<sup>e</sup> arrdt

SAVOIT

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

ST-FARGEAU

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

NATION

Superbe 2/3 p. 68 m<sup>2</sup>.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

RARE GAMBETTA

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

78-Yvelines

NOISY-LE-ROI

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

NOISY-LE-ROI

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

PARLY-II

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

20<sup>e</sup> arrdt

SAVOIT

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

ST-FARGEAU

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

NATION

Superbe 2/3 p. 68 m<sup>2</sup>.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

RARE GAMBETTA

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

78-Yvelines

NOISY-LE-ROI

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

NOISY-LE-ROI

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

PARLY-II

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

20<sup>e</sup> arrdt

SAVOIT

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

ST-FARGEAU

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

NATION

Superbe 2/3 p. 68 m<sup>2</sup>.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

RARE GAMBETTA

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

78-Yvelines

NOISY-LE-ROI

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

NOISY-LE-ROI

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

PARLY-II

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

20<sup>e</sup> arrdt

SAVOIT

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

ST-FARGEAU

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

NATION

Superbe 2/3 p. 68 m<sup>2</sup>.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

RARE GAMBETTA

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

78-Yvelines

NOISY-LE-ROI

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

NOISY-LE-ROI

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

PARLY-II

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

20<sup>e</sup> arrdt

SAVOIT

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

ST-FARGEAU

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

NATION

Superbe 2/3 p. 68 m<sup>2</sup>.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

RARE GAMBETTA

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

78-Yvelines

NOISY-LE-ROI

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

NOISY-LE-ROI

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

PARLY-II

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

20<sup>e</sup> arrdt

SAVOIT

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

ST-FARGEAU

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

NATION

Superbe 2/3 p. 68 m<sup>2</sup>.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

RARE GAMBETTA

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

78-Yvelines

NOISY-LE-ROI

Bel imm. p. de t. état.

11 ch. par ét. état. sol. 1.

1300 000 F. 45-45-23-15.

NOISY-LE-ROI

Bel imm. p. de t.



هكذا من الأصل

## Enquête

Les mésaventures de « l'homme le plus riche du monde »

# L'extravagant M. Khashoggi

Pour avoir aidé le couple Marcos à détourner des millions de dollars, le brasseur d'affaires saoudien Adnan Khashoggi est actuellement recherché par la justice américaine et par le FBI, qui pourraient lancer prochainement contre lui un mandat d'arrêt international.

La scène a été filmée au dernier étage du consulat des Philippines à New-York, aménagé en boîte disco. Impeccable et guindée, Imelda Marcos s'y débrouille face à un petit homme replet, le brasseur d'affaires saoudien Adnan Khashoggi, qui passe ou plutôt se fait passer par ses extravagances pour « l'homme le plus riche du monde ». Ce couple de quinquagénaires repus s'amuse. Mais ils sont aussi en affaires. La révolte gronde à Manille où le pouvoir vacille. Des millions de dollars, détournés par les Marcos pendant vingt ans de dictature, partent s'investir aux Etats-Unis ou dans d'anonymes comptes en Suisse dans la crainte des lendemains qui déchantent. A l'affût, comme toujours, d'une bonne affaire, Adnan Khashoggi, A.K. (prononcez Eké) a offert de rendre service.

La justice américaine lui reproche aujourd'hui d'avoir prêté son concours à ces détournements, ce qui lui vaut d'être poursuivi par le FBI. New Yorkais, l'US attorney Rudolph Giuliani, tout comme les Marcos exilés depuis à Hawaï.

A.K., qui a offert le refuge d'une de ses villas de la Côte d'Azur à un autre couple de dictateurs déchu, le Duvalier, n'est pas toujours regardant. Il a été mêlé à quelques-uns des grands scandales de l'après-guerre, l'affaire Lockheed et l'Iran-Contra affair notamment, mais il est toujours là.

Son étonnante capacité à se refaire ne sera pas superflue pour le tirer de ce mauvais pas. Car, non seulement Adnan Khashoggi risque d'être arrêté s'il met les pieds aux Etats-Unis, mais ses affaires vont mal. « L'homme le plus riche du monde » est aujourd'hui criblé de dettes, poursuivi par ses créanciers, et surtout passablement discrédité.

La justice américaine lui reproche d'avoir acheté aux Marcos des toiles de maître que la vénérable Imelda, collectionneuse boulimique et pressée, avait elle-même acquises avec de l'argent détourné (1). Elle accuse aussi Adnan Khashoggi de s'être porté acquéreur, via des sociétés-écrans pensées, d'une part de quatre immeubles de Manhattan dans lesquels les Marcos avaient placé leurs économies, le Crown Building sur la 5<sup>e</sup> Avenue, l'Herald Center à Herald Square et deux autres immeubles, 40, Wall Street et 200, Madison Avenue. En un mot, A.K. aurait servi d'homme de paille aux anciens dictateurs philippins, pour mettre leur formidable magot à l'abri.

### Une tranquillité à toute épreuve

A.K., que nous avions rencontré il y a quelques mois au moment de l'affaire des tableaux, avait plaidé l'innocence (le Monde du 17 mars). Il s'est refusé à un nouvel entretien et fait dire aujourd'hui par l'un de ses avocats, M. Jean-Pierre Salanie, du barreau de Paris, qu'il ignorait, au moment du rachat partiel des quatre immeubles new-yorkais, que ceux-ci étaient gélés par décision judiciaire.

Il fait preuve aujourd'hui comme hier d'une tranquillité à toute épreuve. Il est vrai qu'il en a vu d'autres depuis ce 25 juillet 1935 où il naît, à La Mecque, d'un père qui est le médecin personnel d'Ibn Séoud, le fondateur de l'Arabie saoudite moderne.

Le jeune Adnan n'est pas d'ascendance royale, mais sa famille est suffisamment introduite pour l'envoyer faire ses études au très select collège britannique Victoria d'Alexandrie. Il y obtient les futures élites du Proche-Orient, en particulier les rois Fayçal II d'Irak et Hussein de Jordanie.

Déjà pointent ses talents d'entrepreneur. Il empoche sa première commission d'intermédiaire, 200 livres britanniques, au cours de ses années-là, pour avoir mis en rapport les pères de deux de ses camarades de classe, un Egyptien et un Libyen. L'affaire n'y a pas de petits débuts — porte sur un lot de draps et de serviettes de bain.

Ses études supérieures l'envoient aux Etats-Unis. Parti

en Colorado avec l'intention de s'y spécialiser dans le pétrole — il n'est pas Saoudien pour rien — il essuie en chemin une tempête de neige qui le détourne vers des cieux plus cléments, la Californie. Il y sera brièvement étudiant en économie, à l'université d'Etat de Chico, puis, plus brièvement encore, à l'université de Stanford.

C'est que, déjà, il s'est lancé dans les affaires. En Arabie saoudite, un gros entrepreneur de travaux publics, Mohammed Binladen, a un besoin urgent de camions. De la Californie, le jeune A.K. négocie habilement l'affaire, qui porte sur 500 000 dollars. Il en empoche 50 000. Il est lancé.

Ce joli coup assoit, dans son pays, sa réputation. Il y gagne la confiance de la famille royale, qui l'aiguillera vers un commerce beaucoup plus fructueux que celui des camions et des serviettes de bain, les armes. Il a à peine vingt-huit ans lorsque le prince héritier Fayçal le convoque pour lui remettre un chèque de 1 million de livres britanniques. L'homme fort d'Arabie saoudite souhaite pourvoir en armes les royalistes du Yémen qu'une guerre civile oppose aux républicains. Fayçal exige la plus grande discrétion d'A.K., qui s'acquittera impeccablement de sa mission.

Avec un geste théâtral, il refuse toute rémunération : « Je l'ai fait pour mon roi. Je ne veux en tirer aucun profit ». Bon calcul. Il deviendra bientôt l'intermédiaire obligé de tous les fabricants d'armes du monde désireux de commercer avec son pays. Et ils sont nombreux. Au milieu des années 70, les commissions que lui aura versées l'américain Lockheed s'élèveront à plus de 100 millions de dollars. Il empoche à la même époque, du grand rival Northrop, 54 autres millions de dollars. L'achat, par son pays, d'engins blindés français lui rapportera 45 millions supplémentaires, auxquels s'ajoutent 4,5 millions de dollars d'origine belge pour une grosse livraison d'armes à feu.

### La décennie prodigieuse

Au cours de cette décennie, prodigieuse pour lui, Adnan Khashoggi devient A.K., le familier des grands, le compagnon de bamboche de la jet-set. Son génie des affaires s'épanouit en même temps que ses penchants épicuriens. Il a les moyens de la vie fastueuse et ostentatoire qu'il aime désormais. A cette époque, 80 % des achats d'armements de son pays passent par lui (2).

C'est le temps du « boom » pétrolier. Une manne de dollars s'abat sur la région du Golfe. Elle va faire d'un pays de nomades qui vivent pratiquement sous la tente, une nation développée. Tout est à construire, autoroutes, logements, aéroports, hôpitaux et universités. Il y a, évidemment, beaucoup d'argent à empocher. Parce qu'il est l'un des rares, dans son pays, à avoir fait des études aux Etats-Unis, parce qu'il est déjà placé, A.K. va jouer gagnant, un coup presque toujours en avance sur ses rivaux. Son inscription au registre du commerce porte le numéro 3 et sa boîte postale à Ryad le numéro 6.

C'est l'époque, aussi, où Adnan Khashoggi donne une dimension internationale à la Triad, une société qu'il a fondée dans les années 60 avec ses deux frères, Adil et Essam, et dont le siège est au Luxembourg.

Porté par le succès, il voit grand, multipliant les investissements par-tout dans le monde et dans tous les secteurs. 450 millions de dollars sont consacrés, au début des années 70, à la création d'une zone industrielle et de commerce international à Salt-Lake-City. Il prend une participation dans une affaire d'élevage en Arizona et dans des usines de conditionnement de viande au Brésil. Il investit dans une chaîne d'hôtels en Extrême-Orient et dans une compagnie de navigation en Indonésie.

Au Liban, il fabrique des meubles. A Paris, il finance le couturier Kenzo. Au Texas et en Californie, il choisit l'immobilier. Au Kenya, il acquiert un ranch de 72 000 hectares ainsi que le très huppé Mount Kenya Safari Club. En peu d'années, la Triad devient une prospère conglomérat qui groupe quelque cinquante sociétés.

C'est l'époque où l'ambassade des Etats-Unis en Arabie saoudite recommande la Triad aux

hommes d'affaires américains comme un « excellent contact ». Ces activités multiformes et cette polyvalence dans la réussite grèvent visiblement Adnan Khashoggi, qui se compare alors aux Rockefeller, Vanderbilt et autres J.P. Morgan qui ont fait l'Amérique (3).

Il se pose en bâtisseur de l'Arabie moderne et même en sauveur du tiers-monde. Il se veut le théoricien d'une philosophie des affaires qu'il résume un jour au cours d'un entretien avec un journaliste américain : ce qu'il faut, c'est réunir « vos techniques et notre argent dans un effort commun en faveur d'un pays tiers qui a besoin des deux ». Et de citer en exemple sa prise de participation dans une société d'élevage en Arizona : grâce à cet investissement, explique-t-il en substance, nous pouvons favoriser la création d'autres élevages dans un pays du tiers-monde, le Soudan par exemple, au bénéfice des trois parties, les actionnaires américains, la Triad et le peuple soudanais.

### L'« Arabe »

L'argent dont il a besoin pour ce grand dessein, il le puise dans les énormes bénéfices qu'il tire de sa position de middleman, d'intermédiaire entre son pays et les



investisseurs occidentaux. Pour favoriser ses projets, quelquefois pharaoniques, il a pris le contrôle en 1972 et 1973 de deux banques californiennes, la Security National Bank et la Bank of Contra Costa. Mais il arrive aussi que sa réussite insolente, liée au « boom » pétrolier dont les consommateurs occidentaux ne finissent pas de faire les frais, indispose. En 1974, il tente, sur sa lancée, d'acquiescer un tiers du capital de la First National Bank de San-José, en Californie. Tollé dans la presse. L'orgueil américain se rebiffe contre ce retour inattendu et vexant des pétrodollars. L'« Arabe » doit renoncer.

Ces années-là sont celles d'une activité trépidante, un jour en Suisse, le lendemain à New-York, le surlendemain à Ryad, à Beyrouth ou à Paris. Il a acquis un capital de la First National Bank de San-José, en Californie. Tollé dans la presse. L'orgueil américain se rebiffe contre ce retour inattendu et vexant des pétrodollars. L'« Arabe » doit renoncer.

En 1982, le Boeing-727 donne, on le comprend, des signes d'essoufflement. Il est remplacé par un DC-8 qu'Adnan Khashoggi transforme en palace volant. Un journaliste du magazine américain Time est du petit nombre d'invités qui, un jour de décembre 1986, dégustent à 10 000 mètres d'altitude un châteaun margaux 1961 dans des verres de cristal (4). Tandis que son avion vole silencieusement vers sa somptueuse villa de Marbella, en Espagne, A.K. repose dans l'une des trois chambres de l'appareil sur son lit de 3,50 mètres de large recouvert de zibeline. Son massoir est du vol ainsi que son valet, son coiffeur et son chiropracteur qui ne le quitte jamais.

### Bells et Mercedes

C'est le jour de Noël 1986. Adnan Khashoggi a réuni à Marbella, dans sa villa, « La Baraka », toute sa famille. « La Baraka », toute sa famille, un vrai prince oriental qu'il est resté. Il y a à sa seconde épouse, mais aussi la première. Convertie à l'islam, sous le nom de Soraya, l'Britannique Sandra Jarvis-Daley, une ancienne photographe, lui a donné quatre fils et une fille.

En 1979, divorcée d'A.K. depuis cinq ans, elle engage contre lui un mémorable procès pour lui réclamer 2 milliards de dollars — la moitié, selon certaines évaluations, de la fortune d'A.K. à l'époque — et 500 millions de dollars de dommages et intérêts. L'affaire, fort heureusement, se terminera à l'amiable : Soraya obtient 3 millions de dollars de compensation et la promesse d'une pension mensuelle dont le montant reste ignoré.

Ce jour de Noël 1986, A.K. ajoute aux cadeaux dont il gratifie souvent son ancienne épouse une rivière de rubis, moins coûteuse cependant que le collier d'émeraudes et de rubis, de près de 2 millions de dollars, qu'il offre ce jour-là à sa femme actuelle, une Italienne, Laura Biancolini, convertie elle aussi à l'islam sous le nom de Lamia, et dont il a eu un fils.

A.K. a ses raisons d'écarter tant de richesses, et de manière aussi ostentatoire, en présence de l'envoyé spécial d'un grand magazine. Déjà son empire se lézarde, et il lui faut donner le change. Mauvais calcul : la parution du reportage de Time aiguisera l'appétit des créanciers d'A.K., qui sont nombreux à travers le monde. Et furieux.



Il lui a déjà fallu, à regret, réduire un train de vie aburrant dont témoignent un petit carnet dont nous nous sommes procurés un exemplaire. A l'intention de ses proches et de ses collaborateurs, cet agenda recense en 1984 tous les numéros de téléphone où A.K. est susceptible d'être joint à travers le monde, villas, hôtels, bureaux, yachts et voitures de luxe.

A la rubrique « Cammes » figurent, entre autres, son immense appartement du bout de la Croisette ainsi que les numéros d'appel de sept Mercedes (quatre sont des « 600 »), de sa Rolls, de deux CX Citroën, de deux Cadillac et... d'une Renault 5. A l'appogée de sa splendeur, Adnan Khashoggi entretenait une flotte de trois avions de ligne commerciale, de deux yachts et de cent voitures. Son train de vie, selon Time, était encore en 1986 de 250 000 dollars par jour.

Parvenu au faite de la réussite, A.K. ne s'est jamais satisfait de n'être qu'un homme d'affaires. Il a voulu aussi être de politique, à sa manière, qui est de croire que l'argent et l'entrepreneur peuvent tout.

C'était au début des années 80. A.K. ne se doute de rien, est convaincu qu'il est possible de ramener la paix au Proche-Orient en inondant de subsides les frères ennemis palestiniens et israéliens. Il se réclame de bonnes relations avec Shimon Pérès et Yasser Arafat pour faire aboutir ce nouveau plan Marshall et multiplie les contacts. En 1983, il est du voyage lorsque l'Egyptien Moubarak et le Jordanien Husein se rendent en séjour officiel aux Etats-Unis. A la fin de la même année, il rend visite, à bord de son DC-8, à huit chefs d'Etat ou de gouvernement en dix jours pour les convaincre de la pertinence de ses analyses et de son plan. Sans succès. Evidemment.

Infatigable, il a pris pour habitude depuis quelque temps d'écarter les officiels américains de mémorandums dans lesquels il expose ses idées sur la manière de ramener la paix au Proche-Orient. En juillet 1985, Robert McFarlane, alors chef du Conseil national de sécurité, reçoit un nouveau « mémo » signé A.K., un de plus. Le brasseur d'affaires saoudien y passe en revue les diverses tendances au pouvoir à Téhéran et

suggère de vendre des armes à l'Irak, en guerre avec l'Iran, afin de renforcer la tendance modérée du régime khomeiniste (5).

Les Américains s'engageront, de fait, sur cette voie périlleuse, et l'on parlera d'A.K. lorsque éclatera le scandale de l'Iran-Contra affair. Le Saoudien, qui, comme souvent, a voulu trop en faire, a financé l'envoi d'armes américaines à Téhéran sur ses propres deniers et y perdra, nous s'en-t-il affirmé en mars 1988 avec philosophie et fierté, d'avoir ainsi « rendu service » aux Etats-Unis, 10 millions de dollars.

### Call girls

Toujours, A.K. s'est voulu le familier des grands de ce monde, tels les Marcos, dont il était le voisin dans l'immeuble Olympic Towers, à Manhattan. La fidélité qu'il leur manifesta jusque dans l'adversité et qui lui valut aujourd'hui ses ennuis avec la justice américaine, n'a d'égalé que l'amitié dont il fit preuve à l'égard de Richard Nixon lors de sa traversée du désert.

Nous sommes en 1967, et le futur président des Etats-Unis rentre d'un voyage au Maroc, fort mari de n'avoir pas été reçu par le roi. De passage à Paris, il dîne ce jour-là chez Raspoutine, avec Adnan Khashoggi auquel l'A. présentait un ami commun, A.K. compatit aux malheurs du futur président et s'offre de le reconduire. Par son entremise, Richard Nixon rencontrera Fayçal d'Arabie, Husein et Nasser. Nixon n'oubliera pas ni A.K., qui contribuera, selon certaines sources, à la campagne présidentielle de son protégé pour 1 million de dollars.

C'est l'époque aussi où A.K. se lie d'amitié avec le shah d'Iran. Comme l'Arabie saoudite, Téhéran bénéficie ces années-là du boom pétrolier. Comme les Etats du Golfe, l'Iran se suréquipe en armements. Bien sûr, Adnan Khashoggi est là, prompt à offrir ses services, quelquefois très personnels. Homme à femmes, mais timide, le shah fait parfois venir des call girls de Paris qu'il « commande » à Madame Claude (6). A.K. lui en présente aussi, qui le charge de lui rapporter les confidences du shah recueillies sur l'oreiller et qui peuvent se révéler utiles à son négocié.

Pour lui-même et pour ceux avec lesquels il est en affaires, A.K. aime les jolies femmes. Un de ses secrétaires, chargé d'y veiller, Abdo Kawa, écopera pour cela d'une condamnation, à Nice, pour complicité de proxénétisme.

### « Money in the king »

L'homme qui nous a dit un jour, avec dans les yeux une lueur de défi rigolard : « Money in the king », sait que l'argent corrompt. Dans son « mémo » à Robert McFarlane, il se propose, en expert, de servir d'intermédiaire au cas où les Etats-Unis jugeraient utile de verser des pots-de-vin aux mollats modérés.

Le marché des armes, dont A.K. passe ou plutôt passait pour un pilier, a toujours exhalé un fumet de corruption. Au milieu des années 70, le Saoudien est mis sur la sellette par diverses commissions d'enquête américaines qui s'interrogent de près sur les activités de Lockheed et de Northrop. Les deux firmes sont accusées d'avoir versé de l'argent à diverses personnalités étrangères afin de décrocher de fatidiques contrats. Le prince Bernhard des Pays-Bas, le premier ministre nippon Kakuei Tanaka et Adnan Khashoggi sont nommés du doigt. On reproche en particulier à ce dernier d'avoir encaissé 450 000 dollars de Northrop, destinés à solder deux généraux et un membre de la famille royale saoudienne. A.K. nie avoir touché dans ce marché. Les 450 000 dollars, il les a gardés pour lui en rémunération — normale — plaide-t-il, de ses services.

En 1977, nouveau coup de tabac. Adnan Khashoggi est cité à comparaître par la justice américaine à propos de commissions reçues par lui, plusieurs années auparavant, de Lockheed et de la société Raytheon qui a vendu à l'Arabie saoudite des missiles Hawk A.K., qui se trouve à ce moment-là à Las Vegas (son goût pour le jeu est insatiable), s'enfuit à bord de son jet privé à La Barbade. Pendant deux longues années, il se garda de remettre les pieds aux Etats-Unis pour, finalement, venir y déposer volontairement et ne pas être davantage inquiété. Attendra-t-il, de

même, que les rumeurs suscitées par l'affaire Marcos s'apaisent pour obtenir à la convocation de la justice de Manhattan ?

L'homme traverse en tout cas une passe difficile. Il en a trop fait, poursuivi peut-être par un conseil malheureux de son père : « Regarde ces pièces de monnaie. Jette-les sur un tapis. Personne ne les entend. Jette-les sur un sol de pierre. Elles font du bruit. Fils, place toujours ton argent là où on l'entendra ».

Le conseil a été suivi et au-delà. En Arabie saoudite, son ostentation irrita. En 1974 déjà, le roi Fayçal a mis son veto à un film sur Mahomet qu'Adnan Khashoggi se proposait de produire. Le scandale Lockheed lui valut bientôt l'intimité et la méfiance du ministre de la Défense dont il était devenu l'acheteur de fait.

La baisse de revenus pétroliers et la chute du dollar mettent à la même époque, sa frein à la prospérité des Etats du Golfe. Sur-tout, A.K. n'apparaît plus comme un homme indispensable. « Pendant des années, commente un diplomate français longtemps en poste à Ryad, il a fait croire aux Occidentaux qu'il fallait passer par lui pour commercer avec l'Arabie saoudite. De même avait-il convaincu ses compatriotes que les Occidentaux ne voulaient traiter qu'avec lui. Et, dans un certain sens, c'était vrai. Aujourd'hui, que le pays s'est ouvert sur l'extérieur et que beaucoup de Saoudiens ont fait, aux Etats-Unis, des études aux Etats-Unis ou en Europe, Adnan Khashoggi est devenu inutile ».

### Personne non grata

Triste constat qui a incité A.K. à se tourner vers d'autres horizons, avec des bouches diverses. En 1985, en même malchance, c'est le renversement du président saoudien Nemeiry, dont il a, à sa manière habituelle, assidûment cultivé l'amitié à tel point que celui-ci était prêt à lui confier la responsabilité de gigantesques projets de développement. Aujourd'hui, les successeurs de Nemeiry accusent A.K. d'ingratitude et l'ont déclaré persona non grata.

Aux Etats-Unis, ce n'est guère mieux. A.K., qui avait conçu à Salt-Lake-City un projet immobilier de 650 millions de dollars, a fait faillite. Triad America devait jusqu'à ces derniers mois à ses créanciers 50 millions à 70 millions de dollars. Finalement, un arrangement a été trouvé, Adnan Khashoggi s'engageant à leur verser 30 millions à 35 millions de dollars. Pour les rassurer, il a dû se séparer, à regret, de l'un des fleurons de son empire américain, l'Edgington Oil Company.

Depuis quelques mois, « l'homme le plus riche du monde » a perdu de sa superbe. Il a dû vendre son plus beau yacht, le Nabila, avec piste d'envol pour hélicoptère et évier en or massif, que l'on voyait souvent au mouillage à Antibes ou à Monte-Carlo.

Il doit, entre autres, 70 millions de dollars à la National Commercial Bank of Saudi Arabia, gagés sur sa villa de Marbella où il donnait encore, l'été dernier, une fête fastueuse, et sur l'immeuble Olympic Towers de Manhattan. La plupart de ses biens immobiliers sont hypothéqués, de l'aveu même de son avocat français, M. Jean-Pierre Salanie. Humiliation suprême, la justice française a gelé un sol au Bourget, en 1987, de ses appareils, à la demande de créanciers britanniques.

Tenu en suspicion dans son pays, inculpé par la justice américaine, déconsidéré aux Etats-Unis en raison de sa retentissante faillite, guère plus apprécié en Afrique, A.K. vacille. Il tente désormais de faire des affaires en Chine et en Corée du Sud où il possède une banque, l'Asia Jungshap Finance, là où sa réputation ne le dessert pas. Pas encore ?

BERTHARD LE GENDRE et MARIE-PIERRE SUBTIL

- (1) Le Far Eastern Economic Review du 29 septembre 1988 affirme que ces tableaux, certains de maîtres célèbres, ont été achetés par les Marcos à un prix largement supérieur par leurs vendeurs.
- (2) Robert Lacey, The Kingdom. Harcourt Brace Jovanovich, 1981.
- (3) Current Biography Yearbook, 1986.
- (4) Time, 19 janvier 1987.
- (5) The New Republic, 2 février 1987.
- (6) William Shawcross, The Shah's Last Ride. Simon and Schuster, 1988.



## SOMMAIRE

■ Les taux d'intérêt à court terme dépassent les taux à long terme, signe d'une lutte des banques centrales contre l'inflation et la surchauffe (lire page 28).  
■ La forte croissance économique que le monde a

connue en 1988, du fait notamment d'une reprise générale de l'investissement, devrait ralentir progressivement en 1989, estime l'OCDE, qui souligne les risques d'une aggravation des tensions inflationnistes. L'INSEE, de son

côté, prévoit pour la France une poursuite de la croissance pour le premier semestre (lire ci-dessous).  
■ Avec l'achat d'une filiale du groupe turc Koc, DMC accélère son internationalisation (lire page 27).

## Les « perspectives » pour 1989

### Après une année exceptionnelle l'OCDE s'inquiète des pressions inflationnistes

La croissance économique — 4 % en 1988 et sans doute 3,25 % l'an prochain — devrait conduire les États-Unis, et particulièrement les États-Unis, à redoubler de vigilance, estime l'OCDE (1) dans ses Perspectives économiques publiées mercredi 21 décembre. Il s'agit de préserver les chances d'une septième année consécutive d'expansion grâce à une rigueur budgétaire, une politique d'engagement monétaire et des réformes structurelles qui, seules, peuvent consolider l'acquis et éviter les dérapages inflationnistes, dans le cadre de la concertation internationale.

La conjoncture aura été en 1988 « la plus portante » depuis le début de la décennie pour les pays de l'OCDE. Une vigueur exceptionnelle qui a amené les auteurs du rapport à consacrer un passage exceptionnel à leurs erreurs de jugement. Il y a juste un an, ils envisageaient une nouvelle et grise croissance de 2,25 %. Leur rapport suivant, en juin, tablait sur 3 %. Ils finissent l'année sur 4 %. Nombre de facteurs ont joué, dont certains resteront difficiles à quantifier, telle la déréliction. D'autres sont, à posteriori, plus aisés à identifier : les effets — longs à apparaître — de la manne pétrolière de 1986, une « politique budgétaire moins restrictive » que prévu, l'injection de liquidités au lendemain du krach boursier d'octobre 1987 venue à point pour renforcer le dynamisme des investissements.

Cette conjonction de phénomènes favorables au sein même des pays de l'OCDE a été confortée, tout au long de l'année, par la reprise des importations des pays en développement et des exportateurs de pétrole. Le résultat est à bien des égards inhabituel. Rasseurant par la relative stabilité monétaire, dopés par un commerce international qui, pour la première fois depuis dix ans, aura augmenté en volume de plus de 10 % durant le second semestre, les investisseurs ont repris confiance. Leurs dépenses productives ont progressé de plus de 10 % en 1988, fidèle reflet de solides bénéfices et d'une poussée toujours modérée des salaires. La productivité a aussi pu s'accroître de quelque 2,5 %, le rythme le plus élevé depuis le début des années 70. Quant au chômage, en baisse, il s'est inscrit à

7,5 % en moyenne, touchant 4,5 millions de personnes de moins qu'en 1983, son point culminant. Les États-Unis ont largement participé à ce dynamisme général, avec une expansion économique de 3,75 %. Le Japon a vu sa demande interne flamber de près de 8 %. Jusqu'à l'Europe, longtemps à la traîne, qui a atteint une croissance de 3,5 %. Depuis 1982-1983, quelque 6 millions d'emplois ont pu être créés sur le Vieux Continent. Une telle vigueur ne manquera pas d'influencer les premiers mois de 1989, et l'OCDE estime qu'un certain ralentissement ne se produira pas avant le printemps. Là s'arrête la description de cette situation euphorisante.

Les experts de l'OCDE le soulignent d'entrée de jeu. La désinfla-

tion est bel et bien révolue. La reprise des cours des matières premières, la vive consommation des ménages et des taux d'utilisation des capacités de production à leur plus haut niveau depuis 1979 ont poussé l'augmentation moyenne des prix de détail à 4,5 % en rythme annuel à la fin de 1988. On est loin du « point bas » de 2,5 % enregistré en 1986. Si elle ne semble pas encore excessive, l'inflation doit être « contenue » en Amérique du Nord et, plus encore, en Grande-Bretagne.

#### Une aggravation du chômage ?

Autre sujet de préoccupation et de fragilité pour l'économie mondiale, la correction des déséquilibres entre les déficits américains et les excé-

dents allemands ou japonais s'est ralentie. Les auteurs du rapport voient mal comment les États-Unis parviendront à ramener sous la barre des 100 milliards de dollars leur déficit de la balance des paiements courants en l'absence d'une sérieuse reprise en main de l'économie.

Leur appel à la rigueur budgétaire a rarement été aussi ferme. Inquiets à l'idée de voir s'instaurer un enlèvement de hausse des prix et des taux d'intérêt, ils soulignent qu'un recours accru à la [seule] politique monétaire ne serait pas la meilleure approche et préconisent une baisse progressive du déficit budgétaire. S'ils parvenaient à tenir les objectifs de la loi Gramm-Rudman — retrouver l'équilibre à l'horizon 1993 — les Américains bénéficieraient d'une réduction « de l'ordre d'un point » de l'inflation et d'un recul de 60 à 70 milliards de dollars du déficit de la balance courante, évaluée à 132 milliards de dollars en 1988. Pure hypothèse d'école. Un renchérissement du loyer de l'argent, jugé probable par les experts de l'OCDE, comporterait par contre de sérieux risques s'il s'agissait. Les problèmes des caisses d'épargne et du crédit agricole sont aigus outre-Atlantique, sans parler du lourd endettement des entreprises américaines ou de celui, toujours dangereux, des pays du tiers-monde.

Entre un coup de frein trop brutal et les dangers de résurgence inflationniste, la marge de manœuvre des pays industriels paraît étroite. Considérée comme un bon moyen et non une fin en soi, la concertation internationale peut aider à ne pas dériver les acquis des dernières années. Les sujets d'une gestion équilibrée sont pourtant de taille : la stabilité monétaire, de nouveaux progrès en matière de libre-échange alors que « les régimes commerciaux de nombre de pays » de l'OCDE sont moins favorables aujourd'hui qu'il y a dix ans et, au bout du compte, l'emploi.

Si l'on en croit les auteurs du rapport, l'amélioration du marché du travail ira s'amenuisant comme la croissance, moins portée par l'investissement. Et dès la fin 1989 le chômage pourrait recommencer à s'aggraver.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) Organisation de coopération et de développement économique.

## Résumé des prévisions

Taux annuels désinflationnés

	1987	1988	1989	1990
(variation en pourcentage)				
PIB EN VOLUME				
États-Unis	3,4	3,3/4	3	2,1/2
Japon	4,3	5,3/4	4,1/2	3,1/4
Allemagne	1,8	3,1/4	2,1/2	2,1/4
OCDE Europe	2,8	3,1/2	3	2,1/2
Total de l'OCDE	3,3	4	3,1/4	2,1/4
INFLATION				
États-Unis	3,3	3,1/4	4,1/2	4,3/4
Japon	-0,2	1/4	1	1,1/2
Allemagne	2,1	1,3/4	2	1,3/4
OCDE Europe	4,4	4,3/4	4,3/4	4,1/4
Total de l'OCDE	3,4	3,1/2	4	4
(en milliards de dollars)				
BALANCE DES OPÉRATIONS COURANTES				
États-Unis	-154	-132	-116	-108
Japon	87	79	77	72
Allemagne	44,9	45	51	52
OCDE Europe	26	11	9	7
Total de l'OCDE	-49,1	-61	-50	-51
(en pourcentage de la population active)				
CHÔMAGE				
États-Unis	6,3	5,1/2	5,1/2	5,1/2
Japon	2,8	2,1/2	2,1/2	2,1/2
Allemagne	7,9	7,3/4	7,3/4	7,3/4
OCDE Europe	10,7	10,1/4	10,1/4	10,1/4
Total de l'OCDE	7,9	7,1/4	7,1/4	7,1/2
(variation en pourcentage)				
Commerce mondial	8,7	9	7,1/2	7

## Selon l'INSEE

### L'expansion en France devrait continuer au premier semestre 1989 à un rythme à peine ralenti

La conjoncture française aura été brillante tout au long de 1988, et les prévisions réalisées par l'INSEE pour le premier semestre de 1989 laissent présager la poursuite de cette tendance à un rythme un peu ralenti.

Alors qu'une baisse de l'activité avait été redoutée pour 1988, la note de conjoncture rendue publique par l'INSEE le 21 décembre estime que, après une croissance de 3,5 % en 1988 — la plus élevée depuis 1976 — le produit intérieur brut (PIB) continuera de progresser au cours des premiers mois de 1989 ne se ralentissant un peu qu'en fin de semestre.

Deux explications à la poursuite de cette tendance favorable : la poussée des investissements et le dynamisme des exportations françaises. Une conséquence probable : la baisse du taux de chômage en 1989 au-dessous de la barre symbolique des 10 %.

Profitant d'une demande soutenue, et d'une évolution modérée des coûts de production, la production industrielle devrait poursuivre au cours du premier semestre de 1989 une croissance semblable à celle des six derniers mois de 1988, soit 1,9 % en glissement. Cette performance est inférieure à celle du premier semestre de 1988 (+ 2,8 % soit + 5,6 % en rythme annuel), période pendant laquelle les entreprises avaient bénéficié de conditions climatiques favorables et d'un nombre très élevé de jours ouvrables. Cependant, après un creux durant l'été, la croissance de la production industrielle s'est réaccrochée à l'automne, retrouvant son rythme du début 1988. Elle devrait atteindre 1,1 % au premier trimestre de 1989,

avant de s'insérer à 0,8 % au cours des trois mois suivants.

L'INSEE note que « la persistance d'une activité soutenue entretient, au moins à court terme, la demande de facteurs de production par les entreprises ». Les investissements ont poursuivi leur forte hausse entamée au printemps 1987 — l'ont même nettement accélérée — et les résultats préliminaires de l'enquête « investissement » réalisée en novembre par l'INSEE indiquent que les industriels ont revu à la hausse leurs programmes d'équipements pour 1989. L'investissement productif aura progressé en volume de 8 % à 8,5 % en 1988 et même de 11 % à 12 % pour la seule industrie. Ce sont les petites et moyennes entreprises qui sont les plus dynamiques. Il reste aux industriels, note l'INSEE, à se convaincre que le rythme actuel de la croissance économique est durable, et justifie un accroissement plus rapide des capacités de production.

Sur l'emploi, l'analyse de l'INSEE est également portante de bonnes nouvelles : le rythme des créations s'accroît et au total, en 1988, cent soixante-dix-sept mille emplois environ avaient été créés. Alors que l'emploi salarié avait augmenté de 0,5 % (soixante-huit mille) en 1987, sa croissance atteindra 1,3 % en 1988 sans, précise l'INSEE, que ce mouvement soit imputable aux stages d'insertion à la vie professionnelle (SIVP).

En raison notamment des mesures de financement de la Sécurité sociale qui interviendront en début d'année (cotisation vieillesse relevée) et en mai (prélèvement de 0,4 %), l'augmentation de la masse salariale (résultant principalement de la hausse des effectifs, plus que de l'augmentation des

salaires qui reste régulière à 0,8-0,9 % par trimestre) n'aura pas d'effet positif sur le revenu disponible des ménages. La progression de celui-ci devrait s'insérer pour revenir à 1,8 % en glissement au cours du premier semestre de 1989, après + 2,3 % au cours du premier semestre 1988 et + 2,1 % au cours du second. Le pouvoir d'achat restera donc quasi stagnant au début de l'année prochaine — après avoir augmenté régulièrement cette année — ce qui se répercutera avec un certain délai sur la consommation. Celle-ci devrait tout de même augmenter de 1 % au premier semestre 1989.

Après avoir progressé de 0,6 % et 0,8 % aux premier et deuxième semestres de 1988 (mais de 2,2 % en moyenne sur l'ensemble de l'année), le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages ne devrait plus augmenter

#### L'effet de l'investissement

Dans ses perspectives économiques bi-annuelles publiées mardi 20 décembre, l'OCDE souligne — comme l'INSEE — l'accélération de la croissance française depuis 1987, qu'elle estime à 3,5 % en 1988, prévoyant 3 % pour 1989. De même que l'INSEE, l'Organisation de coopération et de développement économique note le fort accroissement de l'investissement productif en France qui pourrait revenir graduellement à un rythme moins rapide.

que de 0,1 % au cours des six premiers mois de 1989.

Du côté des prix, industriels et consommateurs devraient profiter d'une hausse modérée. Et si l'INSEE reconnaît que l'on a touché le fond de la désinflation, elle ne s'inquiète pas d'un dérapage des prix. Les entreprises bénéficient d'une baisse des coûts salariaux unitaires et du plafonnement du prix des matières premières depuis l'été.

Malgré ce tableau très encourageant dressé en cette fin d'année 1988, les économistes de l'INSEE ne manquent pas de souligner plusieurs points noirs : outre la quasi-stagnation du revenu disponible, les résultats commerciaux de la France demeurent préoccupants. Les effets de la forte augmentation des exportations (+ 2,9 % au deuxième semestre 1988 et + 3,1 % au premier de 1989) rendus possibles par une demande étrangère soutenue sont annulés par une hausse plus rapide encore des importations (+ 5 % au deuxième semestre et vraisemblablement + 3,2 % au premier semestre 1989). En conséquence, malgré l'arrêt du mouvement de perte des parts de marché de la France, le déficit de la balance commerciale devrait rester pratiquement inchangé en 1988 par rapport à l'année précédente, soit environ 30 milliards de francs.

A en juger par la note de conjoncture de l'INSEE, la forte croissance de l'économie française aura été beaucoup plus qu'un feu de paille à cause notamment de la forte reprise des investissements. Reste à savoir, note l'INSEE, quand viendra le ralentissement qui dépendra sans doute de l'évolution des prix pétroliers, de celle des taux d'intérêt, et de la poursuite de la confiance des investisseurs.

FRANÇOISE LAZARE.

## Une déclaration de M. Bush

### Les États-Unis sont prêts à revoir leur stratégie sur la dette du tiers-monde

Prenant le relais de la plupart des pays industriels, les États-Unis semblent prêts, à leur tour, à envisager une nouvelle stratégie de la dette. Lors d'une conférence de presse, lundi 19 décembre, le président élu George Bush a implicitement reconnu que le plan Baker, lancé à l'automne 1985 par le secrétaire au Trésor de l'époque nommé il y a peu secrétaire d'État de la future administration, était dépassé.

Particulièrement inquiet de la dégradation de la situation des pays d'Amérique latine « dans le propre hémisphère » des États-Unis, M. Bush s'est voulu ouvert mais prudent. Il n'est pas question d'envisager des annulations pures et simples de dettes mais de rechercher « pro-

gressivement » et au cas par cas les moyens d'alléger le poids des remboursements. Sans pour autant que le fardeau retombe sur les contribuables américains.

D'ores et déjà, le secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, a commencé à étudier les moyens de répondre à ces objectifs. Mais il faudra attendre l'événement, époque à laquelle l'équipe Bush, officiellement en place, devra soumettre au Congrès un rapport sur le tiers-monde, pour savoir si les États-Unis envisagent d'assouplir les règles bancaires afin d'encourager les banques à opter pour une double démarche : alléger la dette actuelle et octroyer de nouveaux crédits à leurs débiteurs.

## REPÈRES

### Bâtiment

#### 10 000 emplois supplémentaires

Fin octobre, l'activité dans les entreprises du bâtiment (selon le nombre d'heures travaillées) enregistrait une progression de 3,5 % par rapport aux 10 premiers mois de 1987 (+ 1,6 % après correction des variations saisonnières). Selon la Fédération nationale du bâtiment (FNB), l'indice d'emploi s'établissait à + 0,6 %, soit une création nette de 10 000 emplois depuis le début de l'année.

### États-Unis

#### Léger tassement de la croissance au troisième trimestre...

Reflet de la sécheresse qui a sévi sur les États-Unis l'été dernier, le produit national brut a augmenté de

2,5 % en rythme annuel durant le troisième trimestre, son niveau le moins élevé depuis près de deux ans, annonce, mardi 20 décembre, le département du commerce. Cette hausse intervient après une augmentation du PNB de 3,4 % au premier trimestre et de 3 % au deuxième. Si l'on exclut l'effet sécheresse, la tendance fondamentale de l'activité économique reste très vigoureuse, 3 % en rythme annuel durant la période juillet-septembre...

#### ...et de l'inflation en novembre

Les prix à la consommation ont progressé de 0,3 % en novembre, aux États-Unis contre 0,4 % en octobre et 0,3 % en septembre annonce, mardi 20 décembre, le département du travail. Cette hausse est légèrement inférieure aux prévisions des analystes et porte l'inflation à 4,4 % en rythme annuel durant les onze premiers mois de l'année contre 4,6 % un an auparavant.

(Publié)

GRUPE CHIMIQUE TUNISIEN  
INDUSTRIES CHIMIQUES MAGHÉBINES  
SOCIÉTÉ ALIANE DES ENGRAIS PHOSPHATÉS ET AZOTÉS  
APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 82/88

**INSTALLATION DE MISE EN TERRIL DU PHOSPHOGYPSE**

Dans le cadre de la lutte contre la pollution, le groupe chimique tunisien a décidé pour ses usines de Gafsa de substituer le mode actuel de rejet en mer du phosphogypse par la mise en terre de ce produit :

Deux variantes sont envisagées :

**VARIANTE N° 1**

- Transport hydraulique du phosphogypse vers un site situé à 12 km environ des usines avec recyclage des eaux.
- Cette installation comprend :
  - Une station de collecte des eaux gypseuses des usines I.C.M. et S.A.E.P.A. 1.
  - Une ou des stations (et) de pompage : débit 38 000 m³/jour.
  - Un circuit de transport par pipe.
  - Une station de mise en terre (300 hectares à aménager).
  - Une station de recyclage des eaux : débit 23 000 m³/jour.

**VARIANTE N° 2**

- Transport solide du phosphogypse vers un site à environ 8 km des usines : cette installation comprend :
  - Une station de collecte du gypse (30 à 35 000 t/d) en provenance des usines I.C.M. et S.A.E.P.A. 1.
  - Un circuit de transport par bandes transportasseuses : Débit 21 000 t/jour.
  - Une station de mise en terre (300 hectares à aménager).
  - Un système de mise en terre.

La réalisation de l'installation se fera selon la formule « clé en main » conformément au planning suivant :

- Réception du cahier des charges à partir du 28/12/1988 au siège du groupe chimique 110, rue Habib-Chagra - S.P. 72 - 6000 Gabès. Tél. : 216.5.71200, télex 51828 ou 81888.
- Révision des offres au plus tard le 31/03/1989.

Les entrepreneurs intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges contre le paiement d'une somme de : 200 000 (deux cents dinars).

**IEMI** INSTITUT EUROPÉEN DE MANAGEMENT INTERNATIONAL

**2<sup>e</sup> SESSION RENTRÉE FEVRIER 89**

Cycle accéléré aux étudiants de 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> cycle voulant changer d'orientation sans perdre une année

**1<sup>er</sup> CYCLE**

2 ans de formation européenne de Management international en alternance : études et stages européens

Londres Barcelone Stuttgart New York

**2<sup>e</sup> CYCLE**

LICENCE EUROPÉENNE DES AFFAIRES avec le centre de management aux affaires de Genève

10 mois de management et de missions professionnelles européennes

**ADMISSION**

1<sup>er</sup> CYCLE : BAC (toute série) ou 1<sup>re</sup> année classes préparatoires universitaires.

2<sup>e</sup> CYCLE : Titulaire d'un diplôme étranger équivalent.

**INSCRIPTION**

APPELEZ LE : (1) 42 66 66 82

IEMI - 71 RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORE - 75008 PARIS

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EUROPÉEN

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

## Économie

# L'État et les siens Le mal-être des postiers

L'automne social aura été marqué par une succession de conflits mettant en cause la manière dont l'Etat gère les personnels qui — directement ou indirectement — dépendent de lui. Le malaise des agents de l'Etat est multiforme. Après avoir enquêté sur les transports (le Monde du 21 décembre), nous analysons la situation des postiers.

Seize heures, samedi. Le bureau de poste de la rue du Louvre, l'un des rares de la capitale, avec ceux des Champs-Élysées et de la tour Eiffel, à ne pas être fermé le week-end, est noir de monde. Soixante-dix personnes, des immigrés pour la plupart, font la queue devant les trois guichets (sur quinze) ouverts au rez-de-chaussée. A 20 heures, ils sont encore une bonne quarantaine à attendre devant les deux guichets disponibles. Quinze jours plus tôt, il était inutile d'espérer envoyer une lettre recommandée le samedi à 16 h 30. Il y avait encore plus de monde.

Quinze heures trente, en ce mois de décembre. Il ne fait pas encore froid. Heureusement pour les agents qui « tirent la toile » (les sacs) au centre de tri de cette grande gare parisienne, car l'appareil qui pourrait théoriquement réchauffer l'atmosphère sur le quai ne marche pas. Depuis des années. Mais qu'on se rassure : l'administration offre à ses agents du transbordement une boisson chaude gratuite par brigade lorsque le mercure du thermomètre descend en dessous de zéro.

Dans la salle où les célèbres « camions jaunes » sont déchargés, les

postiers sont mieux protégés du froid. Le problème, c'est que, lors du « coup de feu » de la fin d'après-midi, on n'y respire plus ! Pourtant, ici, à la différence des quais de gare de la SNCF, le décor n'est pas désespérant de laideur. A condition de s'habituer à l'horizon bouché par les sacs couleur de bure qu'égayent parfois les touches de bleu des sacs de courrier international. Ils sont plus beaux mais ils sont aussi souvent plus lourds (de 5 kilos) que les sacs ordinaires d'un poids esthétiquement plafonné à 25 kilos. « 25 kilos ! Vous vous rendez compte, quand c'est une femme de 50 kilos qui soulève ça ! », s'exclame un syndicaliste. Dans sa vacation, le soir, elles représentent le quart des effectifs, soit une dizaine de personnes sur quarante à emprunter les transports en commun une fois leur vacation terminée, vers 23 h 45... pour la banlieue, évidemment. Ce n'est pas avec ce qu'elles gagnent que ces femmes peuvent espérer habiter Paris (1) !

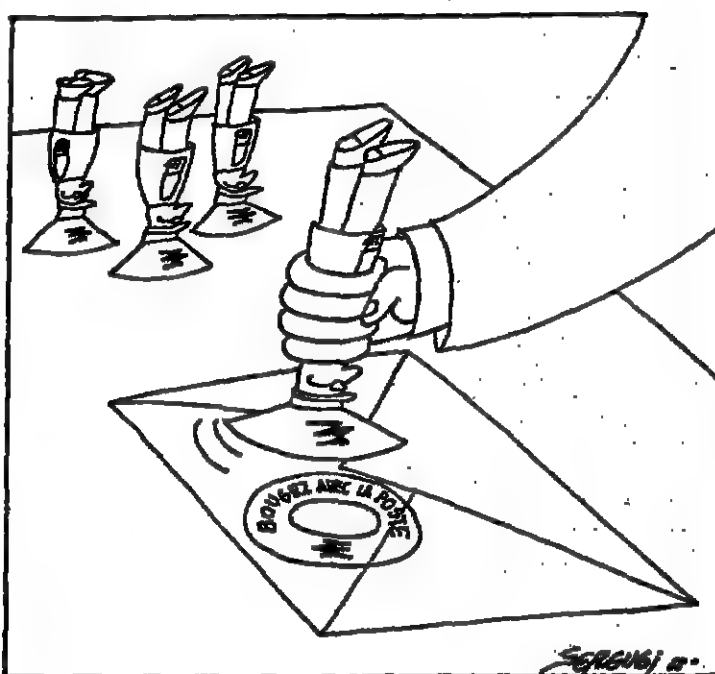
Moins de 6 000 F par mois

A la poste, il faut le savoir, un agent sur deux a gagné l'été dernier moins de 6 000 francs par mois, et un sur trois, moins de 6 000 francs. Presque tout compris, c'est-à-dire en comptant le traitement net, les indemnités de résidence et la quote-part des primes afférentes aux grades. D'autres primes peuvent s'ajouter. Mais ce n'est pas réellement un pactole pour le postier de base (dont le traitement n'a rien à voir avec celui du mythe du receveur de la rue du Louvre qui gagnerait, murmure-on, plusieurs dizaines de milliers de francs par mois).

Ainsi, cet agent de la catégorie C (comme 63 % des postiers) (2), avec ses quinze années d'ancienneté, voit sa fiche de paye passer de 5 700 francs nets à 6 400 francs par mois grâce aux primes : pour cela, il travaille le soir, de 17 heures à 23 h 45... et touche 15 francs de plus quotidiennement pour ses heures de nuit. Ce qui lui fait le plus mal au cœur ? D'être régulièrement taxé de « noni ». Voudrait-il, avec sa catégorie C, exercer les responsabilités d'un « bidou » (les « petits chefs » du transbordement), il toucherait royalement en plus 2,44 francs par jour ! Quant aux ambulants, qui trient le courrier dans les trains en marche, ils reçoivent des primes allant par voyage de 159,56 francs à 332,29 francs, sur lesquelles ils doivent payer leur nourriture et leur logement.

Evidemment, on vous dira que les ambulants s'organisent de manière à passer la nuit et à prendre leurs repas dans leur famille. « C'est sûrement un peu vrai, mais certainement pas pour tout le monde », commente le syndicaliste. Les mécaniques langues vous diront également que la productivité dans les centres de tri est loin d'être fameuse, que les pauses ont tendance à durer beaucoup plus que prévu, que, même si le travail est peu intéressant, il permet à certains d'avoir un deuxième job... Peut-être.

Le plus étonnant, dans le cas de la poste, c'est que le diagnostic social est connu depuis longtemps : en 1984 déjà, M. Jacques Chevallier, doyen de la faculté de droit et des sciences politiques et sociales d'Amiens, brossait un tableau fort sévère de la maison. Tout y était. La poste, écrivait-il, est une « immense entreprise de main-



d'œuvre » (279 443 personnes) (3), composée de « petits fonctionnaires » (la rémunération moyenne ne s'élevait en 1987 qu'à 6 906 francs), désœuvrés (quatre agents parisiens sur cinq viennent de la province) et très jeunes (38,1 ans d'âge moyen), de plus en plus souvent des femmes (36,75 %), en perpétuel mouvement (un agent sur cinq change de résidence chaque année), très stratifié (26 statuts par-

ticuliers couvrant 40 corps de fonctionnaires et 93 grades différents). M. Chevallier mettait également l'accent sur la dégradation du climat social, perceptible depuis la fin des années 60 : le mouvement s'est accentué depuis, puisqu'entre 1985 et 1986 le nombre de journées perdues pour fait de grève a été multiplié par deux, pour augmenter encore légèrement en 1987 (237 972).

Les salariés d'Ile-de-France, les plus « démotivés », sont nettement plus mobiles que leurs confrères de province, ce qui traduit le malaise particulièrement fort des postiers de la région parisienne, reconquis d'ailleurs par la direction générale. Or un postier sur trois travaille en Ile-de-France. Par métier, si les facteurs n'ont pas d'états d'âme, selon la direction, les centres de tri s'avèrent nettement plus turbulents que les autres corps. On le vérifie d'ailleurs en ce moment puisque plusieurs centres sont paralysés par des conflits « enkytés ». Des conflits à répétition qui font naître le célèbre adage : « Ça marche comme une lettre à la poste ». « Si la revendication salariale, témoigne un postier, est totalement justifiée, elle n'est pas le seul moteur d'une contestation latente. La parcellisation du travail, la répétition des tâches sans intérêt, les rapports difficiles avec un encadrement habitué à communiquer par écrit et perçu comme une hiérarchie avec toute la connotation péjorative du mot... Les travailleurs de la fonction publique sont totalement déresponsabilisés, la responsabilité étant le privilège de celui qui est en-dessus, moins être forcément, puisqu'il est en-dessus.

Alors les syndicats

A ces frictions, blocages et autres grincements, il faut ajouter une tendance à la surqualification des agents : le chômage draine vers les concours d'entrée un nombre croissant de diplômés, certains facteurs étant même parfois titulaires d'une licence. Des syndicalistes ne sont pas ceux qui pensent le plus souvent les concours internes au détriment des agents les plus modestes, et contribue à dégrader le moral des troupes : les surdiplômés seraient alors en fait un travail qu'ils estiment dévalorisant. La direction générale de la poste relativise ce phénomène, assurant au contraire que les surdiplômés ne sont pas ceux qui posent le plus souvent les concours internes.

Autre déception pour beaucoup de postiers : les difficultés qu'ils rencontrent pour retourner dans leur province d'origine. Tout tourne autour de la fameuse « fiche de vote » qu'ils remplissent chaque année (ils sont 46,5 % à le faire). Mais, surtout, dans certaines régions, celle de la gérance : le Sud-Ouest et la Bretagne sont réputés particulièrement difficiles, les départements d'outre-mer étant franchement bouchés, alors qu'un nombre important d'agents en viennent. Éléments supplémentaires d'immobilisme : certains postiers évitent de se présenter à des concours internes pour ne pas perdre leur place sur la liste d'attente de retour au pays !

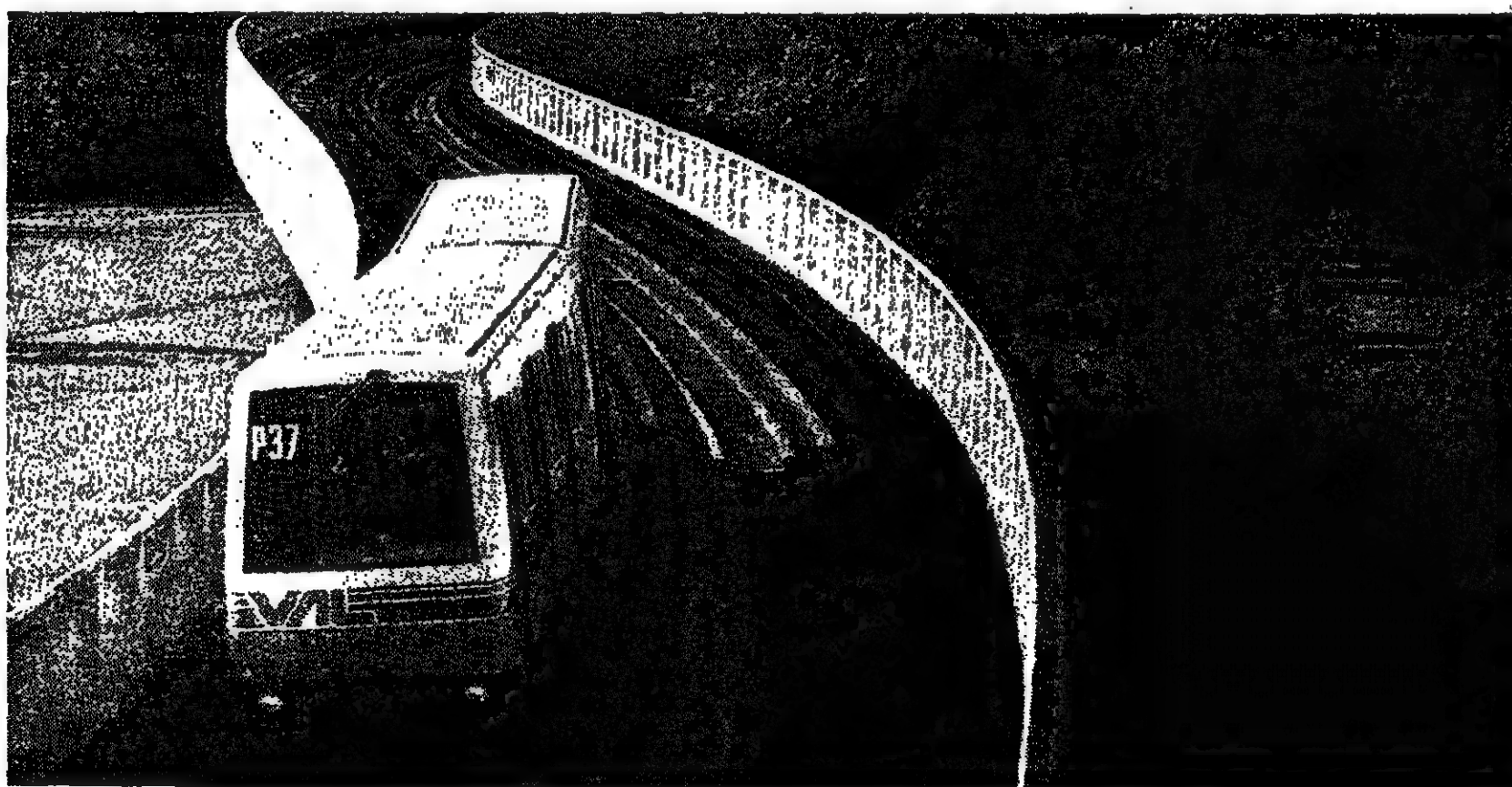
En fait, tout se passe comme si le statut de la fonction publique, même s'il est facteur de rigidité, était le seul luxe des postiers : il leur assure en tout cas la sécurité de l'emploi. Depuis 1984, une dizaine de milliers de postes ont pourtant été supprimés dans les régions riches de la gérance : le Sud-Ouest et la Bretagne sont réputés particulièrement difficiles, les départements d'outre-mer étant franchement bouchés, alors qu'un nombre important d'agents en viennent. Éléments supplémentaires d'immobilisme : certains postiers évitent de se présenter à des concours internes pour ne pas perdre leur place sur la liste d'attente de retour au pays !

Plus sérieusement, on explique qu'il y a un déséquilibre entre les différents services. « Dans certains, on est à l'or », soutient-on. Interrogé sur les conséquences de l'introduction éventuelle d'une machine capable de lire les adresses même manuscrites (un prototype sera testé en 1990), on assure qu'aucun grand métier à l'intérieur de la maison n'est menacé. « Il n'y aura pas de révolution à la poste. Nous ne serons jamais face à une réduction importante des effectifs », déclare-t-on. Une conviction qui laisse rêver lorsqu'on réalise que le trafic du courrier sous monopole se réduit comme une peau de chagrin : il baisse de 3,5 % par an et ne représente plus que 65 % des recettes du courrier qui, elles-mêmes, n'assurent que la moitié des rentrées totales de la poste (le reste provient des services financiers). La poste est déjà plongée dans un univers concurrentiel. Avec un personnel mal dans sa peau, des grèves qui empêchent son image, une organisation vieillissante face à la concurrence croissante d'énormes groupes privés internationaux, ne pêche-t-elle pas par optimisme ?

FRANÇOISE VAYSSÉ

Demain :  
Sécurité sociale,  
l'ère des sureffectifs  
par GUY HERZLICH

(1) M. Quille a annoncé la construction de 1 500 logements sociaux dans la capitale en trois ans.  
(2) Il y a quatre catégories à la poste. La D est la plus modeste et regroupe 3,3 % des agents. Viennent ensuite la C (62,9 %), la B (27,1 %) et la A (6,7 %).  
(3) Les chiffres ci-dessus sont tirés du bilan social de la poste en 1987.



LE CRÉDIT LOCAL DE FRANCE FINANCE LE PREMIER MÉTRO  
LÉGER CONCEDE DE FRANCE :  
LE VAL DE L'AGGLOMÉRATION DE TOULOUSE

A Toulouse, aux côtés de la Caisse des dépôts et consignations, de Transcet, de Matra, de la Semvat et des investisseurs locaux, le Crédit Local de France participe à la réalisation de la ligne A du VAL, concédée par le Syndicat Mixte des Transports Collectifs de l'agglomération toulousaine.

Le Crédit Local de France est le chef de file de l'ensemble des financements par emprunt, qui représenteront près de 2,5 milliards de francs.

A Toulouse, le Crédit Local de France met ses financements d'avant-garde au service des élus, pour améliorer la vie quotidienne des habitants de l'ensemble de l'agglomération et doter cette métropole européenne d'un réseau de transports collectifs à la hauteur de ses ambitions.

CRÉDIT LOCAL DE FRANCE : Le banquier des ambitions locales.



CRÉDIT  
LOCAL de  
FRANCE  
— GROUPE —  
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Les fleches de



# Économie

## SOCIAL

### Succès de la CGT au comité d'entreprise de la RATP

C'est la CGT qui a finalement gagné aux élections pour le comité d'entreprise de la RATP. Dans un climat de désintérêt paradoxal après un long conflit — encore inachevé chez les ouvriers d'entretien du métro — elle a mieux su mobiliser les électeurs et, en maintenant presque ses voix (11 487 contre 11 817), gagner 4,7 points en pourcentage par rapport à 1986 : elle passe de 44,6 % des suffrages exprimés à 49,3 %, approchant dans la majorité absolue. Obtenant 9 sièges sur 15, elle conserve le contrôle du CE.

Mais tous les syndicats signataires de l'accord salarial n'ont pas été sanctionnés. Les Autonômes, reculant de 2,5 points, en particulier parmi le personnel de la RATP, qui constitue une de leurs bases. FO et la CFDT, qui avaient fait liste commune dans le personnel d'entretien, reculent encore plus (3,8 points). La CFDT, toujours très minoritaire, est le seul syndicat à progresser à la fois en voix (de

2176 à 2217) et en pourcentage (de 8,2 % à 9,5 %).

Sur 39 580 inscrits (contre 39 935 en 1986) et 23 845 suffrages exprimés (contre 26 493), la CGT a obtenu 49,3 % des voix contre 44,6 % les Autonômes (exécution) 11,2 % (contre 13,7 %), l'alliance FO-CFTC dans le personnel d'entretien 9,5 % des voix (FO seule en avait recueilli 11,8 % en 1986 et la CFTC 1,5 %), la CFDT 9,5 % (contre 8,2 %), les indépendants 8,3 % (contre 7,6 %), l'entente FO (ATM)-CFTC chez les cadres et la maîtrise 6,2 % (contre 6,3 %) et l'entente CGC-Autonômes 6 % (contre 6,2 %). Ainsi, dans le collège exécutif, la CGT obtient 7 sièges au lieu de 6, les Autonômes 1 au lieu de 2, l'alliance FO-CFTC 1 (contre 1 à FO), les indépendants 1 comme avant ; dans le collège maîtrise, la CGT conserve ses 2 sièges et l'alliance FO-CFTC le sien ; chez les cadres, enfin, les alliances CGC-Autonômes et CFTC-FO conservent chacune leur siège.

### Métro : reprise du travail

La reprise du travail dans les ateliers d'entretien du métro parisien devrait être générale le mercredi 21 décembre, ou les ouvriers ont voté la reprise du travail dans quatre grands ateliers d'entretien (Peyrol, Lila, Saint-Ouen, Chole). Quinze ouvriers restent en grève aux ateliers d'Anteuil (ligne 10) et Saint-Fargeau (ligne 3).

Le retour à la normale du trafic sera néanmoins très progressif. Dans le RER (ligne A et ligne B), la RATP a prévu d'assurer le service habituel, le jeudi 22 et le vendredi 23, pour revenir ensuite au régime du samedi, soit 50 % du trafic habituel, jusqu'au 2 janvier qui verra la fin de ce régime d'exception.

Dans le métro, les lignes 4 (Orléans-Clichy) et 11 (Châtelet-Les Halles) fonctionneront à plein le 21 janvier.

La ligne 1 (Vincennes-Neuilly) qui a été la plus malmenée par la grève ne fonctionnera pas avant le mardi 27 décembre, et le retour à la normale s'y étalera jusqu'au 4 janvier.

En grève depuis cinq semaines à Bastia, depuis deux semaines à Ajaccio, les agents des centres de tri

postal de Corse ont majoritairement voté, le 20 décembre, pour la reprise du travail, effective le 21 décembre.

Dans les centres de tri des PTT, seule reste en suspens la situation à Marseille où deux centres de tri étaient toujours bloqués le 20 décembre.

A EDF-GDF, la journée du 20 décembre avait été choisie par la CGT pour mener une action nationale sous des formes « très diversifiées » avec l'ensemble des personnels, de 8 heures à 12 heures. L'opération, surnommée « des quatre jendjis », dans les centrales thermiques, s'est traduite par une baisse de production d'électricité de 20 % en fin de matinée mais n'a pas entraîné de coupures de courant.

Sur les plages d'autoroutes, des préavis de grève ont été déposés pour les 22, 23 décembre et le 2 janvier 1989 par l'intersyndicale (CFDT, CFDT, FO, CGC et Autonômes) des personnels. Les propositions salariales des directions de cinq sociétés d'autoroute ont été rejetées le 20 décembre. Toutefois, la direction de la Cofiroute (autoroutes A 10, A 11 et A 71), ayant signé un accord avec son personnel, affirme qu'il n'y aura pas de grève.

### Service minimum et rigueur

### Les flèches de M. Marchelli

M. Paul Marchelli, président de la CFE-CGC, s'est montré particulièrement incisif dans ses jugements, lors d'une conférence de presse, le mardi 20 décembre. Il a d'emblée aligné une série de constats. Tout d'abord, « la France est sortie de la crise » ; même si des points noirs subsistent, son économie affiche une santé qui ne cesse de s'améliorer. En second lieu, les dernières grèves « peuvent mettre en cause la continuité du développement du pays ».

M. Marchelli a poursuivi : « homme d'imagination » — a commis « une faute » en s'écroulant pas l'été dernier M. Marchelli qui le prévenait de l'imminence d'une agitation sociale et en refusant en conséquence le « Matignon préventif » (avec tous les partenaires sociaux) qu'il avait suggéré.

A travers cette période trouble, a noté ironiquement M. Marchelli, « on a perdu en route la rigueur, d'une manière hétérogène et botaie ». Le pouvoir d'achat a progressé dans le secteur public mais moins pour les cadres qui ont fait le tiers d'une « politique égalitaire d'horaires ».

Mais M. Marchelli a décoché paradoxalement ses flèches les plus acérées sur l'éventuelle mise en place d'un service minimum en cas de grève. Paradoxalement, parce que la CGC y est favorable. « Mais, a-t-il souligné, nous n'avons pas l'intention de participer à une manœuvre politicienne et encore moins à une manœuvre préfectorale ».

Aimant manier le paradoxe, M. Marchelli s'est montré réticent sur l'engagement immédiat d'une négociation qui « ne peut être que le final d'un processus qui doit se mettre en œuvre de manière urgente ».

Il a suggéré au gouvernement d'engager une enquête auprès des usagers (entreprises et particuliers) afin de faire apparaître leurs « besoins réels ». A la suite de cette consultation, le gouvernement prendrait « la responsabilité de proposer aux représentants du peuple la définition d'un service minimum ».

Troisième étape dans le schéma de M. Marchelli : « Quand cette loi sera votée, nous pourrions négocier service public après service public ».

### Renseignements publicités

Le Monde

Affaires  
Tél. : 45-55-91-32  
poste 4160 ou 4107

## AFFAIRES

### Philips est condamné pour entrave à la concurrence

VALENCE de notre correspondant

La société Philips (électronique domestique) vient d'être condamnée à 1 million de francs d'amende par le Conseil de la concurrence. Le conseil a estimé, dans sa séance du 6 décembre, que les conditions de vente imposées par le fabricant à ses revendeurs de matériel hi-fi avaient pour effet « de limiter la concurrence entre eux en leur imposant un prix de vente minimum ».

C'est dans un document intitulé « Engagement Hi-Fi laser » distribué par Philips à ses revendeurs en 1986 et 1987 que le conseil a pué les principaux motifs de sa décision. Ce document stipulait que le versement d'une ristourne en fin d'exercice était subordonné « au respect de la réglementation économique et de la concurrence, notamment de la loi interdisant la vente à perte ». Sous cette apparente invitation au respect de la loi, « la société Philips se réservait, en fait, la possibilité de supprimer toutes les ristournes auxquelles un revendeur pouvait prétendre si elle estimait qu'il avait pratiqué à un moment quelconque, une vente à perte » note le conseil.

En effet, par le jeu subtil de ces dispositions, les distributeurs ne pouvaient bénéficier des ristournes prévues qu'à la condition de ne pas en tenir compte pour l'établissement de leur prix minimum de vente... et donc de ne pas les répercuter au profit des consommateurs.

Pris dans cet engrenage, la plupart des détaillants affectaient les mêmes prix : une enquête administrative, menée fin octobre 1986 dans la région parisienne, a révélé une quasi-identité des prix de vente des platines laser Philips « proches du tarif de base du fournisseur ».

Le Conseil de la concurrence avait été saisi en février et mars 1987 par M. Jean Chapelle, un détaillant qui exploite deux magasins portant son nom, rue de Rennes à Paris et à Valenciennes, et un troisième magasin sous l'enseigne « Concurrence », place de la Madeleine à Paris. M. Chapelle, qui pratique des marges réduites, s'était vu opposer des refus de livraison de la part de Philips parce qu'il refusait de se soumettre aux conditions de vente imposées par le fournisseur.

GÉRARD MÉJEAN.

OPA contre Fairchild Industries. — Fairchild Industries, une firme américaine d'électronique, fournisseur du Pentagone, fait l'objet d'une offre publique d'achat de Carlyle Group. Cette offre, au prix de 15,50 dollars représente un total de quelque 264 millions de dollars (1,6 milliard de francs). Fairchild Industries a réalisé en 1987 un chiffre d'affaires de 454 millions de dollars (2,76 milliards de francs) pour un bénéfice net de 12 millions de dollars (73 millions de francs).

Revalorisation de l'allocation de solidarité. A la charge de l'Etat, l'allocation spécifique de solidarité est revalorisée à compter du 1<sup>er</sup> novembre. L'arrêté publié au Journal officiel du 14 décembre précise que, dans le cas général, l'allocation non majorée depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1985 est portée de 64,50 F par jour à 66,43 F. Pour l'allocation versée aux chômeurs de plus de cinquante-cinq ans, inchangée depuis le 1<sup>er</sup> avril 1987, le montant passe de 92,50 F à 95,40 F par jour.

### Avec l'achat d'une entreprise turque

### DMC accélère son développement international

En quelques semaines, le groupe textile DMC (Dollfus Mieg et Cie) a effectué quatre acquisitions. La dernière en date, annoncée mercredi 21 décembre, est une prise de participation de 50 % dans la société Bezkurt, filiale textile du groupe turc Koç, qui fait partie des trois cents premières entreprises mondiales d'après le classement de Fortune.

Le montant de la transaction se situe entre 120 et 200 millions de francs pour cette entreprise qui réalise un chiffre d'affaires de 430 millions de francs dans la filature, le tissage, le finissage et la confection. D'ici deux ans, les activités devraient être scindées en deux branches. DMC conservera la gestion de celles situées en amont, mais abandonnera la partie confection aux responsables turcs.

Récemment, le groupe DMC avait déjà annoncé le rachat d'une usine d'impression à Orangeburg, en Caroline du Sud, celui des Soieries de Limony, près de Lyon, et une prise de participation de 50 % dans la société irlandaise Atlantic Mills (anciennement Burlington Sportswear Fabrics Ltd), un des plus importants fabricants de denim (toile de jeans) en Europe.

« Ces opérations sont destinées à renforcer notre position soit dans

des secteurs choisis pour leur rentabilité, soit parce que nous y sommes déjà fort », explique M. Guy Arnould, directeur de la stratégie et du développement. Nous voulons aussi nous installer dans les pays où la consommation est en croissance, tels la Turquie ou les pays du Sud-Est asiatique. Depuis la fin de 1983, cette politique s'est déjà concrétisée par le rachat d'Hervillier (laines à tricoter Annie Bist et Berger du Nord), des firmes tunisiennes Ticaro (fils à coudre) de Siter (imprimés) et de Saic Velorex (première société européenne dans les tissus de velours et de sportswear).

L'acquisition et la modernisation de l'usine d'Orangeburg devraient coûter à DMC 140 millions de francs sur deux ans. Quant à la prise de participation dans Atlantic Mills, dont le montant n'a pas été révélé, elle a probablement coûté un peu moins de 25 millions de dollars (150 millions de francs), la somme qu'avait déboursée le groupe néerlandais Ten Cate pour en acquérir la totalité en mars dernier. Depuis 1986, DMC a consacré environ 300 millions de francs par an à ses investissements industriels.

Ce développement n'a été rendu possible qu'après la politique de redressement menée par M. Julien Charlier depuis son arrivée à la tête du groupe en 1982. Sorti du rouge

dès 1983, DMC réalise en 1988 un bénéfice de 250 millions de francs, pour un chiffre d'affaires de 8 milliards. Mais cette restructuration s'est faite au prix d'une forte baisse des effectifs : 35 % entre 1970 et 1982. Aujourd'hui, le groupe emploie douze mille deux cents personnes.

Dans le même temps, on a remplacé la moitié des cadres et mis en place un nouveau état-major. L'outil de production a été modernisé, avec par exemple l'acquisition de nouveaux métiers à tisser ou la construction d'une usine d'impression sur soie en Chine. Depuis l'installation d'un système de conception et de création assistées par ordinateur, il faut six heures pour réaliser deux mille nouveaux dessins en cinq couleurs. Au lieu de trois semaines précédemment.

Pour avoir les moyens de son développement et se prémunir contre toute tentative d'OPA, le groupe a consolidé son actionnariat. En mars dernier, il a procédé à une augmentation de capital de 407 millions de francs, souscrite avec le soutien de banques amies.

DMC s'est donné jusqu'en 1995 pour être le numéro un du textile européen. Il lui reste sept ans pour dépasser les britanniques Courtauld et Coats Virella ainsi que le français Prouvost.

FRANÇOISE CHIROT.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### EURAFRANCE

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires d'Eurafrance, réunie sous la présidence de M. Michel David-Weill le 19 décembre 1988, a approuvé :

- les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1988 qui font ressortir un bénéfice net comptable de 181,99 millions de francs dont 181,99 millions de francs de bénéfice net courant. Au titre de l'exercice précédent le bénéfice net courant hors éléments non récurrents, était de 132,96 millions de francs ;
- la distribution d'un dividende net de 32 F par action correspondant, avec l'avoir fiscal, à un revenu global de 48 F contre, respectivement, 29 F et 43,5 F par action ancienne au titre de l'exercice précédent, soit une progression de 10,3 %. Le versement de ce dividende représente une distribution globale de 97,70 millions de francs contre 79,70 millions de francs au titre de l'exercice 1986-1987, soit une augmentation de 22,6 % ; il est rappelé que l'an dernier, chacune des actions nouvelles avait bénéficié d'un demi-coupon ;
- la nomination de MM. Yves Boël et Jean Peyrefitte en tant qu'administrateurs et de M. Jean Dromer en tant que censeur.

L'assemblée générale extraordinaire, qui s'est tenue à l'issue de l'assemblée générale ordinaire, a donné au conseil les autorisations nécessaires pour pouvoir porter le capital, en une ou plusieurs fois, à un maximum de 1 milliard de francs, pour émettre des valeurs mobilières pour un montant nominal maximum par émission de 1 500 millions de francs et pour consentir des options de souscription et d'achat d'actions Eurafinco. Par ailleurs, cette assemblée a décidé de changer les dates d'ouverture et de clôture de l'exercice social qui commenceront désormais le 1<sup>er</sup> juillet pour s'achever le 30 juin, et de clore par anticipation le 30 juin 1989 l'exercice en cours. Elle a enfin approuvé un certain nombre de modifications des statuts.

## Compagnie Générale d'Electricité

CGE  
COTÉE  
A TOKYO

L'action CGE a été introduite à la Bourse de Tokyo le 20 décembre 1988.

Si plus de 100 sociétés non japonaises étaient cotées à la Bourse de Tokyo à cette date, aucune société française ne figurait parmi elles.

Cette cotation a été précédée par un placement public d'un million d'actions CGE sur le marché japonais, réalisé le 8 et le 9 décembre auprès de plus de 8.000 souscripteurs.

Elle s'inscrit dans une stratégie internationale de présence sur les marchés financiers ; ainsi, après son retour à la Bourse de Paris en juin 1987, la CGE avait déjà fait coter ses actions en Allemagne fédérale, en Belgique, aux Pays-Bas, en Suède et en Suisse.

LA CGE EN DIRECT :  
• MINITEL : 36.15 code CGE  
• Téléphone actionnaires : (1) 42 561 561



NIXDORF  
COMPUTER  
IETH

2<sup>e</sup> Cycle de Management et d'informatique appliqués au Tourisme et à l'Hôtellerie

2<sup>e</sup> SESSION RENTREE FEVRIER 89

L'IETH et NIXDORF COMPUTER s'associent pour former des Cadres de haut niveau en décision et implantation informatique dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie

FORMATION EN 10 MOIS

DIPLOME DOUBLE COMPETENCE :  
MANAGEMENT ET INFORMATIQUE

OPTION : Tourisme et Hôtellerie

Admission : BTS, DUT, DEUG ou LICENCE

Financement à 100% Prêt étudiant

INSTITUT EUROPEEN DE TOURISME ET D'HOTELLERIE

INSCRIPTION - APPELEZ LE :

(1) 42 66 66 82

IETH 71, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75005 PARIS - Tél. : (1) 42 66 66 82  
Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur Européen

هكذا من الأصل



# Marchés financiers

## L'inversion des taux d'intérêt

### Un signal d'alarme

Depuis la mi-décembre, sur la place de Paris, les taux à court terme ont rejoint et même légèrement dépassé, les taux à long terme. Le foyer de l'argent au jour le jour, après le relèvement des taux d'intervention de la Banque de France, la semaine dernière, est monté de 7 3/4 % à plus de 8,5 %, ce qui sur un an donne un rendement de 8,80 %, tandis que celui des obligations du Trésor à dix ans oscille autour de 8,70 %.

Ce phénomène porte le nom d'inversion, car, normalement, les taux à court terme évoluent un point et demi ou deux points au-dessus des taux à long terme. Le préteur « long » demande en effet une rémunération plus forte pour une durée d'immobilisation de ses fonds plus élevée, sans compter les aléas d'un placement sur dix à douze ans. L'emprunteur à court terme n'a pas le même souci. C'est ce qui se passe actuellement en Allemagne, où l'argent au jour le jour est payé 5 % et les obligations à dix ans rapportent 6,70 %.

En revanche, le même phénomène d'inversion est noté aux États-Unis, le rendement des bons du Trésor à deux ans et dix ans s'établissant à 9,10 % et à 9,06 % au lieu des 9 % et moins qu'offrent les bons à trente ans.

Ce phénomène correspond à l'attente des détenteurs de capitaux. Ils peuvent juger inévitable une hausse des taux à court terme dans l'immédiat, pour diverses raisons. Parmi celles-ci figure l'action restrictive des banques centrales, soucieuses de juguler l'inflation. Mais, estimant que cette hausse ne durera pas, dans l'intervalle, les détenteurs de capitaux s'abstiennent d'investir dans des placements à long terme, trouvant une rémunération facile dans les placements courts.

Ainsi, aux États-Unis, on voit la Réserve fédérale favoriser une montée continue du foyer de l'argent au jour le jour, en six mois, a progressé de deux points à près de 9 %, cela pour essayer de calmer la sur-

chauffe et de tuer dans l'œuf une inflation naissante. Les milieux financiers américains, toutefois, sont persuadés que l'année prochaine un net ralentissement de l'expansion entraînera automatiquement une chute du foyer de l'argent à court terme.

Mais, si la tension des taux à court terme persiste à l'initiative de la Réserve fédérale, les taux à long terme vont monter à leur tour pour recréer l'écart naturel précédemment évoqué. C'est ce qui risque de se passer aux États-Unis, où bien des signes montrent que les prix à la production long terme s'amorcent leur ascension depuis le début de l'année en raison de la saturation des capacités de production : + 10 % pour la chimie, les métaux, les moteurs électriques, + 7 % pour le papier, + 6 % pour l'alimentation.

### Les salaires remontent la pente

L'impact de ces hausses ne s'est pas encore fait sentir sur les prix de détail (+ 0,3 % seulement en novembre après + 0,4 % en octobre). Mais, selon les experts de la banque Morgan, on ne perd rien pour attendre, d'autant que les salaires, « sages » depuis trois ans, s'engagent eux aussi sur une pente ascendante.

En ce cas, les taux longs américains commenceront à monter, car les neuf investissements qui se sont produits depuis 1953 ont toujours provoqué une telle montée. Beaucoup se rappelleront alors que ce genre de phénomène en 1987 avait débouché sur le krach du 19 octobre. Mais l'histoire ne se répète jamais tout à fait.

En Europe, un signal très clair a été donné par la Banque fédérale d'Allemagne qui, pour prévenir l'inflation et éviter d'avoir à manier la bache dans quelques mois, vient de relever ses taux d'un demi-point, obligeant la Banque de France à l'imiter, bien que l'inflation ne soit pas menacée de ce côté-ci du Rhin. C'est pourquoi, à Paris, les taux de l'argent à court terme, qui déjà montent depuis deux mois pour assurer la défense du franc, viennent maintenant buter contre les taux à long terme et même les dépasser. Cela s'est déjà produit très temporairement à la fin de 1986, mais les marchés des changes étaient alors en crise aiguë et le franc était menacé. Cette fois-ci, la poussée est continue et du fait de l'initiative allemande n'est guère susceptible de retomber de si tôt, d'autant qu'elle n'est pas pour déplaire complètement à la Banque de France, rendue inquiète par une croissance trop rapide des crédits bancaires aux entreprises (+ 17 %) et aux particuliers (+ 22 %). Comme il faudra bien que le fameux écart se rétablisse, à défaut des taux courts, ce seront les taux longs qui remonteront, bien qu'à l'heure actuelle le marché de Paris soit persuadé du contraire.

FRANÇOIS RENARD.

## BIMP Banque Industrielle & Mobilière Privée

### PRIV ASSOCIATIONS

Société d'investissement à capital variable

Lors de la réunion du 22 novembre 1988, le conseil d'administration a autorisé les comptes de la société pour l'exercice clos le 30 septembre 1988 et arrêté les projets de résolutions qui seront proposés à la prochaine assemblée générale.

Le conseil a constaté la progression de l'actif net de la SICAV, qui est passé, au cours de l'exercice, de 1.520,58 à 3.736 millions de francs, et a noté la régularité de la progression de la valeur liquidative.

Dividende net réinvesti, l'action de Priv Associations a en effet réalisé une performance de 7,84 %, qui peut être comparée au taux moyen du marché monétaire au jour le jour qui, sur la même période, s'est établi à 7,59 %.

Le conseil proposera à l'assemblée des actionnaires la distribution d'un dividende net de F 1.229,53 par action.

Le conseil proposera la ratification de la cooptation de M. André de Bona en qualité d'administrateur, de la Caisse autonome de retraite des médecins français (CARMF), censeur de la société et du renouvellement des mandats d'administrateurs de M. Michel Houssein de la Banque de Baccus-Beau, et de la Banque Marlin-Maurel.

Les souscriptions et les rachats sont reçus auprès de :

- Banque Industrielle et Mobilière Privée, 22, rue Pasquier, 75008 Paris. Tél. : 40-06-00-00.

- Banque Marlin-Maurel, 43, rue Grignan, 13006 Marseille. Tél. : 91-54-91-33.

- Banque de Savoie, 6, boulevard du Théâtre, 73001 Chambéry. Tél. : 79-33-93-10.

- Banque de Baccus-Beau, 9, rue Rougemont, 75009 Paris. Tél. : 42-46-40-20.

- République National Bank of New York (France), 20, place Vendôme, 75001 Paris. Tél. : 42-60-38-64.

- Cyril Finance Gestion, 5, rue Tronchet, 75008 Paris. Tél. : 42-66-68-88.

- Banque parisienne internationale, 42, avenue Montaigne, 75008 Paris. Tél. : 47-23-54-50.

- Bank-Leumi Le Israël (France), 30, bd des Italiens, 75009 Paris. Tél. : 42-46-92-20.

- Yves Soulié, SA, société de Bourse, 3, rue Rossini, 75009 Paris. Tél. : 42-46-92-30.

- Palais Marnont Banque, 26, rue Murillo, 75008 Paris. Tél. : 42-67-01-00.

- Auxilix, 4, place des Saussaies, 75008 Paris ;

- Mornay Multigestions, 59, rue Van-Gogh, 75012 Paris ;

- Soprofinance, 50, rue Castagnary, 75015 Paris ;

- Etablissement dépositaire.

## NEW-YORK, 20 décembre

### Consolidation

Après deux séances d'assez forte hausse, la Bourse new-yorkaise, mardi, fait un pas en arrière. La journée avait pourtant bien commencé, et vers midi, l'indice Dow Jones avait même dépassé son plus haut niveau de l'année. Il devait cependant céder ensuite tout le terrain initialement gagné, et même un peu au-delà, pour s'établir, en clôture, à 2 166,07, soit à 6,61 points en dessous de son niveau précédent. Le bilan général a été négatif. Sur 1 996 valeurs traitées, 838 ont baissé, 644 ont monté et 514 n'ont pas varié.

Les dernières statistiques économiques témoignaient plutôt d'un ralentissement de la croissance et de l'éloignement de la menace de surchauffe ont plutôt encouragé les investisseurs à prendre des positions. Mais la crainte d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt a été le plus forte. De nombreux professionnels étaient, néanmoins, d'avis qu'une reprise de fin d'année était mûre. L'activité est restée modérée, avec 161,09 millions de titres échangés, contre 162,25 millions.

VALEURS	Cours de 19 déc.	Cours de 20 déc.
Alcoa	84 5/8	85 1/4
A.T.T.	30 1/8	29 3/8
Bell	28 3/8	28 1/8
Chrysler	28 3/8	28 1/8
Du Pont de Nemours	87 3/8	86 7/8
General Motors	48 3/8	48 1/8
IBM	122 3/8	122 1/4
Johnson & Johnson	51 3/4	51 1/4
Merck	48 3/8	48 1/8
Pfizer	58 3/8	57 3/4
Schering	52 3/8	51 3/4
Union Carbide	108 1/4	108 1/2
U.S. Steel	28 7/8	28 3/8
Westinghouse	52 3/8	52 1/8
Yale	57 7/8	58

## LONDRES, 20 décembre

### Petite hausse

La Bourse a terminé en légère baisse mardi. L'indice Fonds Inter-Grant en progrès de 6,9 points (+ 0,38 %), à 1 777,4. Le niveau d'activité était légèrement supérieur à celui de la veille, portant sur 445,7 millions de titres, contre 369 millions. L'annonce d'un ralentissement de la progression de la masse monétaire et du crédit bancaire pour novembre a encouragé la tendance. D'autre part, l'échec de la tentative du groupe électronique Plessey d'obtenir devant la justice britannique un gel de l'OPA instaurée conjointe de GEC et de Siemens a stimulé l'intérêt des investisseurs pour les valeurs opéables. En revanche, le complément Grand Metropolitan a perdu plusieurs points, en raison de l'incertitude de certains spécialistes après le succès de l'OPA sur l'américain Pillsbury. Parallèlement, les réductions d'effectifs se poursuivent à la City. Ainsi, la filiale londonienne de la maison de courtage américaine Smith Barney Harris Upham a décidé d'abandonner l'ensemble des activités dans les secteurs des euro-emissions des obligations convertibles et des actions de fonds d'Etat non américains. De ce fait, elle a décidé de supprimer cinquante emplois. Enfin, la banque Barclays a annoncé la cession prochaine de sa participation de 20 % dans la banque nigérienne Union Bank of Nigeria.

## FAITS ET RÉSULTATS

● Plessey abandonne son action devant la justice britannique. — Le constructeur électronique britannique Plessey, qui fait l'objet d'une OPA conjointe de son compatriote GEC et de l'allemand Siemens, a abandonné son action devant la justice de son pays pour obtenir le gel de cette opération. Plessey a pris cette décision, dans la nuit de mardi à mercredi, après qu'un tribunal londonien lui a refusé le gel de l'OPA inamicale. Plessey aurait pu faire appel, mais il a auparavant renoncé, indiquant le Financial Times dans son édition du 21 décembre. Seule reste donc l'action intentée par l'entreprise attaquée auprès de la Commission européenne, au nom de l'article 85 du traité de Rome qui interdit les accords industriels susceptibles d'entraver la concurrence.

● Chargeurs SA va entrer dans le capital du leader britannique Drummond. — Le groupe français Chargeurs SA (textile, transport aérien...) a annoncé, le 20 décembre, qu'il allait souscrire à une émission réservée d'actions à dividende prioritaire, lui assurant, en cas de conversion en actions ordinaires, une participation de quelque 20 % dans le groupe leader anglais Drummond (300 millions de francs de chiffre d'affaires). Cette souscription, décidée en accord avec la direction de Drummond, doit obtenir l'accord des actionnaires.

● Valeo se renforce dans les avions en RFA et en Espagne. — Valeo, premier équipementier automobile français, est l'actionnaire principal de la société de l'italien Carlo De Benedetti, a obtenu les

## PARIS, 21 décembre

### Peugeot en vedette

L'année boursière s'est achevée mercredi rue Vivienne dans de bonnes conditions. Pour le dixième fois de l'année, et la neuvième consécutive, la liquidation de décembre a été gagnante (+ 2,3 %), portant ainsi à près de 53 % la hausse des cours pour 1988.

Comme toujours en pareille occasion, des ventes bénéficiaires se sont produites. Mais elles ont été remarquablement bien absorbées. En effet, de 0,41 % dans la matinée, l'indice a instantanément baissé plus que de 0,08 % à 13 heures. Dans l'après-midi, il s'est établi à 0,01 % au-dessus de son niveau précédent.

De l'avis général, le marché avait envie de monter. Peugeot en est la tête avec une progression inhabituelle (+ 3,5 %) vu le lourdeur du titre. Apparemment, les investisseurs se inquiètent pas mal de savoir que la firme de Sochaux devra, sur l'injonction des instances communautaires, rembourser une centaine de millions de francs.

Selon les professionnels, il semblerait que des signaux d'achat commencent à être envoyés un peu de tous les côtés. La veille l'indice CAC affluait le barre des 400 points, parvenu de vue depuis le 12 octobre 1987. Le nouveau, le CAC-40, a lui, atteint et dépassé la barre des 1 500. Les analystes sur graphiques renforcent leurs calculs à toute allure. Les plus optimistes pensent que la « trêve des confiseurs » est derrière la Bourse plutôt que devant.

Tout dépendra de Wall Street « New-York sera bien ou noir », assurait un géant de portefeuille. Français ont-ils peur de la réalité ? Affaire à suivre. En attendant, l'activité a augmenté, ce qui est normal un jour de liquidation, mais le phénomène pourrait bien se poursuivre avec l'habillage des bilans de fin d'année.

## TOKYO, 21 décembre

### Reprise en clôture

La tendance s'est renversée, mercredi, à la Bourse de Tokyo. L'indice a baissé, d'un point, à la fin de la séance, mais a rebondi à la hausse en cours de journée. A la clôture, l'indice Nikkei enregistrant une avance de 130,25 points (+ 0,44 %), à 29 698,19. Une heure auparavant, il accusait encore une légère perte de 5,72 points. Parmi les valeurs les plus favorisées, figuraient les sidérurgiques, les mécaniques, les constructions, les chemins de fer, les transports maritimes et l'énergie. D'après les professionnels, cette reprise de dernière minute a été essentiellement due à des achats liés à l'expiration de contrats à terme. L'activité est, en revanche, restée assez faible, avec 600 millions de titres échangés, contre 650 millions la veille.

VALEURS	Cours de 20 déc.	Cours de 21 déc.
Alcatel	680	683
Bridgestone	1 380	1 370
Daiichi Kangaro	1 220	1 210
Fuji Bank	3 480	3 460
Honda Motor	2 110	2 080
Industrial Bank of Japan	2 810	2 770
Mitsubishi Heavy	981	1 010
Sany Corp.	7 140	7 070
Toyota Motor	2 640	2 640

## ALCATEL NV: enquête sur le président de la filiale allemande

Le parquet de Stuttgart a ouvert une enquête sur les activités du président du directoire de la filiale allemande d'Alcatel NV (groupe CGE), le Standard Elektrik Lorenz (SEL). Le Helmut Lohr pourra avoir comme un « confident », a indiqué, mardi 20 décembre, un porte-parole du parquet. Selon la presse allemande, parue mercredi 21 décembre, M. Lohr aurait fait construire sa maison aux frais de la SEL. M. Lohr a rejoint les accords conclus à son encontre, soulignant que celles-ci remontaient à 1986 et que sa responsabilité avait été dérogée lors d'une étude menée par un cabinet d'audit indépendant. Selon un porte-parole de l'entreprise, qui occupe une place importante au sein d'Alcatel NV, car c'est sa plus grosse filiale et c'est chez elle que le nouveau central téléphonique Système 12 a été mis au point, les faits incriminés « n'ont rien à voir » avec le fonctionnement de l'entreprise. Par ailleurs, M. Lohr est membre du conseil d'administration de la CGE.

## PARIS :

### Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amalgam & Associés	450	450	La Compagnie Electra	230 50	230
Ayrol	248	250	Le géliver du rem.	278	275
B.A.C.	350	355	Lucas Investissement	278	275
B. Doreville & Associés	350	355	Lucas	145	145
B.I.C.M.	482	485	Messageries Maritimes	145	145
B.I.P.	684	684	Messageries Internat.	500	500
Boussac	430	430	Mitsubishi	180 50	185
Boussac Technologies	787	788	M.M.B.M.	840	845
Boussac	1050	1050	Molay	204	208 50
Boussac	1480	1485	Neptun-Deuxm.	712	712
Boussac	735	735	Neptun-Deuxm.	238	238
Boussac	850	851	On. Gest. Fin.	330	330
Boussac	318	318	On. Gest. Fin.	330	330
Boussac	138 50	138 50	P.F.A.S.A.	405	410
Boussac	1258	1250	Préfecture (C. in. & Fin.)	100	100
Boussac	728	728	Préfecture Assemblée	480	480
Boussac	234	234	Publicat. Répertoire	453 50	453 50
Boussac	1530	1530	Rail	650	650
Boussac	1030	1030	St-Germain-Bellepère	1550	1550
Boussac	501	501	St-Germain-Bellepère	215	215
Boussac	415	415	St-Germain-Bellepère	240	240
Boussac	277	277	St-Germain-Bellepère	403	403
Boussac	811	811	St-Germain-Bellepère	105	105
Boussac	405	405	St-Germain-Bellepère	355	355
Boussac	218 30	218 30	St-Germain-Bellepère	1170	1170
Boussac	881	885	St-Germain-Bellepère	388	388
Boussac	578	585	St-Germain-Bellepère	705	705
Boussac	1055	1055	St-Germain-Bellepère	340	345
Boussac	114	114	St-Germain-Bellepère	175	182
Boussac	218	218	St-Germain-Bellepère	425	433
Boussac	235	231			
Boussac	431	431			
Boussac	228 80	228 80			
Boussac	227	227			
Boussac	87 80	87 80			
Boussac	258	258			
Boussac	626	626			

## LA BOURSE SUR MINUTEL 36-15 TAPEZ LE MONDE

### Marché des options négociables le 20 décembre 1988

Nombre de contrats : 12 811.

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
		Décembre	Décembre
Accor	568	6,50	27
CGE	368	57	47
ES-Agribusiness	368	15	27
Lafarge-Capelle	1 390	98	135
Michelin	182	2,90	12,50
Midi	1 500	100	3,20
Paribas	408	17	39
Peugeot	1 280	46	1,22
Saint-Gobain	480	66	18
Société générale	528	22,50	40
Thomson-CSF	200	19	26,40

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 20 déc. 1988.

Nombre de contrats : 53 880.

COURS	ÉCHÉANCES			
	Déc. 88	Mars 89	Jun 89	
Dernier .....	106,85	106,40	105,85	
Précédent .....	106,50	105,75	105,15	
Options sur notionnel				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 89	Jun 89	Mars 89	Jun 89
104 .....	2,67	2,23	0,15	0,77

## CHANGES

Dollar : 6,06 F

Le dollar a baissé, mercredi 21 décembre, sur toutes les places financières internationales, mais dans des marchés partout très calmes. A Paris, le billet vert a coté 6,0595 F (contre 6,0740 F la veille). Pour les cambistes, la trêve des confiseurs a, d'ores et déjà, commencé.

FRANCOFONIE 19 déc. 20 déc.

Dollar (en DM) 1,7838 1,77

TOKYO 20 déc. 21 déc.

Dollar (en yen) 124,70 124,22

MARCHÉ MONÉTAIRE (offres privées)

Paris (21 déc.) 81/84 5/8

New-York (20 déc.) 83/84 1/2 1/8

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-87)

19 déc. 20 déc.

Valeur française 136,4 136,2

Valeur étrangère 116,5 116,1

(S&P, base 100 : 31-12-87)

Indice général CAC 384 395

(S&P, base 100 : 31-12-87)

Indice CAC 40 1 479,81 1 494,09

(OMF, base 100 : 31-12-87)

Indice OMF 50 489,44 413,75

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles 2 172,68 2 164,87

LONDRES (indice Financial Times)

Industrielles 1 434,6 1 438,3

Mines d'or 163 162,9

Fonds d'Etat 87,81 87,26

TOKYO

20 déc. 21 déc.

Nikkei Dow Jones 29 698,19 29 698,19

Indice général 1 288,99 1 289,36

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

</







ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	TELEMATIQUE
3 Les suites du tremblement de terre en Arménie. 4 Sri-Lanka : M. Premadasa élu à la présidence. — La Croix-Rouge internationale quitte le Liban. — Les Kouriles du Sud : un conflit vieux d'un siècle. 5 Afrique du Sud : le retour de l'apartheid « mesquin ».	7 La préparation des élections municipales. — Les travaux du Parlement. — La réorganisation du travail parlementaire. 8 Le Sénat entre la somnolence et les embrouilles.	10 Des chirurgiens-dentistes souhaitent isoler les sidatiques et les séropositifs. 12 Le retour des cosmonautes dans le Kazakhstan.	13 Exposition au musée Boissier de Meaux : « Aux sources du classicisme ». 14 Design : les Français dans la vitrine. 14-15 Fontaines : trois créations à Paris, une à Brest. 16 Expositions. 21 Communication.	25 Les prévisions économiques pour 1989 de l'OCDE et de l'INSEE. 27 DMC accélère son développement international. 28 L'inversion des taux d'intérêt. 28 - 29 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées... 22 et 23 Campus ..... 10 Carnet ..... 12 Météorologie ..... 20 Mots croisés ..... 20 Radio-télévision ..... 20 Spectacles ..... 17-18	● Automobile : assurance en direct ..... ASSUR ● Chaque matin : l'actualité vue par le Monde... JOUR ● Annuaire : où adresser vos dons ? ..... INT ● Abonnez-vous au Monde ..... ABO 3815 tapes LEMONDE

Par la création de « structures de soins spécialisées »

## Des chirurgiens-dentistes souhaitent isoler les sidatiques et les séropositifs

Après les multiples professions de foi anti-ségrégation des responsables politiques ou non — de la santé publique, verront-ils la création de « sidatoriums » à visées bucco-dentaires ? La question est sérieusement évoquée par le conseil départemental de Paris de l'ordre des chirurgiens-dentistes.

En avril dernier, des lecteurs du Monde ayant annoncé leur séropositivité s'étaient vu refuser l'accès à certains soins bucco-dentaires (le Monde du 13 avril). Ce refus était pour l'essentiel motivé par le risque, tout à fait hypothétique, de contamination du chirurgien-dentiste par voie sanguine à l'occasion de soins prodigués à des personnes séropositives ou atteintes du SIDA.

Certains chirurgiens-dentistes soulignent aujourd'hui « l'état d'inquiétude extrême de la profession ». Ils mettent aussi en avant les risques encourus par les patients qui seraient soignés avec du matériel potentiellement infecté.

Dans le dernier numéro du Bulletin du conseil départemental de Paris de l'ordre des chirurgiens-dentistes, on peut lire : « Le conseil départemental, comme tous les organismes publics ou privés intéressés aux problèmes de santé publique, a développé depuis un

certain temps déjà une réflexion sur les traitements bucco-dentaires en cabinet des sujets séropositifs ou des malades développant un SIDA. Les statistiques confirment que la moitié de ces malades sont domiciliés dans la région Ile-de-France et principalement à Paris. » Les responsables ordinaires expliquent à leurs membres : « Nous vous demandons instamment de bien vouloir nous faire connaître votre avis sur l'opportunité de la création par les pouvoirs publics de structures spécialisées permettant d'assurer une meilleure prophylaxie. »

### « Une discrimination intolérable »

Les chirurgiens-dentistes de Paris sont ainsi invités à répondre par oui ou par non à la question suivante : « Souhaitez-vous la création par les pouvoirs publics de services spécialisés dans les soins bucco-dentaires dispensés aux sujets séropositifs et aux malades développant un SIDA dans lesquels vous pourriez soigner vos propres patients ? »

Pour sa part, le docteur J. Lersays, président de l'Ordre national des chirurgiens-dentistes français, s'élève avec vigueur contre cette initiative. « En mai dernier, j'ai indiqué formellement et publiquement ma position, nous a-t-il déclaré. Des refus injustifiés de soins sont indubitablement une atteinte à la déontologie et susceptibles d'être sanctionnés par notre juridiction professionnelle. On m'a beaucoup reproché, à Paris mais pas ailleurs, ma prise de position. J'ai parlé tout récemment de ce projet de « structures de soins spécialisées » avec le directeur général de la santé, qui m'a dit que la chose était invraisemblable. Ce serait une discrimination intolérable vis-à-vis de gens que l'on va marginaliser complètement. C'est lamentable. »

« Je prends souvent, poursuit le docteur Lersays, l'exemple devant mes confrères des malades tuberculeux d'il y a trente ou trente-cinq

Le numéro du « Monde » daté 21 décembre 1988 a été tiré à 511 223 exemplaires

ans qui étaient eux aussi dangereux pour les chirurgiens-dentistes en cabinet des sujets séropositifs et des malades atteints du SIDA, et vis-à-vis desquels à aucun moment il n'avait été évoqué de prendre ce type de mesure. »

Pour le président de l'Ordre national, « de telles initiatives tiennent la fois à des raisons politiques et à un certain besoin ressenti par les confrères parisiens de faire parler d'eux en créant une forme de panique. Dans un éditorial, un confrère parisien en est venu à parler du SIDA comme d'un 357 Magnum, vous voyez où nous en sommes arrivés ! »

Pour leur part, les épémiologistes français spécialistes du SIDA soulignent que rien ne permet de penser qu'il existe dans ce domaine un risque de contamination, tant pour les chirurgiens-dentistes (comme pour tous les autres professionnels de santé d'une manière générale) que pour les personnes bénéficiant de soins dentaires, dès lors que les règles de l'asepsie et de l'hygiène sont, comme elles devraient toujours l'être, parfaitement observées.

JEAN-YVES NAU.

## L'ex-CRS Gilles Burgos renvoyé devant la cour d'assises pour homicide volontaire

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a rendu, mercredi 21 décembre, un arrêt de renvoi de l'ex-CRS Gilles Burgos devant la cour d'assises pour homicide volontaire.

M. Burgos avait été inculpé de « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner », et le parquet général avait requis son renvoi aux assises pour cette infraction et non pour homicide volontaire. Gilles Burgos avait mortellement blessé un jeune homme, Loïc Lefèvre, vingt-huit ans, par balles dans la nuit du 4 au 5 juillet 1986, rue de Mogador, à Paris (le Monde daté 6-7 juillet).

Le policier avait été ultérieurement suspendu après avoir provoqué un incident dans une pizzeria de Vélizy, en avril 1988, où, pris de boisson, il avait aspergé le patron de sa bombe lacrymogène en le traitant de « dégénéré » et en affirmant que « les Italiens, c'est une sale race ». Sur proposition du conseil de discipline, Gilles Burgos avait été révoqué le 18 août 1988 par M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur.

M. Henri-René Garand, avocat de Gilles Burgos, a annoncé mercredi qu'il allait former un pourvoi en cassation contre l'arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris.

## Sur le vif

### SOS dindes

Ils sont terrifiés, les Britels. Attentants à la bombe contre plusieurs grands magasins à Plymouth, Cardiff et Londres. Et pas n'importe lesquels : Harrods et Selfridges, excusés du peu... Moi, quand j'ai vu ça, je me suis dit : C'est encore un coup du FLA ? Le Front de libération des armées ? Chaque année, à Noël, il remet ça. Il proteste contre l'holocauste de six millions de dindes passées au four à micro-ondes.

Cette fois-ci, il a pris les armes à l'appel de Ronnie Lee, son chef historique. Il purge une peine de dix ans de prison : attaques contre des épiceries de luxe et des laboratoires de torture. Gégène, bagnole, vivisection et interrogatoires des cobayes tués à la pointe du couteau. Tiens, à propos, il y a un pauvre prof, à Cambridge, il a reçu avant-hier une lettre piégée, elle a failli lui piquer au nez, vous présentez qu'il se livre à des menaces à la D' Moreau sur des populations entières de souris déportées.

Mort de trouille, il proteste de son innocence dans toute la presse. Ses expériences, il ne les pratique que sur des humains. Il leur prévoie des cellules, 7 les

bouillie, et il les leur réinjecte pour voir l'effet que ça fait. Espérons que ça suffira à calmer le vindicte du FLA et qu'il pourra révisiter pacifiquement sa part de pilon d'épave et de carcasses râpées. Ah non, pas râpées, ça c'est ce que je raconte, ça serait d'une cruauté !

Et il n'y a pas que ça. Il y a le honteux commerce de fournitures prélevées par des bougres sans scrupules sur des monnaies de cadavres. Vous avez vu dans Libé, ce matin, ces terribles révélations, admirable exemple de journalisme d'investigation, sur les camps de concentration où croupissent, en Bretagne, des centaines de milliers de vietnams. A Phumant, la solution finale s'est déroulée de novembre à décembre. Une odeur pestilentielle s'élevait, je cite, du scalag, s'étendait sur les blocs nus et détrempés et semblait donner sur l'infini. Vision tragique. Grâce à Dieu, des condamnés ont pu s'échapper, profiter et se livrer allègrement — ils tiennent pour le plaisir — au massacre de ce qui leur tombait sous la dent. Gégène, chérie, dans pou, lea. Moi, je serais le FLA. Prudent pas : cette piégée à tous les coins de bois.

CLAUDE SARRAUTE.

## Au conseil des ministres

### Le gouvernement veut accélérer le partage des successions

Le conseil des ministres, qui s'est réuni mercredi 21 décembre, a adopté le projet de loi portant règlement définitif du budget pour 1987. Le déficit budgétaire total est de 120,06 milliards de francs, soit 2,27 % du PIB.

Le conseil a également adopté un projet de loi présenté par M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice, garde des sceaux, modifiant le code civil et relatif aux successions. Ce texte, qui ne touche pas au régime de fond du

droit successoral français, simplifie et accélère l'ouverture et le partage des successions. Il renforce également la sécurité juridique des héritiers.

Le conseil a adopté un projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'extradition entre la France et l'Australie, la première de ce type conclue avec un pays de droit anglo-saxon.

M. Jean Popere, ministre des relations avec le Parlement, a présenté le bilan de la session d'automne. Il s'est réjoui du « climat positif » dans lequel s'est déroulée cette session, le gouvernement ayant prouvé qu'il pouvait gouverner avec une majorité relative « dans l'efficacité et la stabilité ». Selon lui, la recherche du compromis n'a jamais remis en cause les « principes de fond » du gouvernement, et la session a fait apparaître qu'il n'y a « pas de majorité contre le gouvernement ».

### Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres a décidé, d'autre part, le mouvement préfectoral suivant : MM. Maurice Theye, préfet, est admis sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite ; Thierry Kaepelin, préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde, est nommé préfet hors cadre ; Pierre Chassigneux, préfet de l'Oise, est nommé préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde ; Alain Bidon, préfet de l'Ailier, est nommé préfet de l'Oise ; Yvon Olivier, trésorier-payeur général du Doubs, est nommé préfet des Alpes-Maritimes ; Gérard Cureau, préfet hors cadre, est nommé directeur général de l'administration au ministère de l'Intérieur.

Enfin, sur proposition du ministre de la recherche et de la technologie, M. Roger Leangard est nommé président du conseil d'administration de la Cité des sciences et de l'industrie (le Monde du 21 décembre).

### Demain notre supplément

Le Monde  
DES LIVRES

## La direction du PS réaffirme ses réserves vis-à-vis du « service minimum »

L'annonce par M. Michel Rocard du dépôt, à la session parlementaire du printemps prochain, d'un projet de loi organisant un service minimum dans le secteur public a provoqué des réactions plutôt négatives chez les socialistes. M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, avait indiqué, le 19 décembre, que l'instauration d'un service minimum ne devrait pas se faire « par la voie autoritaire ». Mardi matin 20 décembre, au cours du petit déjeuner qui réunit les principaux ministres et responsables socialistes autour du premier ministre, M. Pierre Mauroy a confirmé l'hostilité du PS à toute mesure imposée.

La direction du PS en reste, en fait, l'idée que l'usage du droit de grève, imprescriptible, est de la responsabilité de ceux qui y ont recours et ne peut être autoritairement limité. M. Queyranne avait indiqué, lundi, que le PS estime toujours nécessaire de revenir sur l'engagement Lemaire, qui avait rétabli le « trentième indivisible » pour les fonctionnaires, et de mieux protéger le droit de grève contre les atteintes du genre de celles qui lui avaient été portées, selon eux, par des décisions de justice au cours des dernières années.

M. Jean Popere, ministre des relations avec le Parlement, estime qu'une « extrême prudence » s'impose lorsque les droits du monde du travail sont en cause. M. Laurent Fabius, qui avait participé lui aussi, au petit déjeuner de Matignon, a déclaré ensuite : « Il faut jouer à fond la négociation », car « c'est la seule attitude positive ».

A l'hôtel Matignon, on affirme, mercredi matin, que M. Rocard ne pense pas autrement et qu'il n'aurait écopé l'hypothèse d'un projet de loi sans accord préalable des syndicats qui pour faire pression sur ceux-ci.

(Publié)

## Super Noël 88/89 : Duriez + Hewlett-Packard

DEUX ÉVÉNEMENTS ont marqué cette année le monde des calculatrices scientifiques :

Le premier : Duriez s'est installé place St-Augustin sur 140 m<sup>2</sup> d'exposition avec le rayon calculatrices le plus étendu de la capitale. Les financiers et les mathématiciens seront plus obligés d'aller à St-Germain pour Noël.

Le second : Hewlett-Packard a créé 9 calculatrices en un an, de la HP-205 (- de 400 F, pour les lycéens) jusqu'aux super calculatrices pour financiers, ingénieurs, etc. HP-198 et HP-285.

Commencez 89 en beauté avec Hewlett-Packard aux prix Duriez, 3, R. La Boétie (8°) 47.42.91.49 et toujours 112-132 Bd St-Germain, 6° (Odéon)

● Accord d'entreprise chez Renault. — Les six organisations syndicales (CGT, CFDT, FO, CGC, CFTC et CSI) ont signé avec la direction de la région Renault un protocole reconduisant pour deux ans les dispositions de l'accord d'entreprise antérieur relatives à l'ancienneté, aux congés, avantages divers, fins de carrière, formation, service national, etc. En revanche, la CGT seule n'a pas signé deux autres protocoles représentant, à titre de garantie, les dispositions concernant la prévoyance d'une part, la formation et l'emploi, de l'autre, sujets qui doivent faire l'objet de négociations au cours du premier semestre 1989.

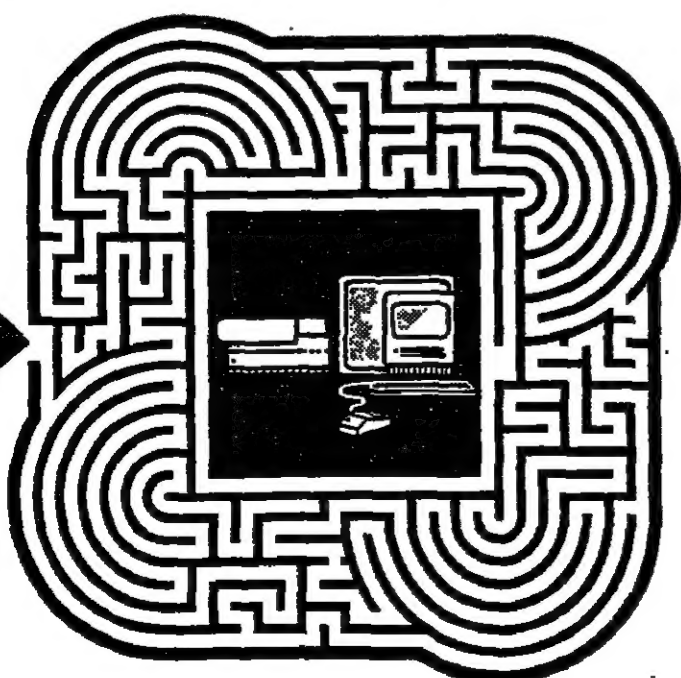
● CONGRÈS DU SUD : libération de 281 prisonniers politiques. — Les autorités de Séoul ont remis en liberté mercredi 21 décembre 281 prisonniers politiques, dont certains condamnés pour espionnage au profit de la Corée du Nord. Ces détenus font partie des 2 015 Sud-Coréens détenus, mis en liberté conditionnelle, dans la peine a été réduite ou dont les droits civiques ont été restaurés. — (Reuters)

LE BON CÔTÉ DE LA MODE CHEZ RODIN LES PRIX 38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

GRAVURES ORIGINALES A FAIBLE TIRAGE Œuvres de : Claude, S. Delaunay, Friedländer, Lansky, Masson, Van de Velde, Zadkine etc. PRÉSENTATION SUR RENDEZ-VOUS ARTS ET ENTREPRISES 46-06-96-88

OFFREZ-VOUS UN BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur COSTUMES-MESURE à partir de 2 150 F PANTALONS 850 F VESTONS 1 400 F 3 000 tissus Luxueuses draperies anglaises Fabrication traditionnelle TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX PARDESSUS sur mesure UNIFORMES ET VÊTEMENTS MILITAIRES LEGRAND Tailleur 27, rue de la République, Paris - Opéra Téléphone : 47-42-70-91 Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

Pour votre équipement Macintosh, où trouver le meilleur conseil ?



INTERNATIONAL COMPUTER, LE PLUS COURT CHEMIN VERS MACINTOSH.

Concessionnaire Agréé Grands Comptes. Centre de Formation Agréé

INTERNATIONAL COMPUTER

26 rue du Renard Paris 4° • 42 72 26 26 64 av. du Prado Marseille 6° • 91 37 25 03